

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2017/13084]

4 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche portant sur l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et de La Roche, et de zones agricoles et forestières au titre de compensations planologiques sur le territoire de la commune de Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP), les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 29, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 42bis à 44, et 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 et considérant que l'option retenue, en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol, est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant la Déclaration de politique régionale wallonne présentée au Parlement wallon le 23 juillet 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1987 établissant le plan de secteur de Marche-La Roche;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Cielle sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricoles et forestières de terrains inscrits en zones de loisirs et d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Befte, Rendeux et Hodister); et adoptant le projet de contenu de l'étude d'incidences du plan;

Considérant que cet arrêté envisage plus précisément l'inscription de près de 21.6 hectares de zones d'extraction sur des terrains actuellement inscrits en zone forestière :

— d'une part sur le gisement qui s'étend dans le prolongement nord de la zone d'extraction actuelle (près de 17.7 ha);

— d'autre part, à l'ouest, au sud-ouest et au sud de la zone d'extraction actuelle (près de 3.9 ha) afin d'intégrer les dépendances de carrière dans la zone d'extraction et de repositionner les limites de la zone d'extraction sur des limites géographiques;

et, au titre de compensations planologiques, l'inscription :

— d'une zone agricole de quelque 4.4 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs à Befte-Rendeux;

— d'une zone agricole de quelque 0.5 ha et d'une zone forestière de quelque 5.5 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs au sud d'Inzès-Ris (Rendeux);

de zones agricoles (près de 5 ha) et d'une zone forestière (près de 6.8 ha) sur la partie sud de la zone d'activité économique mixte de Warisy à Rendeux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Marche-La Roche dont question ci-avant;

Considérant l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par le Bureau d'études Pissart, Architecture et Environnement, dûment agréé conformément à l'article 42, alinéa 7, du CWATUP et au Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant le rapport réalisé le 23 avril 2014 par la Cellule d'Etude et de Développement en Ingénierie Acoustique de l'ULg (CEDIA) portant sur la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques dans l'environnement de la Carrière de Cielle (La Roche) en avril 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche portant sur l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et de La Roche, et de zones agricoles et forestières au titre de compensations planologiques sur le territoire de la commune de Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister);

Considérant que cet arrêté confirme l'inscription des zones prévues à l'arrêté du 19 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) et adoptant l'avant-projet de révision; qu'il prévoit en outre une mesure d'aménagement au sens de l'article 23, alinéa 2, 3^o, du CWATUP visant l'interdiction de tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins :

— 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », situé à l'est;

— 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière;

Considérant le complément à l'étude d'incidences de plan réalisé en avril 2016 par le Bureau d'études Pissart, Architecture et Environnement et sa note d'accompagnement du 3 mai 2016;

Considérant que ce complément a été réalisé à la suite de la découverte d'une faille par l'exploitant en février 2015 pouvant présager d'une baisse de qualité du gisement exploité dans la future zone d'extraction en extension de la carrière de Cielle; que les résultats obtenus confirment que les objectifs de la présente révision du plan de secteur sont toujours rencontrés et que les motivations de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 sont toujours pertinentes;

Considérant que, sur base des nouvelles données à sa disposition (étude géologique de F. Boulvain, plan d'exploitation de B. Michel et prospection géophysique par tomographie électrique du bureau Calcis), l'auteur du complément d'étude d'incidences estime que les réserves de gisement de la future zone d'extraction visée par la présente révision du plan de secteur permettront près de 31 années d'exploitation (soit un peu plus de 12 millions de tonnes valorisables) à une production annuelle maximale de 450.000 t/an (contrairement aux 36 années, soit 16.2 millions de tonnes valorisables, indiquées par l'arrêté du 12 février 2015 adoptant le projet de révision du plan); que cette diminution de réserves s'explique notamment par une trop grande épaisseur de matériaux de moindre qualité surplombant les matériaux exploitables;

Considérant qu'en raison de cette absence de gisement de qualité dans la partie nord-ouest de la future zone d'extraction et du risque pour la stabilité des bancs, l'exploitation de cette partie nord-ouest n'apparaît plus pertinente;

Considérant que l'auteur considère toutefois que le périmètre proposé par le projet de révision du plan de secteur reste pertinent et peut donc être validé car il estime :

- qu'il est préférable de conserver une limite physique aisément identifiable, à savoir le ruisseau de la Carrière;
- que le maintien de cette frange ouest en zone d'extraction permettra de jouer le rôle de « zone tampon » et de préserver le ruisseau de la Carrière;

Considérant que le 3 mai 2016, ce complément et sa note d'accompagnement ont été transmis pour information à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) conformément au prescrit de l'article 42bis du CWATUP;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 mai 2016 au 23 juin 2016 sur le territoire des communes de Rendeux et La Roche-en-Ardenne, conformément aux articles 4, 43 et 46 du CWATUP;

Vu la réunion d'information tenue le 18 mai 2016 à l'Espace SCHERES, situé route de Marche 11, à 6987 Rendeux-Haut sur le territoire de la commune de Rendeux en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 8°, du CWATUP;

Considérant les documents du dossier qui ont été soumis à consultation pendant l'enquête publique, en ce y compris le complément d'étude d'incidences du plan et sa note d'accompagnement;

Considérant que les réclamants se sont exprimés par courrier personnalisé, dont l'un a été transmis à chacune des communes organisant l'enquête publique;

Vu les réclamations et observations introduites au cours de l'enquête publique dans chacune des communes et répertoriées comme suit :

Rendeux

	Nom	Adresse
1.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée n° 37, à 6900 Marche-en-Famenne
2.	Wathieu Roland	Rue de Chetenne n° 9, à 6987 Rendeux
3.	NATAGORA <i>via Piraux Joelle, Département Politique générale</i>	Rue Nanon n° 98, à 5000 Namur

La Roche-en-Ardenne

	Nom	Adresse
4.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée n° 37, à 6900 Marche-en-Famenne
5.	Nyssens Marianne	Rue du Paradis n° 10, à 6980 Cielle

Vu les procès-verbaux des séances de clôture de l'enquête publique qui se sont tenues le 23 juin 2016 à Rendeux et à La-Roche-en-Ardenne;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues, en application de l'article 43 du CWATUP, dans les salles du conseil communal de La-Roche-en-Ardenne et de Rendeux le 28 juin 2016;

Vu les procès-verbaux de ces réunions de concertation;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Rendeux émis le 6 juin 2016 qui porte notamment sur les compensations et l'exploitation partielle de la zone tampon d'au moins 20 mètres prévue à l'article 2 de l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la présente révision du plan de secteur dans le but de distancier l'activité extractive du site Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche »;

Vu l'avis du conseil communal de Rendeux du 19 juillet 2016 qui décide de remettre un avis favorable sur le projet de révision partielle du plan de secteur et s'approprie l'avis favorable du 6 juin 2016 de la Commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité;

Vu l'avis réputé favorable par défaut du conseil communal de La-Roche-en-Ardenne sur le projet de révision partielle du plan de secteur;

Vu les avis sollicités auprès de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT), du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) et de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3);

Vu l'avis favorable du CWEDD émis le 24 octobre 2016;

Considérant que le CWEDD estime que l'étude d'incidences du plan contient les éléments nécessaires à la prise de décision du Gouvernement wallon; qu'il valide les zones d'extraction, les compensations planologiques et la mesure d'aménagement proposées par l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche;

Vu l'avis favorable de la CRAT émis le 27 octobre 2016;

Considérant que la CRAT estime que l'étude d'incidences du plan est de « bonne qualité »; qu'elle valide les zones d'extractions, les compensations planologiques et la mesure d'aménagement retenues par l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche;

Vu l'avis de la DGO3 émis le 14 juin 2016 et favorable sur les compléments d'étude réalisés;

Vu l'avis de la DGO3 émis le 9 novembre 2016 et favorable sous conditions pour ce qui concerne le projet de révision du plan du plan de secteur adopté le 12 février 2015;

Considérant que les conditions posées par la DGO3 dans cet avis relèvent du permis et portent plus précisément sur la largeur et la gestion des zones tampon, les travaux éventuels sur les ruisseaux et la réalisation d'une évaluation appropriée des incidences sur le site Natura2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche »; que la teneur de cet avis sera développée dans la suite du présent arrêté en réponse aux réclamations et observations émises au cours de l'enquête publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » du 14 avril 2016 (*Moniteur belge* du 5 juillet 2016);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE34012 « Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton » du 14 avril 2016 (*Moniteur belge* du 1^{er} juillet 2016);

Vu l'arrêté ministériel du 18 avril 1988 affectant à usage artisanal et reconnaissant l'utilité publique d'exproprier les terrains de la « zone artisanale de Rendeux (Warisy) »;

Considérant à propos des réclamations qui portent sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction, qu'il n'y a pas lieu, au stade de la révision du plan de secteur, d'anticiper sur les résultats de la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement qui sera réalisé à propos du ou des projets précis soumis à permis;

Considérant que le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations formulées au cours de l'enquête publique et les avis exprimés à l'issue de celle-ci, entend y apporter les réponses suivantes;

1. Justification socio-économique

Considérant que parmi l'ensemble des réclamants et instances qui se sont exprimés dans le cadre de l'enquête publique, un seul réclamant souhaite que l'expansion de la carrière soit freinée; qu'il s'interroge sur l'existence réelle de besoins socio-économiques;

Réponses :

Considérant que l'objectif principal de la présente révision du plan de secteur est de permettre la poursuite des activités de la carrière de Cielle à un horizon d'une trentaine d'années, comme le recommande le SDER, de manière à garantir la production de grès quartzitique riche en silice (75 %) et de maintenir les emplois directs (21 personnes) et indirects (34.5 ETP);

Considérant que l'étude d'incidences du plan et son complément valident tous deux les objectifs de la présente révision du plan de secteur et attestent de l'importance de poursuivre la production de grès quartzitique de Cielle pour l'activité économique wallonne; que ces éléments sont confirmés par la CRAT qui « relève que le complément d'étude d'incidences de plan confirme la présence d'un potentiel de production économique du gisement de grès quartzitique » et qui précise que ce « [...] projet permettra de poursuivre l'exploitation du gisement et d'assurer sa pérennité pour les prochaines décennies »;

Considérant que la carrière de Cielle constitue l'un des deux premiers producteurs de grès belges (production annuelle maximale de 450.000 t/an); que dans ce cadre, la présente révision du plan de secteur permettra de garantir l'approvisionnement des marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux en concassés de qualité destinés principalement à la fabrication de revêtements hydrocarbonés (couches de finition) et, accessoirement, de béton haute-performance, selon un ratio d'environ 90 %-10 %; qu'elle permettra également d'assurer le maintien des emplois existants qui sont pour la plupart locaux; que ceci est conforté par le maintien, depuis plusieurs années, du volume de vente dans un contexte marqué par l'insuffisance de la production dans les carrières de grès en activité en province du Luxembourg;

Considérant que le grès quartzitique extrait à Cielle (Formation de Saint-Hubert) est composé à 75 % de silice, ce qui le rend particulièrement bien adapté au marché des revêtements routiers et des bétons haute-performance (bonne résistance à l'usure et excellente abrasivité) et lui permet de surpasser les produits de substitution existants sur ce marché (notamment le porphyre plus résistant à l'usure dont le coefficient de polissage accéléré est moins bon); que le complément d'étude a montré que ces débouchés constituent la majorité de la production enregistrée sur le site de Cielle, soit 90 % de la production en 2015;

Considérant que, sous l'angle géologique, le complément d'étude met en évidence que les conséquences de la faille rencontrée sont secondaires et que le changement de qualité constaté dans la partie haute du gisement début 2015 est principalement imputable aux variations latérales du faciès (formation continentale, chenaux fluviaux); que, malgré cela, il indique que la qualité des « produits nobles » devrait toujours être assurée grâce au mélange des différentes qualités de gisement rencontrées dans l'extension;

Considérant que l'exploitant entend développer davantage la commercialisation des « sous-produits » constitués par les granulats impropres pour la production d'enrobés hydrocarbonés ou de béton haute-performance et qui étaient auparavant destinés au backfilling; que ceux-ci seront valorisés dans d'autres filières telles que les empierrements, les matériaux de remblais ou encore les sous-fondations; que, d'après le complément d'étude, cette valorisation des sous-produits, qui représentait 10 % de la production en 2015, ne se fera toutefois pas au détriment des « matériaux nobles » mais complémentarément à ceux-ci, tout en contribuant à diminuer le volume de stériles destiné à être mis en verse;

Considérant que l'étude d'incidences du plan et son complément confirment que le présent projet répond bien aux critères déterminés par le Gouvernement wallon dans sa note du 27 mars 2002 relative à l'inscription de nouvelles zones d'extraction qui sont les suivants :

- validation du gisement dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par l'Université de Liège (2000);
- inscription de la demande dans un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable;
- exploitation ne pouvant se poursuivre plus de 6 ans au rythme actuel dans les limites de la zone inscrite;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, le présent projet rencontre bien le prescrit de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du CWATUP en ce qu'il permet de rencontrer de manière durable les besoins sociaux et économiques de la collectivité par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources;

2. Incidences sur l'environnement et mesures d'atténuation

Considérant que la majorité des réclamants et instances consultées estiment que les incidences sur l'environnement relevées ne remettent pas en cause le projet d'extension de la carrière de Cielle; qu'ils insistent toutefois pour que des mesures particulières soient mises en œuvre afin de limiter les nuisances de l'activité extractive sur l'environnement et sur les riverains; qu'après avoir décrit les réclamations et observations émis au cours de la procédure à propos des thématiques qui suivent, il y a lieu de souligner les réponses que le présent arrêté entend y apporter;

Considérant que la DGO3 craint que la mise en œuvre du projet n'augmente la charge de matières en suspension dans l'Ourthe dont le ruisseau du Fond du Royen (ruisseau de 2^{ème} catégorie situé au sud de la carrière de Cielle et soumis à l'objectif de qualité salmonicole) et le ruisseau de la Carrière (ruisseau non classé situé en limite ouest) sont des affluents; qu'elle en déduit que des impacts pourraient dès lors survenir sur les cours d'eau précités (colmatage des frayères et destruction d'habitats benthiques) et sur le site Natura 2000 BE34012 « Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton », situé à moins de 5 km à l'aval de la carrière de Cielle;

Considérant qu'un réclamant s'inquiète lui aussi de l'augmentation de la charge de matières en suspension dans les cours d'eau et du changement de leur débit suite à la modification du parcours des deux ruisseaux non classés situés au nord de l'extension de la carrière de Cielle et qui sont des affluents du ruisseau de la Carrière; qu'il demande dès lors que des mesures soient prises au plus tôt afin de garantir un débit suffisant et une qualité des eaux des ruisseaux; qu'il appuie particulièrement les mesures 10 à 16 proposées par l'auteur de l'étude d'incidences du plan qui sont relatives au pompage dans le ruisseau du Fond du Royen, à l'évitement du débordement des bassins de décantation et à la réalisation d'une étude sur les macro-invertébrés ainsi qu'à la création de merlons et de zones-tampon;

Considérant qu'un réclamant regrette l'absence d'évaluation appropriée des incidences sur le site Natura 2000 BE34023 contigu à la carrière; que, bien qu'il note que l'auteur de l'étude d'incidences du plan prend en considération ce périmètre Natura 2000 dans son analyse, il estime que les informations quant à l'impact sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présents sur ce site sont lacunaires; qu'il insiste pour qu'une telle évaluation soit réalisée afin de garantir le respect du principe d'équivalence et de proposer, si nécessaire, des mesures d'accompagnement (bande tampon de 20 mètres, etc.);

Considérant que tant le CWEDD que la DGO3 insistent pour qu'une évaluation appropriée des incidences sur les périmètres Natura 2000 précités soit réalisée dans le cadre des permis ultérieurs; que la DGO3 précise que d'une part, « cette étude devra adopter toutes les mesures d'atténuation possibles et, pour être acceptable, devra démontrer l'absence d'impacts significatifs sur le site Natura 2000 sis à l'aval, et ce pour toutes les phases d'exploitation », et d'autre part, le contenu et le format de cette étude devront être discutés en collaboration avec le Département de la Nature et de Forêts de la DGO3;

Considérant que la DGO3 estime que les atteintes qui ont pu survenir par le passé sur le périmètre Natura 2000 situé à l'est de la carrière, et qui ont donné lieu à des procès verbaux, devraient à l'avenir être évitées grâce à l'aménagement d'une zone tampon de 20 mètres telle que prévue à l'article 2 de l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Marche-La Roche;

Considérant que les instances consultées sont favorables au principe d'instaurer des zones-tampon le long des ruisseaux et du périmètre Natura 2000 BE34023 telle que le prévoit la mesure d'aménagement visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Marche-La Roche;

Considérant que la DGO3 estime d'ailleurs que le déplacement des ruisseaux non classés présents au nord de l'extension et la création de bandes tampon le long des ruisseaux de la Carrière et du Fond du Royen permettront de répondre en partie aux problèmes relatifs à la pollution récurrente du Fond du Royen; qu'elle estime que « les travaux visant le déplacement du ruisseau devront se faire sans impact sur l'aval [et qu'une discussion entre le DNF et le demandeur devra être engagée pour définir les mesures particulières adéquates à intégrer dans le futur permis] »;

Considérant qu'elle souhaite toutefois que, sous réserve des conclusions d'une évaluation appropriée des incidences préalablement à la mise en œuvre du projet, la zone-tampon de 20 mètres prévue le long du périmètre Natura 2000 BE34023 à l'est de la carrière voie ses modalités de gestion et de mise en œuvre précisées (plantations, etc.); qu'en outre, elle estime qu'une zone-tampon de 6 mètres par rapport aux ruisseaux n'est pas suffisante et devrait être portée à 20 mètres de large « afin de garantir leur nécessaire préservation »; qu'elle demande que ces zones-tampon voient leurs modalités de gestion et de mise en œuvre précisées telles qu'y interdire la circulation, les constructions et le stockage de matériaux ainsi qu'y préciser le type et les modalités de plantations;

Considérant qu'un réclamant constate que dans les faits le déboisement opéré en 2015 est plus important que ce qui a été présenté lors de la réunion d'information et insiste dès lors sur l'importance d'une zone-tampon;

Considérant que sur base des données dont elle dispose, la DGO3 constate qu'« aucun élément ne permet de faire état de l'existence ou de la présomption d'une pollution du sol au niveau du terrain [...] » visé par la présente révision du plan de secteur;

Considérant que, sur le plan paysager, un réclamant estime que la carrière de Cielle impacte déjà fortement les vues depuis la Route du Tram à Cielle;

Considérant qu'un réclamant relève que le charroi de la carrière cause des nuisances aux habitants de Cielle (dépôts de poussières sur les routes, non-respect de la signalisation, etc.);

Considérant que la CRAT attire l'attention sur la nécessité de sécuriser le point de sortie de la carrière par des marquages au sol et des panneaux de signalisation adéquats;

Considérant que « le CWEDD appuie toutes les recommandations de l'auteur et insiste particulièrement sur les suivantes qui devront être prises en compte dans le cadre de la demande de permis unique :

Élaborer une note technique détaillée [sur la gestion des eaux] dans le cadre de la demande de permis unique;

Réaliser un phasage pour la zone d'extension;

Étudier un plan de réaménagement cohérent pour toute la zone d'extraction;

Poursuivre le suivi des macro-invertébrés afin de vérifier si cette faune se rétablira après que le rejet de sédiments cessera durablement »;

Considérant que tant la CRAT que le CWEDD constatent la prise en considération et la mise en œuvre par le demandeur de certaines recommandations formulées par l'auteur de l'étude d'incidences du plan;

Réponses :

Considérant que l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur avait déjà mis en évidence les difficultés mentionnées ci-avant;

Considérant qu'il précise en effet que les impacts du projet d'extension de la carrière de Cielle se rapportent principalement à la biodiversité, tant en ce qui concerne les risques d'apports de sédiments dans les deux ruisseaux affluents de l'Ourthe qu'en ce qui concerne la proximité d'habitats d'espèces protégées présentes dans le périmètre Natura 2000 BE34023 voisin de la carrière; que ces incidences éventuelles pouvant être maîtrisées par des mesures adéquates, qui devront être confirmées par les permis ultérieurs, elles ne constituent donc pas un obstacle à la révision du plan de secteur;

Considérant qu'afin de limiter ces incidences sur le milieu naturel, le Gouvernement wallon a en outre fait droit à la recommandation de l'auteur proposant la définition de zones tampon le long des ruisseaux et du périmètre Natura 2000 susmentionné, en optant pour une mesure d'aménagement au sens de l'article 23, 3°, du CWATUP; que celle-ci est visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 et doit être confirmée;

Considérant qu'il convient de rappeler que les impacts sur le milieu naturel consécutifs de la mise en œuvre de l'exploitation seront en majorité semblables à ceux provoqués par l'exploitation actuelle en raison du maintien des dépendances de carrière au sud de la zone le long du ruisseau du Fond du Royen et de la poursuite de l'exploitation vers le nord entre le ruisseau de la Carrière à l'ouest et le périmètre Natura 2000 BE34023 à l'est;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences indique que la sédimentation trop importante dans les ruisseaux est due aux écoulements d'eau en provenance des pistes et des aires d'installations de concassage et de chargement; qu'il estime, sur base des conclusions de l'étude sur le peuplement de macro-invertébrés benthiques, en amont et en aval de la carrière de Cielle, menée en octobre 2009 par le Dr L. Leclercq de l'ULg, que, moyennant la mise en œuvre de mesures visant à réduire complètement les rejets de sédiments, la faune d'invertébrés benthiques pourra se rétablir rapidement et recommande dès lors la réalisation d'une nouvelle étude dans le cadre des futures demandes de permis;

Considérant que les largeurs des zones tampons le long des ruisseaux (6 mètres) et du périmètre Natura 2000 BE34023 (20 mètres) retenues par l'arrêté du 12 février 2015 ont été définies par l'auteur de l'étude d'incidences du plan, dûment agréé conformément à l'article 42 du CWATUP, après analyse de la situation existante et des impacts de l'exploitation actuelle et future sur les milieux naturels (ruisseaux et groupements forestiers semi-naturels présents sur leurs berges et site Natura 2000 BE34023); que ni la CRAT, ni le CWEDD n'ont remis en cause cette mesure;

Considérant en outre que, dans le complément à l'étude d'incidences du plan réalisé en avril 2016, l'auteur indique que l'exploitant n'envisage plus l'exploitation de la frange nord-ouest de l'extension en raison de la présence d'un gisement de moindre qualité; qu'il estime que la non exploitation de cette partie permettra de jouer le rôle de « zone-tampon » et d'ainsi préserver le ruisseau de la Carrière; qu'il y est également envisagé de déplacer la piste d'accès aux fronts de la bordure ouest de l'exploitation vers la bordure est de l'exploitation;

Considérant que complémentaiement à l'établissement de ces zones tampons, l'auteur de l'étude recommande d'autres mesures afin de limiter les impacts de l'activité extractive sur les ruisseaux; qu'il en est ainsi de l'élaboration d'une note technique sur la gestion des eaux de ruissellement et d'exhaure dans le cadre de la demande de permis qui permettra de définir et mettre en œuvre des solutions visant à réduire la perturbation des débits et l'apport de sédiments au sein des cours d'eau; qu'une de ces solutions pourrait être la déviation des cours d'eau non-classés situés au nord de l'exploitation, évoquée par un réclamant et la DGO3, et dont le débit est variable (écoulements superficiels);

Considérant que dès le début de la procédure, l'exploitant a mis progressivement en œuvre les recommandations formulées par le Gouvernement wallon dans ses arrêtés et par l'auteur de l'étude d'incidences;

Considérant que ces initiatives de l'exploitant ont aussi été remarquées par la CRAT et le CWEDD dans leurs avis respectifs;

Considérant que certaines de ces mesures de gestion et d'accompagnement mises en œuvre par l'exploitant tendent à diminuer de manière significative l'impact de l'activité extractive sur les ruisseaux du Fond du Royen et de la Carrière; qu'il s'agit notamment de l'installation d'un système de rabattage des poussières sur les installations et d'une station de lavage des roues de camions en sortie de carrière, de l'installation d'un filtre-presse, de la mise en place de merlons (en bordure de la piste qui longe la frange ouest de la carrière et en bordure du ruisseau du Fond du Royen), l'optimisation des bassins de décantation et l'installation de clôtures;

Considérant que la création d'une bande tampon de 20 mètres le long des ruisseaux telle que la demande la DGO3 n'est pas réalisable au vu des caractéristiques du site et des contraintes d'exploitation; qu'en effet, celle-ci impliquerait de déplacer les dépendances vers le nord (déblayage du nouvel emplacement avec hausse conséquente du volume de stériles à stocker) et de repenser les accès de la carrière, ce qui est impossible compte-tenu de la configuration du site en flanc de coteaux et compromettrait dès lors la poursuite de l'activité extractive sur le site de Cielle; qu'en outre, les raisons du choix de cette distance ne sont pas suffisamment étayées par la DGO3 et, partant, ne justifie pas de s'écarter de la recommandation de l'auteur de l'étude d'incidences du plan;

Considérant qu'au vu des éléments précités, le Gouvernement wallon n'estime dès lors pas nécessaire à ce stade d'augmenter la largeur des zones tampon le long des ruisseaux telle que demandée par la DGO3; que le libellé de la mesure prévoyant une largeur minimum, elle n'est donc pas contradictoire avec la proposition formulée par la DGO3;

Considérant que l'article 29, § 2, de la loi sur la conservation de la nature stipule que tout plan ou projet soumis à permis, même s'il est non directement lié ou nécessaire à la gestion du site, fasse l'objet d'une évaluation appropriée des incidences environnementales s'il est susceptible d'affecter un site Natura 2000 de manière significative;

Considérant que l'auteur de l'étude a étudié les incidences probables de la mise en œuvre du projet sur le site Natura 2000 BE34023 situé à l'est de la carrière de Cielle; qu'il conclut que les impacts sur ce site (éboulis, etc.) pourront être évités grâce à la création d'une zone-tampon de 20 mètres; qu'il relativise toutefois ces impacts en raison de la faible superficie exposée aux activités de la carrière (0.5 %) par rapport à la superficie totale du site Natura 2000 et à la bonne représentation des habitats concernés dans le solde de ce site; qu'il mentionne en outre le caractère positif que représentera la carrière en raison des importantes potentialités écologiques qu'elle permet à moyen et long termes;

Considérant que comme l'indique l'arrêté du 12 février 2015, il appartiendra aux autorités compétentes d'imposer la réalisation d'une évaluation appropriée des incidences sur le site Natura 2000 contigu dans le cadre de la demande du permis unique, de manière à vérifier qu'il n'aura effectivement pas d'impact négatif sur le site et de préconiser les éventuels aménagements à réaliser; que cette position, partagée par le CWEDD et la DGO3 dans leurs avis respectifs, est confirmée dans le présent arrêté;

Considérant que, pour le surplus, la configuration exacte (étendue, aménagement, etc.) de l'ensemble des zones-tampons dont question ci-avant devra être examinée par l'évaluation des incidences qui précèdera la demande de permis unique visant l'exploitation du site afin que celles-ci confortent encore davantage si nécessaire la protection du site Natura 2000 et des ruisseaux du Fond du Royen et de la Carrière;

Considérant que pour ce qui relève des impacts paysagers depuis le village de Cielle, et plus spécifiquement depuis la rue du Tram, l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Marche-La Roche reprend les conclusions de l'auteur de l'étude d'incidences du plan qui indique que les vues actuelles devraient être progressivement atténuées grâce à la reprise des plantations sur le terril des stériles et que l'extension proprement dite ne devrait pas être visible depuis ces points compte-tenu de sa localisation dans le vallon du ruisseau de la Carrière;

Considérant que l'étude d'incidences indique au demeurant que « *si la carrière est visible dans le paysage, elle n'a pas été signalée [par l'ADESA] comme un élément dévalorisant* »;

Considérant qu'au vu des données à disposition (vues aériennes et étude d'incidences du plan et son complément), il apparaît que l'exploitant a en effet anticipé sans autorisation la révision du plan de secteur en étendant le front de taille vers le nord bien au-delà de la zone d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur, soit sur près de la moitié de la future extension visée par la présente révision du plan de secteur;

Considérant que la révision du plan de secteur ne peut avoir pour objectif de régulariser les exploitations qui se déroulent en infraction; qu'à cet égard, il convient de souligner que, nonobstant les infractions, l'auteur de l'étude a considéré que les réserves présentes dans le solde de l'extension permettraient encore une exploitation durant près de 23 années à partir de 2015 (sur base d'une production annuelle maximale de 450.000 t/an); que le Gouvernement wallon n'entend pas que le poids du fait accompli infléchisse sa décision;

Considérant que la révision du plan de secteur et la sanction des infractions sont deux procédures différentes et autonomes; qu'il n'appartient pas au Gouvernement, dans le cadre de la présente révision du plan de secteur, de se prononcer sur les infractions mentionnées; que le Gouvernement constate toutefois la nécessité de réviser le plan de secteur pour les motifs déjà énoncés dans le présent arrêté et ceux établis précédemment, et ce, au-delà du fait qu'une exploitation se déroule sans permis;

Considérant que, comme l'a déjà précisé l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Marche-La Roche, les autres variantes de mise en œuvre et les mesures proposées par l'auteur de l'étude d'incidences du plan qui n'ont pas encore été réalisées ne relèvent pas du plan de secteur au sens de l'article 23 du CWATUP et devront être prises en considération et, le cas échéant, précisées et complétées, lors de l'instruction des procédures administratives relatives aux permis menées à la suite de la présente révision du plan de secteur; qu'il en est particulièrement ainsi du phasage de l'exploitation, de l'élaboration d'une note technique sur la gestion des eaux (et l'éventuelle déviation des ruisseaux non classés), des points relatifs au charroi, de l'étude sur les macro-invertébrés et du réaménagement proposés par le bureau d'études Pissart;

Considérant enfin que la CRAT estime que l'auteur de l'étude « *analyse de manière approfondie l'ensemble des domaines touchant à l'aménagement du territoire et à l'environnement* »;

Considérant que, s'il est vrai que l'implantation d'une activité industrielle peut effectivement être source de nuisances, l'exploitant de la carrière de Cielle devra respecter les contraintes environnementales imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances, de même que par le permis qui pourrait être délivré en vue de couvrir l'implantation et l'exploitation de la carrière; que l'exploitant carrier devra également tout mettre en œuvre pour qu'aucune nuisance supplémentaire ne soit engendrée par son activité;

3. Compensations planologiques

Considérant qu'un réclamant regrette que la perte de biodiversité liée à l'extension de la carrière ne soit pas réellement compensée dans les faits; que, bien qu'il note le respect du principe de compensation planologique hectare pour hectare, il estime que la modification d'affectation au plan de secteur n'apporte aucune plus-value en termes de biodiversité et qu'en l'absence de la réalisation de mesures particulières relatives à la gestion des eaux et à la présence d'habitats et espèces d'intérêt communautaire, l'impact de l'extension de la carrière risque d'être plus important qu'actuellement;

Considérant que tant le CWEDD que la CRAT valident les trois compensations planologiques retenues;

Considérant que la CRAT estime en outre que l'impact des modifications d'affectation est négligeable : le déclassement des zones de loisirs de Rendeux et Beffe « *ne représente pas une perte significative pour la commune [de Rendeux]* » et l'impact de la diminution de la superficie de la zone d'activité économique mixte de Warisy « *peut être considéré comme faible dans la mesure où la conversion se fait au bénéfice d'une autre activité économique* »;

Réponses :

Considérant que le choix des zones de loisirs de Rendeux-Beffe et d'Inzès-Riz ainsi que de la partie sud de la zone d'activité économique mixte de Warisy a été opéré en accord avec la Commune de Rendeux, et ce dès le dépôt de la demande de révision partielle du plan de secteur en 2008; que ce choix est d'ailleurs avalisé par le conseil communal de Rendeux dans son avis du 8 septembre 2008 émis dans le cadre de l'information du public visée à l'article 42bis du CWATUP, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement; que l'arrêté du 19 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur et adoptant l'avant-projet de révision a ensuite retenu ces compensations planologiques;

Considérant que l'objet de la compensation planologique n'est pas nécessairement d'apporter une plus-value en termes de biodiversité même si elle peut avoir cet effet; qu'en l'espèce, il appartenait donc au bureau chargé de l'étude d'incidences de valider la localisation des compensations planologiques retenues par le Gouvernement wallon dans son arrêté du 19 décembre 2008 au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de suggérer, au besoin, des localisations alternatives; qu'il lui appartenait également d'identifier les incidences négatives et positives y compris en termes de biodiversité et, en cas d'incidences négatives, de préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences de plan a estimé que les affectations des zones dont il est question sont conformes à l'occupation du sol et pertinentes au regard de la qualité biologique (présence de quelques groupements forestiers alluviaux et de fragments de lande sèche à bruyère) et des intérêts écopaysagers que représentent les sites concernés; qu'il reconnaît toutefois que si l'occupation et l'utilisation des sols au sein des compensations sont maintenus dans leur état actuel, celles-ci « *ne joueront pas un rôle particulier dans la compensation écologique proprement dite* »; qu'il plaide dès lors pour l'adoption d'un plan cohérent de réhabilitation écologique pour l'ensemble de la zone d'extraction de Cielle (existante et future) et l'intégration des préoccupations de la conservation de la biodiversité dans les pratiques agricoles et sylvicoles dans les terrains utilisés au titre de compensations planologiques telles que des mesures agro-environnementales, la conversion des résineux vers des espèces feuillues adaptées à la station, etc.;

Considérant que les conditions visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du CWATUP sont respectées; qu'en effet, les quelque 21.6 ha de zones d'extraction inscrits par la présente révision du plan de secteur sont bien compensés planologiquement par l'inscription de près de 22.2 ha de zones non destinées à l'urbanisation;

Considérant qu'au regard des éléments précités, rien de s'oppose dès lors au maintien des compensations planologiques telles qu'elles ont été retenues dans les arrêtés du 19 décembre 2008 adoptant l'avant-projet et du 12 février 2015 adoptant le projet de révision du plan de secteur de MARCHE-LA ROCHE;

Considérant que, pour le surplus, les réponses seront apportées dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise (en ce y compris l'évaluation appropriée des incidences visée à l'article 29, § 2, de la loi sur la conservation de la nature) et du permis qui pourrait être délivré;

4. Aspects procéduraux

Considérant que des réclamants ont fait part de leur souhait de visiter le site durant l'enquête publique; que d'autres relèvent que les présentations lors de la réunion d'information ne contenaient pas d'illustrations du site (vues aériennes, photographies);

Considérant qu'un réclamant estime que les mesures d'information et de publicité prévues par le CWATUP ne sont pas suffisantes; qu'il regrette que les propriétaires des terrains concernés par la révision du plan de secteur ne sont pas informés personnellement puisque cela a des implications sur la valeur des biens; qu'il considère enfin que la publication de l'avis d'enquête publique dans les journaux ne permet pas d'avertir les personnes résidant à l'étranger;

Réponses :

Considérant qu'au cours de la procédure, une réunion d'information a bien été organisée conformément au prescrit de l'article 4, alinéa 1^{er}, 8^o, du CWATUP, lequel n'impose pas de modalités précises; que pour le surplus, les citoyens ont également eu la possibilité de consulter les dossiers auprès des maisons communales organisant l'enquête publique en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 4^o et d'obtenir des explications techniques conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, 5^o, du CWATUP;

Considérant que la présente enquête publique a été annoncée tant par voies d'affiche (aux lieux habituels d'affichage et sur le site) que dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française le 6 mai 2016 (La Dernière Heure) et le 7 mai 2016 (L'Avenir du Luxembourg, La Meuse Luxembourg) ainsi que dans « Les annonces de l'Ourthe » - éd. du 4 mai 2016 - distribué gratuitement; que les articles 4, alinéa 1^{er}, 7^o, et 43, § 2, du CWATUP s'en trouvent dès lors respectés;

Considérant de surcroît que, comme le permet l'article 4, alinéa 2, du CWATUP, l'enquête publique a également été annoncée sur le site internet de la Commune de Rendeux et sur celui de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie (DGO4) afin d'assurer une publicité aussi large que possible en ce compris auprès de personnes résidant à l'étranger;

Considérant que le CWATUP ne prévoit pas l'information individuelle de chaque propriétaire des terrains concernés par une révision du plan de secteur, l'ensemble des modalités visées ci-dessus étaient suffisantes à assurer une participation effective de la population au processus décisionnel en matière de révision de plan de secteur;

Conclusion :

Considérant que le Gouvernement wallon confirme les zones visées par l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche et retient définitivement, l'inscription de près de 21.6 hectares de zones d'extraction sur des terrains actuellement inscrits en zone forestière :

- d'une part sur le gisement qui s'étend dans le prolongement nord de la zone d'extraction actuelle (près de 17.7 ha);
- d'autre part, à l'ouest, au sud-ouest et au sud de la zone d'extraction actuelle (près de 3.9 ha) afin d'intégrer les dépendances de carrières dans la zone d'extraction et de repositionner les limites de la zone d'extraction sur des limites géographiques;

et, au titre de compensations planologiques, l'inscription :

- d'une zone agricole de quelque 4.4 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs à Beffe-Rendeux;
- d'une zone agricole de quelque 0.5 ha et d'une zone forestière de quelque 5.5 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs au sud d'Inzès-Ris (Rendeux);
- de zones agricoles (près de 5 ha) et d'une zone forestière (près de 6.8 ha) sur la partie sud de la zone d'activité économique mixte de Warisy à Rendeux;

Considérant que, conformément à l'article 46, § 1^{er}, du CWATUP, les quelque 21.6 hectares de zones destinées à l'urbanisation sont dès lors compensés planologiquement par l'inscription de près de 22.2 hectares de zones non destinées à l'urbanisation;

Considérant que, comme explicité dans l'arrêté du 12 février 2015 adoptant provisoirement la présente révision du plan de secteur, la réaffectation en zones agricoles et forestière de la partie sud de la zone d'activité économique mixte de Warisy mettra fin à toute possibilité d'urbaniser ces terrains et d'y initier une procédure d'expropriation à usage économique tel que le permettait l'arrêté ministériel du 18 avril 1988 affectant à usage artisanal et reconnaissant l'utilité publique d'exproprier les terrains de la « zone artisanale de Rendeux (Warisy) »;

Considérant qu'au vu des réponses apportées ci-avant, le Gouvernement wallon maintient la mesure d'aménagement retenue à l'article 2 de son arrêté précité qui consiste à aménager des zones-tampons d'une largeur d'au moins 20 mètres, entre la future zone d'extraction et le périmètre Natura 2000 qui la jouxte à l'est, et d'au moins 6 mètres, de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière; qu'il semble toutefois opportun de ne pas y empêcher la réalisation d'actes et travaux qui auraient précisément pour effet d'isoler l'activité extractive de ces ruisseaux et du périmètre Natura 2000 BE34023;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification partielle des planches n^{os} 55/5 et 55/6 du plan de secteur de Marche-La Roche portant sur l'inscription, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La-Roche-en-Ardenne, de zones d'extraction en extension nord, ouest, sud-ouest et sud de la zone d'extraction de la Carrière de Cielle et, sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister), de zones agricoles et forestières au titre de compensations planologiques est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La mesure d'aménagement suivante est imposée :

Exceptés ceux visant l'isolement des sites, tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière sont interdits dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins :

- 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », situé à l'est;
- 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière.

Art. 3. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44 du CWATUP est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive à la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche portant sur l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche, et de zones agricoles et forestières en compensation sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux et Hodister)

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44 du Code de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (ci-après : le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) en vue de l'inscription de zones d'extraction sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche-en-Ardenne, et de compensations (zones agricoles et forestières) sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister). Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences du plan, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

S'agissant d'un document de synthèse, la présente déclaration environnementale renvoie pour les détails et pour le surplus au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant ladite révision du plan de secteur.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la procédure de révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

1. Objet de la révision du plan de secteur

La présente révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42*bis* et suivants du Code. Elle vise, en synthèse, à permettre la poursuite de l'exploitation existante du gisement de grès quartzitique riche en silice (75%) de la Carrière de Cielle (Rendeux-La Roche).

La demande pour ce produit devrait rester stable dans le futur alors que les réserves comprises dans la zone d'extraction actuelle sont en voie d'épuisement. L'activité de la carrière génère 21 emplois directs et 34.5 ETP d'emplois indirects. Le gisement est repris à l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par le Laboratoire des analyses litho-et zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty).

Cette révision du plan de secteur s'inscrit dans le droit fil de la note d'orientation adoptée par le Gouvernement wallon le 27 mars 2002 et relative à la méthodologie de validation des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction dans les plans de secteurs, décision aux termes de laquelle le Gouvernement a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'extension de zone d'extraction sur la base de la méthodologie suivante : vérification que la demande porte sur un site validé par l'étude précitée du Professeur Poty, qu'elle correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation actuelle ne peut plus se poursuivre plus de 6 ans dans les limites autorisées, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles ;
- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie.

La révision porte dès lors sur l'inscription au plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) de zones d'extraction :

- d'une part sur le gisement qui s'étend dans le prolongement nord de la zone d'extraction actuelle (près de 17.7 ha) ;
- d'autre part, à l'ouest, au sud-ouest et au sud de la zone d'extraction actuelle (près de 3.9 ha) afin d'intégrer les dépendances de carrières dans la zone d'extraction et de repositionner les limites de la zone d'extraction sur des limites géographiques ;

et, au titre de compensations planologiques, l'inscription :

- d'une zone agricole de quelque 4.4 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs à Beffe-Rendeux ;
- d'une zone agricole de quelque 0.5 ha et d'une zone forestière de quelque 5.5 ha sur des terrains actuellement inscrits en zone de loisirs au sud d'Inzès-Ris (Rendeux) ;
- de zones agricoles (près de 5 ha) et d'une zone forestière (près de 6.8 ha) sur la partie sud de la zone d'activité économique mixte de Warisy à Rendeux.

Une mesure d'aménagement au sens de l'article 23, alinéa 2, 3°, du Code est également prévue afin d'interdire, à l'exception de ceux visant l'isolement des sites, tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins :

- 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », situé à l'est ;
- 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière.

2. Chronologie de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur de Marche-La Roche a fait l'objet de la procédure prévue aux articles 42*bis* à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et s'est déroulée selon la chronologie suivante :

En juillet 2008, la société Carrières de Grès Réunies (C.G.R.) a introduit une demande de révision du plan de secteur de Marche-La Roche en application de l'article 42*bis* du Code en vue de permettre l'extension des activités de la carrière de Cielle (Rendeux et La Roche).

Le 19 décembre 2008, le Gouvernement wallon a décidé la mise en révision du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) et adopté l'avant-projet de révision partielle en vue de l'inscription de zones d'extraction pour près de 21.6 hectares en extension de la carrière de Cielle sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche et, au titre de compensations planologiques, l'inscription en zones agricole et forestières de terrains situés en zones de loisirs et d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister).

Par son arrêté du 30 avril 2009, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et a adopté le contenu de l'étude d'incidences de plan.

L'étude d'incidences de plan prescrite en application des articles 42, alinéa 2, et 42*bis*, alinéa 8, du Code a été confiée au bureau d'étude s.a. Pissart sprl, Architecture et Environnement par la société s.a. Carrières de Grès Réunies, en application de l'article 42*bis* du Code.

En avril 2014, des mesures acoustiques complémentaires ont été réalisées par le Centre d'Etude et de Développement en Ingénierie Acoustique (CEDIA).

Le 12 février 2015, sur base de l'étude d'incidences et du rapport du CEDIA précité, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) portant sur l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et de La Roche, et de zones agricoles et forestières au titre de compensations planologiques sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux et Hodister).

Un complément à l'étude d'incidences de plan a été réalisé en avril 2016 par le Bureau d'études Pissart, Architecture et Environnement, dûment agréé conformément à l'article 42 du Code, suite à la découverte d'une faille par l'exploitant en février 2015.

S'ensuit la procédure de consultation prévue aux articles 42 et suivants du Code.

Une enquête publique sur le projet de révision partielle du plan de secteur a donc été organisée du 10 mai 2016 au 23 juin 2016 sur le territoire des communes de Rendeux et La Roche-en-Ardenne.

La réunion d'information prévue durant l'enquête par l'article 4, alinéa 1^{er}, 8°, du Code s'est tenue le 18 mai 2016 à Rendeux.

Quant aux réunions de concertation prévues à l'issue de l'enquête publique, en application de l'article 43 du Code, elles ont été organisées le 28 juin 2016 à La Roche-en-Ardenne et Rendeux.

Le 19 juillet 2016, le conseil communal de Rendeux a émis un avis favorable sur le projet de révision partielle du plan de secteur.

Le conseil communal de La Roche-en-Ardenne n'ayant pu se réunir durant les délais impartis, son avis est réputé favorable par défaut.

Enfin, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) a remis un avis en date du 24 octobre 2016 et la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT), dont l'avis est publié ci-après, en date du 27 octobre 2016. Ces avis favorables sont assortis de remarques et d'observations développées dans l'arrêté.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) a émis, en date du 14 juin 2016, un avis favorable sur les compléments d'étude réalisés et un avis favorable assorti de conditions, en date du 9 novembre 2016.

Après avoir examiné les réclamations et avis exprimés, le Gouvernement wallon a adopté définitivement la révision partielle du plan de secteur en date du 4 mai 2017.

3. Considérations environnementales

Préalablement à l'analyse des considérations environnementales, il convient de souligner qu'il s'agit d'une révision du plan de secteur et non d'une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan. En conséquence, les observations formulées dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis émis au cours de la procédure de révision du plan de même que certaines recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que le cas échéant, dans les permis qui pourraient être délivrés.

I. Sur l'opportunité de la révision du plan de secteur à réaliser

La production de grès, quartzites et quartzo-phyllades constitue moins de 10% de la production totale de roches en Wallonie (8% d'après l'étude Poty ou 6% d'après l'étude INCITEC).

Avec une production annuelle moyenne de maximum 450.000 t/an, la carrière de Cielle figure parmi les deux premiers producteurs de grès belge.

En province de Luxembourg, peu de zones d'extraction de grès subsistent encore aujourd'hui et celles toujours en activité ne disposent pas de réserves à long terme, entraînant un risque de pénurie de concassés gréseux dans l'est de la province.

Les produits issus de l'exploitation d'un gisement de grès quartzitique (Formation de Saint-Hubert) dans la carrière de Cielle sont des concassés de qualité dont le taux élevé en silice (75%) les rend particulièrement bien adaptés au marché des revêtements routiers hydrocarbonés (couches de finition) et des bétons haute-performance (bonne résistance à l'usure et excellente abrasivité) et leur permet de surpasser les produits de substitution existants tels que le porphyre.

Les réserves disponibles dans la zone d'extraction de la carrière de Cielle actuellement inscrite au plan de secteur sont très faibles et ne permettent plus l'exploitation au-delà de quelques années.

En conclusion, le principe de l'extension de la carrière de Cielle se justifie car elle répond à des besoins socio-économiques avérés.

II. Localisation et délimitation

En termes de localisation et de délimitation, les zones retenues (zones d'extraction et compensations planologiques) sont celles de l'avant-projet validées par l'auteur de l'étude d'incidences du plan.

La délimitation des zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle tient compte de la présence d'un gisement de qualité de grès quartzitique et des limites géographiques suivantes :

- au nord : le chemin forestier dit « chemin de Cielle » ;
- à l'ouest : le ruisseau non-classé « ruisseau de la Carrière » ;
- à l'est : la limite du périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », matérialisée par la limite entre les couverts de conifères et de feuillus ;
- au sud : le chemin « du Fond du Royen », qui coïncide avec la limite du périmètre Natura 2000 BE34023 s'étendant également au sud de la carrière de Cielle.

III. Hydrogéologie et hydrologie

Aucune atteinte à la nappe phréatique profonde (cote +280 m) ni aux deux captages de la SWDE n'est attendue.

L'exploitation dans la partie nord de l'extension provoquera une modification du régime hydrogéologique : en recoupant progressivement les deux ruisseaux semi-permanents non-classés, affluents du ruisseau de la Carrière, le débit de ce dernier sera diminué et les apports d'eau claire dans le bassin du front de taille, déjà alimenté par les eaux de ruissellement et une partie des eaux de la nappe perchée (cote +460m) seront accentués, ce qui aura pour conséquence de modifier le débit et le volume du ruisseau du Fond du Royen.

Les impacts actuels (pompage et sédimentation dans le ruisseau du Fond du Royen) et futurs de la poursuite de l'activité extractive pourront être maîtrisés, voire limités, moyennant la mise en place de diverses mesures et aménagements recommandés par l'auteur de l'étude (établissement d'une note technique concernant la gestion des eaux, création de zones tampon et de merlons, limitation du pompage, installation d'une galerie drainante, évitement du débordement des bassins de décantation) dont certains ont déjà été réalisés par l'exploitant.

Dans le cadre d'une procédure de plan de secteur, il n'appartient pas au Gouvernement de suivre les recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences lorsqu'elles relèvent, comme en l'espèce, de la procédure de délivrance des autorisations individuelles qui devront être sollicitées en vue de l'exploitation effective de la carrière. À échelle du plan, il y a toutefois lieu d'intégrer les recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences en ce qui concerne l'établissement d'une zone tampon d'au moins 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière.

IV. Faune, flore et biodiversité

Les impacts sur le site Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » ainsi que sur la cigogne noire et les autres espèces d'avifaune d'intérêt communautaire devraient être limités en raison de la faible superficie concernée par rapport à la superficie totale et de la forte représentation des habitats concernés dans le reste du site.

Des impacts plus importants sont toutefois à craindre concernant les espèces protégées présentes dans le ruisseau du Fond du Royen (en raison de la modification du débit et de la persistance de sédimentations) et les groupements forestiers semi-naturels bordant les deux ruisseaux (dont des aulnaies riveraines, habitat d'intérêt communautaire prioritaire, associée à la chênaie-frênaie subatlantique neutrophile). La DGO3 s'inquiète également des conséquences que pourrait avoir l'exploitation sur les espèces présentes dans le ruisseau et sur le périmètre Natura 2000 BE34012 « Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton » situé à 5 km en aval.

Lors de l'instruction des futures demandes de permis, une attention particulière devra donc être portée aux impacts potentiels sur la faune et la flore, y compris aquatiques. De même, les demandes et recommandations formulées par l'étude d'incidences et les instances consultées visant à protéger au mieux les habitats et les espèces présents dans ou à proximité des zones (zones tampon et merlons, nouvelle étude sur les macro-invertébrés, plan de réaménagement, limitation du pompage, installation d'une galerie drainante, évitement du débordement des bassins de décantation) y seront étudiées, et au besoin adaptées ou complétées sur base d'une analyse détaillée des impacts.

Le Gouvernement a en outre retenu la recommandation du bureau d'étude relative à la définition de zones tampons de minimum :

- 20 mètres le long du périmètre Natura 2000 BE34023 situé à l'est (au lieu des 5 mètres mentionnés à l'avant-projet) ;

- 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière ;

La DGO3 estime que le déplacement des ruisseaux semi-permanents présents au nord de l'extension ainsi que la création de zones tampon le long des ruisseaux permettront déjà de répondre aux problèmes récurrents de qualité des eaux du ruisseau du Fond du Royen.

Comme rappelé par la DGO3 et le CWEDD, l'évaluation appropriée des incidences environnementales requise par l'article 29 de la loi sur la Conservation de la Nature lorsqu'un projet est susceptible d'affecter un site Natura 2000 de manière significative sera réalisée dans le cadre des demandes de permis ultérieures.

En outre, la carrière de Cielle constituera à moyen et long termes une opportunité pour la création de milieux favorables à différentes espèces.

V. Paysage

Les vues sur l'exploitation actuelle depuis la N89 et les villages environnants (Cielle - dont la rue du Tram -, Petit-Halleux, Beausaint et Ronchampay) ne seront pas aggravées par la mise en œuvre de l'extension. Celles-ci seront même progressivement atténuées par les plantations réalisées en bordure de site et sur le terril de stériles.

L'extension de la carrière ne sera quant à elle pas visible depuis le chemin du Fond du Royen et la N89, de même que depuis les villages environnants en raison de sa situation dans le vallon du ruisseau de la Carrière.

Aucun des points de vue remarquables retenus par l'ADESA ne sera affecté.

VI. Sous-sol

L'auteur de l'étude a confirmé qu'il n'était plus nécessaire de stocker les stériles générés par l'exploitation future sous la forme d'un terril, en raison de l'exiguïté de l'exploitation : l'avancement progressif des fronts vers le nord, libérera un espace à l'arrière des fronts pour leur stockage. En raison de la hauteur (entre 70 à 120 mètres au final) et de la pente de cette verse (45° en moyenne et orientée vers le fond de fosse), des mesures visant à assurer sa stabilité devront être définies dans le cadre du permis (drainage, modalités de dépôt des terres, végétalisation).

Le solde des stériles sera utilisé pour reconstituer les flancs de colline, consolider les pistes et réaménager les zones exploitées.

Comme le demandait le Gouvernement dans ses arrêtés du 19 décembre 2008 et du 30 avril 2009, une étude sur la stabilité du terril de stériles a été menée par l'équipe du Professeur A. Bolle de l'ULg. Celle-ci concluant à un niveau insuffisant de sécurité, l'auteur de l'étude d'incidences du plan a recommandé que le rabattement du terril soit phasé en l'écrêtant d'un tiers de sa hauteur, soit +/- 20 mètres afin d'en renforcer sa stabilité et en plantant ses pentes de feuillus en vue d'éviter une érosion par ravinement et en permettre l'intégration paysagère. Ces éléments ont par ailleurs déjà été réalisés par l'exploitant.

Le complément d'étude d'incidences a permis de préciser les caractéristiques du gisement exploité : les conséquences de la faille présente dans l'extension sont secondaires et le changement de qualité constaté dans la partie haute du gisement est principalement imputable aux variations latérales du faciès (formation continentale, chenaux fluviaux).

VII. Cadre bâti, patrimoine culturel et infrastructures

La Carrière de Cielle étant située à environ 1.5 km du village de Cielle et à environ 2.5 km de la ville de La Roche-en-Ardenne, seuls l'ancien Moulin du Royen, habitation située à la rue de la Résistance en zone forestière à quelque 500 mètres des installations de traitement les plus proches (et à 350 mètres de l'entrée de la carrière), et les habitations de la rue de la Forêt, située à près d'un kilomètre de la carrière sont susceptibles de ressentir des nuisances en provenance de la carrière (bruit et/ou charroi). L'auteur de l'étude d'incidences indique que l'exploitant a déjà effectué divers aménagements afin de réduire les incidences que son activité a sur l'ancien Moulin du Royen.

Aucun bien classé ou archéologique ne sont présents dans ou à proximité du périmètre de révision, de même qu'aucune infrastructure souterraine ou impétrans.

VIII. Charroi

L'étude d'incidences du plan considère que le volume de trafic de camions générés par l'exploitation ne sera pas modifié (80 camions par jours, soit 160 A/R) en raison du maintien de la production et des marchés et qu'il continuera à représenter une faible partie du charroi qu'accueillent les voiries empruntées (de 1 à 5.5 % selon les tronçons). Il ne devrait dès lors pas avoir d'incidence significative.

Le complément d'étude d'incidences précise toutefois que la répartition du charroi s'est modifiée depuis la réalisation de l'étude d'incidences du plan mais sans augmentation du volume global : davantage de camions rejoignent la E25 (+ 4.8 camions/j.) et Marche via la N833 (+3.2 camions/j.) en évitant le centre de La Roche-en-Ardenne (- 8 camions/j.).

À la sortie du site d'exploitation, le débouché du Chemin du Fond du Royen dans la rue du Paradis ne présente pas une visibilité optimale et peut poser des problèmes de sécurité, raison pour laquelle l'étude d'incidences recommande de mettre en place une signalisation à ce carrefour. La CRAT estime également qu'il est nécessaire de sécuriser le point de sortie de la carrière par des marquages au sol et des panneaux de signalisation adéquats.

Il s'agit en l'occurrence de mesures de police qui, le cas échéant, doivent être prises par l'autorité locale et en aucune manière ne relèvent d'un arrêté de révision du plan de secteur.

IX. Bruit et vibrations

Les observations empiriques menées par l'auteur de l'étude d'incidences démontrent que le niveau sonore de la carrière ne devrait pas augmenter lors de la mise en œuvre de l'extension en raison du maintien des installations de traitement à leur emplacement actuel (sans augmentation de leur capacité de traitement), de la progression des fronts vers le nord en s'éloignant des zones habitées et d'une exploitation en fond de vallon entourée de zones boisées denses.

Sur recommandation de la DGO3, des mesures complémentaires ont été menées afin d'objectiver les niveaux et incidences sonores dus à l'exploitation actuelle. En avril 2014, le CEDIA a effectué des mesures à proximité de la carrière de Cielle : au n°24 de la rue de la Forêt et au n°1A de la rue de la Résistance, soit l'ancien Moulin du Royen. Il a conclu que, si l'on exclut les bruits de fond ambiants (ruisseau, etc.) et ceux liés au charroi, le bruit généré par la carrière de Cielle respecte bien les normes de bruit imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances.

Une trentaine de tirs de mine sont réalisés chaque année, à raison de 1 à 3 fois par mois.

L'auteur de l'étude d'incidences indique que jusqu'à présent aucune plainte n'a été formulée à ce sujet, ce qui explique la non-réalisation de mesures vibratoires par l'exploitant. Il mentionne également que des nouvelles techniques de tir sont envisagées afin d'optimiser les tirs et réduire davantage les ondes vibratoires.

Aucune observation relative à ces points n'a été émise dans le cadre de l'enquête publique.

X. Air et climat

Le projet vise la poursuite d'une activité existante dont l'essentiel des émissions de poussières (installations et charroi interne) est intercepté par la lisière boisée empêchant d'atteindre l'habitation la plus proche, située à quelque 500 mètres des installations de traitement. En raison du maintien de la production actuelle et des installations à leur emplacement, seul l'allongement des pistes vers le nord risque d'augmenter légèrement les émissions de poussières sédimentables.

Afin de limiter ces émissions, l'auteur de l'étude recommande notamment d'installer un système de rabattage des poussières sur les installations ainsi qu'un système de nettoyage des roues des camions en sortie. Ces éléments relèvent des permis et non de la présente révision du plan de secteur et ont par ailleurs déjà été réalisés par l'exploitant.

Les autres conséquences liées à l'émission de poussière ont été abordées dans les thématiques relatives à l'hydrologie et à la biodiversité.

Les émissions de particules fines liées à l'exploitation ne peuvent générer d'impact significatif sur la qualité de l'air vu la faible fréquence des tirs de mines (1 à 3 fois par mois) et le faible volume de circulation des véhicules d'exploitation.

XI. Activités humaines

L'exploitation de la future zone d'extraction n'entraînera pas la disparition de sols de bonne aptitude agronomique (sols acides et pauvres).

La disparition des essences forestières présentes sur le site (épicéas et bouleaux) n'est pas jugée préoccupante au regard de l'importance qu'occupent ces essences en Wallonie et qu'elles sont considérées comme de valeur faible à moyenne.

Mis à part la nécessité de sécuriser les sentiers forestiers non-balisés présents dans les bois jouxtant la carrière et son extension, aucune incidence particulière n'est attendue sur la fonction touristique.

XII. Compensations planologiques

Le Gouvernement wallon a retenu les compensations planologiques validées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan. Leur affectation en zone non urbanisable confirme la situation de fait de ces terrains et permettra notamment de contribuer à la sauvegarde de la biodiversité et du paysage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2017 adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Marche-La Roche (planches 55/5 et 55/6) portant sur l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle, sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche, et de zones agricoles et forestières au titre de compensations planologiques sur le territoire de la commune de Rendeux (Rendeux, Beffe, Hodister).

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

**Avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire relatif relative à
l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Marche-La Roche en vue de
l'inscription de zones d'extraction en extension de la Carrière de Cielle à La Roche-en-
Ardenne et Rendeux**

Brève description du projet

Le projet vise l'inscription d'une zone d'extraction de 21,6 hectares près de la Carrière de Cielle, en lieu et place d'une zone forestière.

Les compensations consistent en la réaffectation :

- en zone agricole (4,4 ha) de la zone de loisirs située au sud de Beffe ;
- en zone agricole (0,5 ha) et en zone forestière (5,5 ha) de la zone de loisirs située au sud du hameau de « Inzès Ris » ;
- en zone agricole (5 ha) et en zone forestière (6,8 ha) de la partie non urbanisée de la zone d'activité économique mixte située au sud-ouest de Warisy.

Il est également prévu une mesure d'aménagement qui interdit tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins :

- 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » ;
- 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la carrière.

Plan de secteur concerné : Marche-La Roche

Auteur de l'étude d'incidences : Pissart

Un complément d'étude d'incidences de plan a été réalisé suite à la découverte d'une faille par l'exploitant en février 2015. Celle-ci pouvait présager d'une baisse de qualité du gisement exploité dans la future zone d'extraction en extension de la carrière de Cielle. Les résultats obtenus ont confirmé que les objectifs de la révision du plan de secteur sont toujours rencontrés et que les motivations de l'AGW du 12 février 2015 sont toujours présentes.

Contexte de l'avis

Date de réception du dossier : 8 septembre 2016

Référence légale : Article 43, § 4, du CWATUP

Portée de l'avis : Projet de révision du plan de secteur

AVIS

1. Sur l'inscription d'une zone d'extraction

La CRAT est favorable à l'objectif de la révision de ce plan de secteur qui vise à l'inscription d'une zone d'extraction à la carrière de Cielle.

Tout d'abord, la CRAT tient à souligner la longueur excessive de la procédure liée à ce projet de révision du plan de secteur Marche-La Roche.

Elle relève que le complément d'étude d'incidences de plan confirme la présence d'un potentiel de production économique du gisement de grès quartzitique. Ce projet permettra de poursuivre l'exploitation du gisement et d'assurer sa pérennité pour les prochaines décennies.

La CRAT constate également avec satisfaction la prise en considération et la mise en œuvre par le demandeur des recommandations formulées par l'auteur de l'étude.

Elle attire ensuite l'attention des autorités publiques sur la nécessité de sécuriser le point de sortie de la carrière par des marquages au sol et des panneaux de signalisation adéquats.

2. Sur les compensations planologiques

2.1. Sur l'inscription d'une zone agricole au sud de Beffe

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.

La CRAT considère que cette inscription est pertinente eu égard aux différentes contraintes exercées sur cette zone ou proches de celle-ci (périmètre d'intérêt paysager défini par ADESA, régime d'assainissement autonome, aléa d'inondation élevé, site Natura 2000).

Cette inscription permettra d'adapter le plan de secteur à la situation de fait.

2.2. Sur l'inscription d'une zone agricole et d'une zone forestière au sud du hameau de « Inzès Ris »

La CRAT est favorable à l'inscription de ces zones.

La CRAT estime que cette inscription est pertinente eu égard aux contraintes exercées sur le milieu (régime d'assainissement autonome, relief escarpé).

La nouvelle affectation entérinera la situation de fait.

Comme pour la zone de loisirs susmentionnée au point 2.1., le déclassement de la zone de loisirs ne représente pas une perte significative pour la commune.

2.3. Sur l'inscription d'une zone agricole et d'une zone forestière au sud-ouest de Warisy

La CRAT est favorable à l'inscription de ces zones.

La CRAT considère que cette inscription est pertinente eu égard aux différentes contraintes exercées sur cette zone (périmètre d'intérêt paysager défini par ADESA, régime d'assainissement autonome, relief escarpé, mauvaise accessibilité et nécessité de traverser le village de Warisy).

Cette inscription permettra d'adapter le plan de secteur à la situation de fait.

La CRAT estime que l'impact de la réduction de superficie de la zone d'activité économique mixte existante peut être considéré comme faible dans la mesure où la conversion se fait au bénéfice d'une autre activité économique.

3. Sur les mesures d'accompagnement

La CRAT est favorable aux deux mesures d'accompagnement.

4. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.
Elle souligne la clarté du document et relève qu'il analyse de manière approfondie l'ensemble des domaines touchant à l'aménagement du territoire et à l'environnement.

Pour la CRAT,

Pierre GOVAERTS,

Président



AVIS

Réf. : CWEDD/16/AV.1039

Date : 24/10/2016

Révision du plan de secteur de « MARCHE-LA ROCHE » en vue de l'inscription de zones d'extraction en extension de la carrière de Cielle et, en compensation, de zones agricoles et forestières sur les communes de LA ROCHE-EN-ARDENNE et RENDEUX

DONNEES DE BASE

Demande : Révision du plan de secteur de « MARCHE-LA ROCHE »

Projet : - Localisation : Communes de La Roche-en-Ardenne et Rendoux
- Situation au plan de secteur : zones forestières, de loisirs et d'activité économique mixte
- Compensations : zones d'extraction, agricoles et forestières

Demandeur : Gouvernement wallon

Demande adressée par : Carrière de Grès Réunies (C.G.R.) S.A., La Roche-en-Ardenne

Auteur de l'étude : S.A. PISSART, Architecture et Environnement, Trooz

Autorité compétente : Gouvernement wallon

Date de réception du dossier : 8/09/2016

Visite de terrain : 12/10/2016, en présence de l'auteur de l'étude accompagné d'un collaborateur extérieur (écologue) et du demandeur

Audition : 24/10/2016, en présence de l'auteur de l'étude et du demandeur

Le projet et son contexte : le projet vise à poursuivre l'activité d'extraction existante de la carrière de Cielle par l'inscription de 21,6 ha de zone d'extraction : 17,7 ha dans le prolongement nord de la zone actuelle (réserve de gisement et remblayage des stériles) et 3,9 ha à l'ouest, au sud-ouest et au sud (régularisation des dépendances situées en zone forestière au plan de secteur et rectification des limites). En guise de compensation, il est envisagé l'inscription en zone agricole de la zone de loisirs de Beffe-Rendeux (4,4 ha), l'inscription en zone agricole (0,5 ha) et en zone forestière (5,5 ha) de la zone de loisirs située au sud d'Inzès-Ris et l'inscription en zone agricole (5 ha) et en zone forestière (6,8 ha) de la partie non urbanisée de la ZAEM de Warisy.

Il est également prévu une mesure d'aménagement qui interdit tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » et de 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière.

AVIS SUR LA QUALITÉ DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES

Le CWEDD estime que l'étude contient les éléments nécessaires à la prise de décision. L'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision.

Au niveau du contenu

Le CWEDD apprécie globalement l'ensemble de l'étude dont notamment le chapitre relatif à l'hydrogéologie et l'hydrologie, ainsi que la qualité de son résumé non technique.

Au niveau de la forme

Le CWEDD apprécie la clarté générale de l'étude. Celle-ci est facile à lire et est agrémentée de photographies, figures, schémas et cartes. Il apprécie particulièrement la réalisation d'un tableau comparatif reprenant l'avant-projet et les variantes de mise en œuvre proposées avec un code couleur (favorable, neutre ou moins favorable que l'avant-projet).

AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

A. Le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Cielle.

Le CWEDD constate que le demandeur a déjà mis en œuvre de nombreuses recommandations de l'auteur de l'étude pour diminuer les impacts de son exploitation sur plusieurs domaines tels que l'hydrologie, l'hydrogéologie et la biodiversité. En effet, lors de la visite de terrain, le

CWEDD a remarqué notamment la réalisation de merlons, d'une station de lavage en circuit fermé, de bassins munis de pompes, d'une zone tampon de plus de 20 m le long de la zone Natura 2000 ainsi que les modifications apportées au terroir de stériles afin de répondre au problème de sécurité.

Le CWEDD appuie toutes les recommandations de l'auteur et insiste particulièrement sur les suivantes, qui devront être prises en compte dans le cadre de la demande de permis unique :

- élaborer une note technique détaillée de la gestion des eaux de ruissellement et d'exhaure ;
- réaliser un phasage pour la zone d'extension ;
- étudier un plan de réaménagement cohérent pour toute la zone d'extraction ;
- poursuivre le suivi des macro-invertébrés afin de vérifier si cette faune se rétablira après que le rejet de sédiments cessera durablement.

Le CWEDD demande en outre de prévoir une évaluation appropriée des incidences sur Natura 2000 dans le cadre de l'étude d'incidences sur l'environnement jointe à la demande de permis en cas d'impact significatif.

B. Le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription en zone agricole de la zone de loisirs de Beffe-Rendeux, sur l'inscription en zone agricole et en zone forestière de la zone de loisirs d'Inzès-Ris et sur l'inscription en zone agricole et en zone forestière de la partie non urbanisée de la ZAEM de Warisy, en guise de compensation.

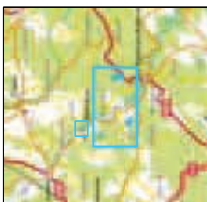
Le CWEDD constate d'ailleurs que celles-ci sont soumises à des contraintes importantes pour leur urbanisation, telles que notamment :

- la proximité immédiate d'une zone Natura 2000, la présence d'un périmètre d'intérêt paysager ADESA et d'un aléa d'inondation élevé pour la zone de Beffe-Rendeux ;
- le relief marqué et la présence de lotissements à proximité pour la zone d'Inzès-Ris ;
- le caractère isolé de la ZAEM, son relief escarpé et son intérêt paysager. Elle comprend en outre plusieurs habitats intéressants sur le plan biologique.

Le Conseil remarque enfin que l'inscription de ces zones entérine une situation de fait.

C. Le CWEDD remet un avis favorable sur la mesure d'aménagement interdisant tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière s'étendant sur une profondeur d'au-moins 20 mètres entre le périmètre de révision et le périmètre Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » et de 6 mètres de part et d'autre du ruisseau du Fond du Royen et en rive gauche du ruisseau de la Carrière.

Comme mentionné au point A, le CWEDD constate que l'exploitant a déjà réalisé plusieurs aménagements afin de respecter cette mesure.



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
 DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE (DGO 4)
 DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MARCHÉ - LA ROCHE

Inscription de zones d'extractions en extension de la carrière de Cielles sur le territoire des communes de Rendoux (Marcoury) et La Roche et, au titre de compensations planologiques, de zones agricoles et forestières sur le territoire de la commune de Rendoux (Beffe, Rendoux et Hodister)

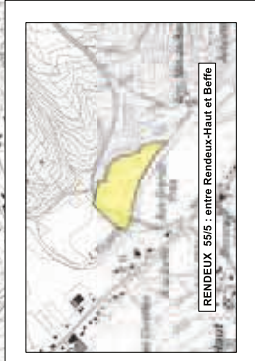
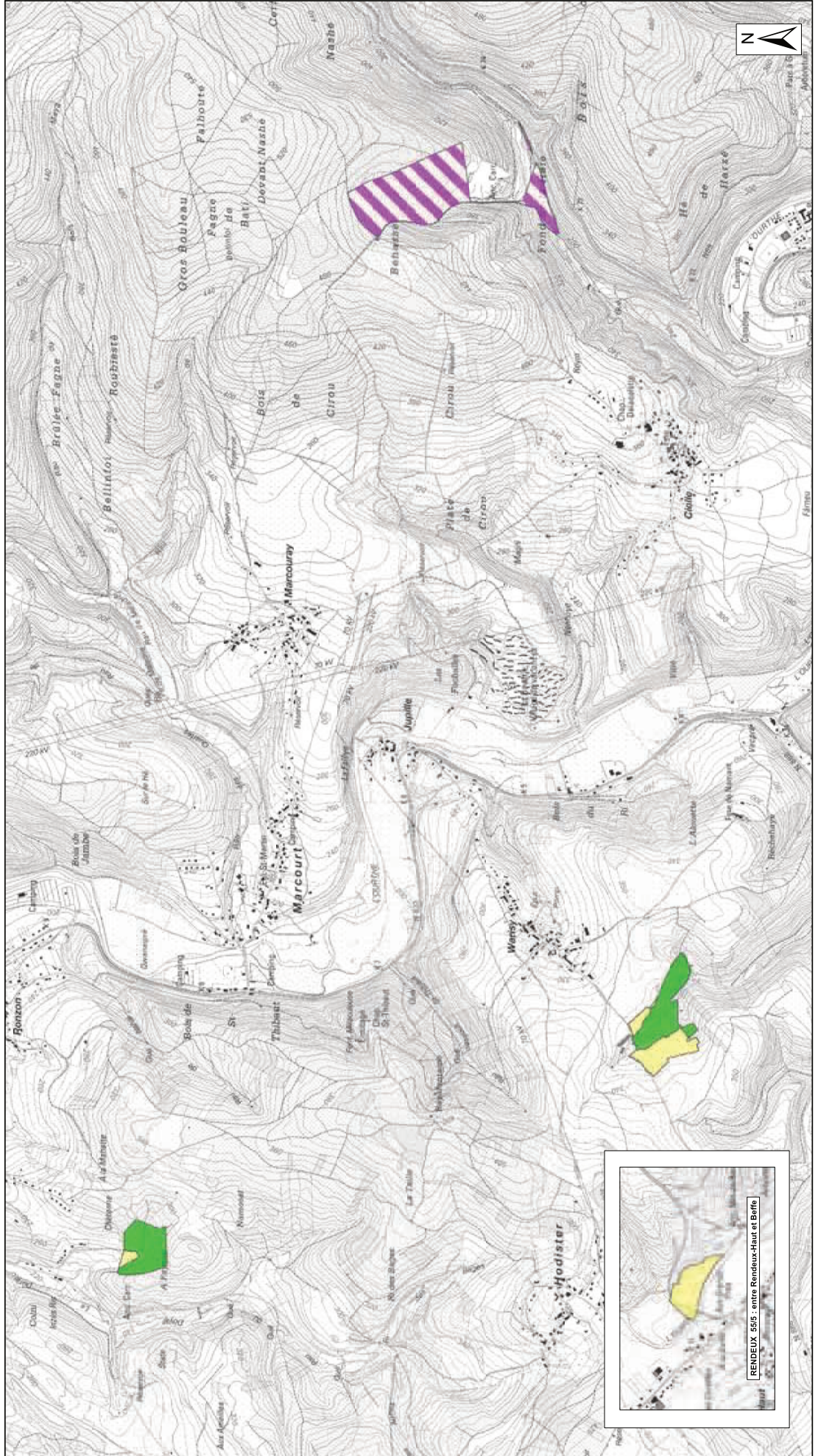
Vu pour être annexé à notre arrêté du
 La Région Président
 de la Région wallonne

PAUL MAGNETTE

La Région, en l'occurrence, le Gouvernement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-Être animal

CHLOÉ DI ANTONIO

RECOURAGE (G.N.)



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/13084]

4. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche zwecks der Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und von Agrar- und Forstgebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP), Artikel 1, 22, 23, 25, 29, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 42bis bis 44, und 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung angenommenen Entwicklungsplans des regionalen Raums ("Schéma de développement régional - SDER") und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die gewählte Option hinsichtlich des Schutzes und der Bewirtschaftung der Bodenschätze darin besteht, die zur Abbautätigkeit benötigten Räume für die kommenden dreißig Jahre zu verschaffen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

In Erwägung der wallonischen regionalpolitischen Erklärung, die dem wallonischen Parlament am 23. Juli 2014 vorgelegt wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 1987 zur Festlegung des Sektorenplans Marche - La Roche;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Marche-La-Roche (Karten 55/5 und 55/6) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Steinbruchs Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und zwecks der Umwandlung von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Befte, Rendeux und Hodister) als Freizeitgebiete und gemischte Gewerbegebiete eingetragen sind, in Agrargebiete und in Forstgebiete als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme, und zur Verabschiedung des Inhaltsentwurfs der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans;

In der Erwägung, dass in diesem Erlass insbesondere vorgesehen ist, bis zu 21.6 Hektar Abbaugebiete auf Grundstücken einzutragen, die gegenwärtig in einem Forstgebiet eingetragen sind:

- einerseits auf dem Vorkommen, das sich in die nördliche Verlängerung des gegenwärtigen Abbaugebiets erstreckt (bis zu 17.7 ha);
- andererseits westlich, südwestlich und südlich des gegenwärtigen Abbaugebiets (bis zu 3.9 ha), um die Nebenanlagen des Steinbruchs in das Abbaugebiet einzuschließen und die Grenzen des Abbaugebiets auf die geographischen Grenzen zu positionieren;

und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen, die Eintragung:

- eines Agrargebiets von etwa 4.4 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig in Befte-Rendeux als Freizeitgebiet eingetragen sind;
- eines Agrargebiets von etwa 0.5 ha und eines Forstgebiets von etwa 5.5 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig südlich von Inzès-Ris (Rendeux) als Freizeitgebiet eingetragen sind;

von Agrargebieten (bis zu 5 ha) und einem Forstgebiet (bis zu 6.8 ha) auf dem südlichen Teil des gemischten Gewerbegebiets von Warisy in Rendeux;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen betreffend den Vorentwurf zur Revision des vorgenannten Sektorenplans von Marche-La Roche;

In Erwägung der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans, die von dem gemäß Artikel 42 Absatz 7 des Gesetzbuches und dem Buch I des Umweltgesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Studienbüro "Pissart, Architecture et Environnement" durchgeführt worden ist;

In Erwägung des am 23. April 2014 von der Zelle Studie und Entwicklung im Bereich akustisches Engineering der Universität Lüttich ("CEDIA") erstellten Berichts über die Durchführung einer Kampagne von akustischen Messungen in der Umgebung des Steinbruchs Cielle (La Roche) im April 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche zwecks der Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und von Agrar- und Forstgebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister);

In der Erwägung, dass in diesem Erlass die Eintragung der in dem Erlass vom 19. Dezember 2008, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Marche-La-Roche (Karten 55/5, 55/6 und 23) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision, vorgesehenen Gebiete bestätigt wird; dass in diesem Erlass außerdem eine Raumordnungsmaßnahme im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 Ziffer 3 des CWATUP vorgesehen ist, durch die jegliche Handlungen und Arbeiten in Verbindung mit dem Betrieb des Steinbruchs im Abbaugebiet verboten werden, und zwar auf eine Tiefe von:

- 20 Meter zwischen dem von der Revision betroffenen Umkreis und dem östlich gelegenen Umkreis des Natura-2000-Gebiets BE34023 "Ourthetal zwischen Nisramont und La Roche";
- mindestens 6 Meter beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Baches "Ruisseau de la Carrière";

In Erwägung des im April 2016 vom Studienbüro "Pissart, Architecture et Environnement" durchgeführten Nachtrags zur Umweltverträglichkeitsprüfung und seiner Begleitnotiz vom 3. Mai 2016;

In der Erwägung, dass dieser Nachtrag durchgeführt worden ist, nachdem der Betreiber im Februar 2015 einen Fehler entdeckt hatte, durch den eine Verminderung der Qualität des in dem zukünftigen Abbaugebiet in Erweiterung des Steinbruchs Cielle bewirtschafteten Vorkommens vorauszusehen war; dass die erzielten Ergebnisse bestätigen, dass die Zielsetzungen der vorliegenden Revision des Sektorenplans immer noch erreicht sind und dass die Begründungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 immer noch relevant sind;

In der Erwägung, dass der Urheber des Nachtrags zur Umweltverträglichkeitsprüfung auf der Grundlage der neuen Angaben, über die er verfügt (geologische Studie von F. Boulvain, Betriebsplan von B. Michel und geophysikalische Prospektion durch elektrische Tomographie des Büros Calcis) der Ansicht ist, dass die Vorräte des Vorkommens des von der vorliegenden Revision des Sektorenplans betroffenen zukünftigen Abbaugebiets bis zu 31 Abbaujahre ermöglichen (das heißt etwas mehr als 12 Millionen verwertbare Tonnen) mit einer Jahresproduktion von höchstens 450.000 T/Jahr (im Gegensatz zu 36 Jahren, das heißt 16,2 verwertbare Tonnen, die im Erlass vom 12. Februar 2015 zur Verabschiedung des Entwurfs der Revision des Plans angegeben werden); dass diese Verminderung der Vorräte insbesondere durch eine zu große Dicke minderwertiger Materialien oberhalb der verwertbaren Materialschicht zu erklären ist;

In der Erwägung, dass in Ermangelung eines Vorkommens von Qualität im nordwestlichen Teil des zukünftigen Abbaugebiets und wegen des Risikos für die Stabilität der Schichten die Bewirtschaftung dieses nordwestlichen Teils nicht mehr als relevant erscheint;

In der Erwägung, dass der Verfasser jedoch der Auffassung ist, dass der im Entwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehene Umkreis relevant bleibt und demnach validiert werden kann, denn er ist der Ansicht:

- dass es vorzuziehen ist, eine physische Grenze beizubehalten, die leicht zu erkennen ist, und zwar den Bach "Ruisseau de la Carrière";
- dass die Aufrechterhaltung dieses westlichen Randes als Abbaugebiet die Rolle einer "Pufferzone" übernehmen und den Bach "Ruisseau de la Carrière" erhalten kann;

In der Erwägung, dass dieser Nachtrag und seine Begleitnotiz dem Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) gemäß der Vorschrift des Artikels 42bis des CWATUP zur Information übermittelt wurden;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung, die zwischen dem 10. Mai 2016 und dem 23. Juni 2016 auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux und La Roche-en-Ardenne gemäß den Artikeln 4, 43 und 46 des CWATUP stattgefunden hat;

Aufgrund der in Anwendung von Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 8 des CWATUP am 18. Mai 2016 im "Espace SCHERES", gelegen in 6987 Rendeux-Haut, Route de Marche 11, auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux abgehaltenen Informationsversammlung;

In Erwägung der Unterlagen der Akte, die während der öffentlichen Untersuchung einer Umfrage unterbreitet wurden, einschließlich des Nachtrags zur Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans und seiner Begleitnotiz;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer sich per personalisiertes Schreiben geäußert haben, worunter eines an jede der Gemeinden übermittelt wurde, die die öffentliche Untersuchung organisiert haben;

Aufgrund der Beschwerden und Bemerkungen, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung in jeder der Gemeinden eingereicht worden sind und folgendermaßen aufgenommen wurden:

Rendeux

	Name	Anschrift
1.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée Nr. 37 in 6900 Marche-en-Famenne
2.	Wathieu Roland	Rue de Chetenne Nr. 9 in 6987 Rendeux
3.	NATAGORA <i>via Piraux Joelle, "Département Politique générale"</i>	Rue Nanon Nr. 98 in 5000 Namur

La Roche-en-Ardenne

	Name	Anschrift
4.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée Nr. 37 in 6900 Marche-en-Famenne
5.	Nyssens Marianne	Rue du Paradis Nr.10 in 6980 Cielle

Aufgrund der Protokolle der Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am 23. September 2016 in Rendeux und La-Roche-en-Ardenne stattgefunden haben;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die in Anwendung von Artikel 43 des CWATUP am 28. Juni 2016 in den Sälen des Gemeinderats von La-Roche-en-Ardenne und Rendeux abgehalten wurden;

Aufgrund der Protokolle dieser Konzertierungsversammlungen;

Aufgrund der am 6. Juni 2016 abgegebenen günstigen Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität von Rendeux, der sich insbesondere auf die Ausgleichsmaßnahmen und auf die in Artikel 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der vorliegenden Revision des Sektorenplans zwecks der Entfernung der Abbautätigkeit von dem Natura 2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" vorgesehene teilweise Benutzung der Pufferzone von mindestens 20 Metern bezieht;

Aufgrund der Stellungnahme des Gemeinderats von Rendeux vom 19. Juli 2016, der beschließt, eine günstige Stellungnahme über den Vorentwurf zur Teilrevision des Sektorenplans abzugeben, und sich die günstige Stellungnahme vom 6. Juni 2016 des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität zu eigen macht;

Aufgrund der mangels Vorlage als günstig geltenden Stellungnahme des Gemeinderats von La-Roche-en-Ardenne über den Vorentwurf zur Teilrevision des Sektorenplans;

Aufgrund der bei dem Regionalausschuss für Raumordnung ("Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (CRAT)), dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD)) und der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (DGO3) beantragten Stellungnahmen;

Aufgrund der am 24. Oktober 2016 abgegebenen günstigen Stellungnahme des CWEDD;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans die Elemente enthält, die für die Beschlussfassung der Wallonischen Regierung notwendig sind; dass er die im Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche vorgeschlagenen Abbaugebiete, raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen und Raumordnungsmaßnahme validiert;

Aufgrund der am 27. Oktober 2016 abgegebenen günstigen Stellungnahme des CRAT;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung von "guter Qualität" ist; dass er die im Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche in Betracht gezogenen Abbaugebiete, raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen und Raumordnungsmaßnahme validiert;

Aufgrund der am 14. Juni 2016 abgegebenen Stellungnahme der DGO3, die die durchgeführten Nachträge zur Umweltverträglichkeitsprüfung als günstig betrachtet;

Aufgrund der am 9. November 2016 abgegebenen und betreffend den am 12. Februar 2015 verabschiedeten Entwurf zur Revision des Sektorenplans bedingt günstigen Stellungnahme der DGO3;

In der Erwägung, dass die von der DGO3 gestellten Bedingungen in dieser Stellungnahme in den Bereich der Genehmigung fallen und insbesondere die Breite und die Bewirtschaftung der Pufferzonen, die eventuellen Arbeiten an den Bächen und die Durchführung einer angemessenen Bewertung der Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" betreffen; dass der Inhalt dieser Stellungnahme nachstehend im vorliegenden Erlass erläutert wird, als Antwort auf die Beanstandungen und Bemerkungen, die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußert wurden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" vom 14. April 2016 (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. Juli 2016);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets BE34012 "Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton" vom 14. April 2016 (*Belgisches Staatsblatt* vom 1. Juli 2016);

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 18. April 1988, durch den die Grundstücke der "Zone artisanale de Rendeux (Warisy)" für eine handwerkliche Nutzung bestimmt werden und deren Enteignung als gemeinnützig anerkannt wird;

In der Erwägung, dass es betreffend die Beschwerden, die sich auf die Punkte beziehen, die in den Bereich der Globalgenehmigung bezüglich der Abbautätigkeit fallen, nicht angebracht ist, im Stadium der Revision des Sektorenplans den Ergebnissen der Umsetzung des Systems zur Bewertung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, das in Zusammenhang mit dem oder den einer Genehmigung unterliegenden präzisen Projekten durchgeführt wird, vorzugreifen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, nachdem sie die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden und die abgegebenen Stellungnahmen nach deren Abschluss untersucht hat, beabsichtigt, folgende Lösungen bereitzustellen:

1. Sozialwirtschaftliche Begründung

In der Erwägung, dass unter den gesamten Beschwerdeführern und Instanzen, die sich im Rahmen der öffentlichen Untersuchung geäußert haben, ein einziger Beschwerdeführer wünscht, dass die Erweiterung des Steinbruchs gebremst wird; dass er sich Gedanken darüber macht, ob wirklich sozialwirtschaftliche Bedürfnisse bestehen;

Antworten:

In der Erwägung, dass das Hauptziel der vorliegenden Revision des Sektorenplans die Möglichkeit ist, die Tätigkeiten des Steinbruchs Cielle in den nächsten ca. dreißig Jahren weiterzuführen, wie dies im "SDER" empfohlen wird, sodass die Gewinnung von siliziumreichem Quarzsandstein (75 %) gewährleistet wird und die direkten (21 Personen) und indirekten (34,5 Vollzeitäquivalente) Arbeitsplätze aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans und sein Nachtrag beide die Zielsetzungen der vorliegenden Revision des Sektorenplans validieren und bescheinigen, dass es für die wallonische wirtschaftliche Tätigkeit wichtig ist, die Gewinnung von Quarzsandstein in Cielle fortzuführen; dass diese Elemente vom "CRAT" bestätigt wird; Letzterer "hebt hervor, dass der Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans bestätigt, dass das Quarzsandsteinvorkommen ein wirtschaftliches Produktionspotenzial darstellt" und erläutert, dass "dieses [...] Projekt die Weiterführung des Betriebs des Vorkommens ermöglicht und seinen Fortbestand für die nächsten Jahrzehnte gewährleistet";

In der Erwägung, dass der Steinbruch Cielle einer der ersten belgischen Sandsteinproduzenten darstellt (Jahresproduktion von höchstens 450.000 T/Jahr); dass die vorliegende Revision des Sektorenplans in diesem Rahmen ermöglichen wird, die Versorgung der lokalen, regionalen, nationalen und internationalen Märkte an hochwertigem und hauptsächlich für die Herstellung von bituminösen Belägen (Deckbeschichtungen) und nebenbei von Hochleistungsbeton bestimmtem Schotter in einem Verhältnis von 90 % - 10 % zu gewährleisten; dass sie ebenfalls ermöglichen wird, die Aufrechterhaltung von bestehenden, größtenteils lokalen Arbeitsplätzen zu gewährleisten; dass dies durch die Aufrechterhaltung seit mehreren Jahren des Absatzvolumens angesichts der unzureichenden Produktion in den sich in Betrieb befindlichen Sandsteinbrüchen in der Provinz Luxemburg bestärkt wird;

In der Erwägung, dass sich der in Cielle (Formation von Saint-Hubert) gewonnene Quarzsandstein aus 75 % Kieselsäure zusammensetzt, wodurch er bestens für den Markt der Straßenbeläge und der Leistungsbetons geeignet ist (gute Verschleißbeständigkeit und ausgezeichnete Abrasivität) und er die bestehenden Ersatzprodukte auf diesem Markt übertreffen kann (insbesondere das widerstandsfähigere Porphy, dessen Polierwert weniger gut ist); dass der Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung gezeigt hat, dass diese Absatzmärkte die Mehrzahl der auf dem Gelände von Cielle verbuchten Produktion darstellen, das heißt 90 % der Produktion im Jahr 2015;

In der Erwägung, dass der Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung unter dem geologischen Aspekt hervorhebt, dass die Konsequenzen des angetroffenen Bruchs zweitrangig sind und dass die Beschaffenheitsänderung im oberen Teil des Vorkommens im Jahr 2015 hauptsächlich auf die lateralen Veränderungen der Fazies (kontinentale Formation, Flussrinnen) zurückzuführen ist; dass er trotz dieser Tatsache angibt, dass die Qualität der "edlen Produkte" weiterhin dank einer Mischung der verschiedenen, in der Erweiterung des Vorkommens angetroffenen Qualitäten stets sichergestellt sein müsste;

In der Erwägung, dass der Betreiber beabsichtigt, die Vermarktung der "Unterprodukte", die sich aus Granulaten zusammensetzen, die für die Produktion von bituminösen Einbaudecken oder Hochleistungsbeton ungeeignet sind und die vorher für Backfilling bestimmt waren, mehr zu entwickeln; dass diese in anderen Produktionsketten, wie Beschotterung, Aufschüttungsmaterial oder auch Unterbauten, verwertet werden; dass laut dem Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung diese Verwertung der Unterprodukte, die 10 % der Produktion im Jahr 2015 darstellte, jedoch nicht zum Nachteil der "edlen Materialien" stattfinden wird, sondern zusätzlich zu diesen, wobei gleichzeitig das für die Halde bestimmte Taubgesteinvolumen verringert wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans und ihr Nachtrag bestätigen, dass das vorliegende Projekt tatsächlich den von der Wallonischen Regierung in ihrer Notiz vom 27. März 2002 über die Eintragung neuer Abbaugelände festgelegten Kriterien nachkommt, die folgendermaßen lauten:

- Validierung des Vorkommens im Rahmen der durch die Universität Lüttich durchgeführten Bestandsaufnahme der Bodenschätze (2000);
- Eintragung des Antrags in einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität;
- der Betrieb darf nicht länger als 6 Jahre im gegenwärtigen Rhythmus innerhalb der Grenzen des eingetragenen Gebiets weitergeführt werden;

In Erwägung, dass angesichts des Vorerwähnten, das vorliegende Projekt wohl den Vorschriften des Artikels 1 § 1 des CWATUP genügt, insofern es ermöglicht, den sozialen und wirtschaftlichen Bedürfnissen der Kollektivität durch die schonende Nutzung des Bodens und dessen Ressourcen auf nachhaltige Weise nachzukommen;

2. Auswirkungen auf die Umwelt und Milderungsmaßnahmen

In der Erwägung, dass die Mehrheit der Beschwerdeführer und Instanzen der Ansicht sind, dass die festgestellten Auswirkungen auf die Umwelt das Projekt zur Erweiterung des Steinbruchs Cielle nicht in Frage stellen; dass sie jedoch darauf bestehen, dass Sondermaßnahmen ergriffen werden, damit die Belästigungen der Abbautätigkeit für die Umwelt und die Anwohner eingeschränkt werden; dass es, nachdem die im Laufe des Verfahrens betreffend die nachstehenden Themen beschrieben wurden, angebracht ist, die Antworten, die der vorliegende Erlass darauf zu geben beabsichtigt, zu unterstreichen;

In der Erwägung, dass die DGO3 befürchtet, dass die Durchführung des Projekts die Schwebstoffbelastung in der Ourthe, deren Zuflüsse der Bach "Fond du Royen" (ein südlich des Steinbruchs Cielle gelegener und der Zielsetzung für die Qualität der Lachsstock unterliegender Bach zweiter Kategorie) und der Bach "Ruisseau de la Carrière" (ein nicht unter Schutz gestellter, an der westlichen Grenze gelegener Bach) sind, erhöht; dass sie daraus die Schlussfolgerung zieht, dass sich demnach Auswirkungen auf die vorerwähnten Wasserläufe (Kolmatierung der Laichplätze und Zerstörung der benthischen Lebensräume) und auf das weniger als 5 km stromabwärts des Steinbruchs Cielle gelegene Natura 2000-Gebiet BE34012 "Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton" ergeben könnten;

In der Erwägung, dass sich ein Beschwerdeführer ebenfalls Sorgen macht über die Erhöhung der Schwebstoffbelastung in den Wasserläufen und die Veränderung ihres Durchflusses infolge der Änderung der Flussroute der beiden nicht unter Schutz gestellten, nördlich der Erweiterung des Steinbruchs Cielle gelegenen Bäche, die Zuflüsse des Baches "Ruisseau de la Carrière" sind; dass er demnach verlangt, dass schnellstmöglich Maßnahmen getroffen werden, um einen ausreichenden Zufluss und die Qualität des Wassers der Bäche zu sichern; dass er hauptsächlich die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans vorgeschlagenen Maßnahmen 10 und 16 unterstützt, die sich auf das Abpumpen im Bach "Fond du Royen", die Vermeidung des Überlaufens der Absetzbecken und die Durchführung einer Studie über die Makroinvertebrate sowie die Schaffung von Schutzwällen und Pufferzonen beziehen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass keine angemessene Bewertung der Auswirkungen auf das an den Steinbruch grenzende Natura 2000-Gebiet BE34023 vorliegt; dass auch wenn er feststellt, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung diesen Umkreis Natura 2000 in seiner Analyse berücksichtigt, er trotzdem der Ansicht ist, dass die Informationen bezüglich der Auswirkungen auf die Lebensräume und die am Standort vorhandenen Arten von gemeinschaftlichem Interesse unvollständig sind; dass er darauf besteht, dass eine solche Bewertung durchgeführt wird, um die Einhaltung des Gleichwertigkeitsprinzips zu gewährleisten und nötigenfalls Begleitmaßnahmen vorzuschlagen (Pufferstreifen von 20 Metern, usw.);

In der Erwägung, dass sowohl der CWEDD als auch die DGO3 darauf bestehen, dass im Rahmen der späteren Genehmigungen eine angemessene Bewertung der Auswirkungen auf die Umkreise Natura 2000 durchgeführt wird; dass die DGO3 darauf hinweist, dass einerseits *"diese Studie alle möglichen Milderungsmaßnahmen treffen muss und, um annehmbar zu sein, den Nachweis erbringen muss, dass keine bedeutenden Auswirkungen auf das stromabwärts gelegene Natura 2000-Gebiet vorhanden sind, und dies bei allen Betriebsphasen"*, und andererseits der Inhalt und das Format dieser Studie in Zusammenarbeit mit der Abteilung Natur und Forstwesen der DGO3 diskutiert werden müssen;

In der Erwägung, dass die DGO3 der Ansicht ist, dass die Schäden, die früher in dem östlich des Steinbruchs gelegenen Umkreis Natura 2000 entstehen konnten und die protokolliert wurden, in Zukunft verhindert werden sollten, indem eine Pufferzone von 20 Metern, wie sie in Artikel 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Marche-Laroche vorgesehen ist, eingerichtet wird;

In der Erwägung, dass die zu Rate gezogenen Instanzen das Prinzip befürworten, entlang den Bächen und dem Umkreis Natura 2000 BE34023 Pufferzonen einzurichten, wie dies die in Artikel 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Marche-Laroche erwähnte Raumordnungsmaßnahme vorsieht;

In der Erwägung, dass die DGO3 außerdem der Ansicht ist, dass durch die Verlagerung der im Norden der Erweiterung vorhandenen, nicht unter Schutz gestellten Bäche und durch die Einrichtung von Pufferstreifen entlang der Bäche "Ruisseau de la Carrière" und "Fond du Royen" die Probleme bezüglich der ständigen Verschmutzung des Baches "Fond du Royen" teilweise gelöst werden können; dass sie der Ansicht ist, dass *"die Arbeiten zwecks der Verlagerung des Baches ohne Auswirkungen flussabwärts erfolgen müssen (und dass) eine Diskussion zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen und dem Antragsteller stattfinden muss, um die angemessenen Sondermaßnahmen festzulegen, die in die zukünftigen Genehmigungen einzugliedern sind"*;

In der Erwägung, dass sie jedoch wünscht, dass unter Vorbehalt der Schlussfolgerungen einer angemessenen Bewertung der Auswirkungen vor der Durchführung des Projekts die Bewirtschaftungs- und Durchführungsmodalitäten der entlang des Umkreises Natura 2000 BE34023 östlich des Steinbruchs vorgesehenen Pufferzone von 20 Metern näher angegeben werden (Pflanzungen usw.); dass sie außerdem der Ansicht ist, dass eine Pufferzone von 6 Metern im Verhältnis zu den Bächen nicht ausreicht und auf eine Breite von 20 Metern erhöht werden sollte, *"um deren notwendige Erhaltung zu gewährleisten"*; dass sie verlangt, dass die Bewirtschaftungs- und Durchführungsmodalitäten dieser Pufferzonen näher angegeben werden, zum Beispiel das Verkehren von Material, Bauten und Lagerung von Material, sowie die nähere Angabe der Art und Modalitäten der Pflanzungen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer feststellt, dass die im Jahre 2015 vorgenommene Abholzung in Wirklichkeit großflächiger ist, als dies während der Informationsversammlung vorgestellt wurde, und demnach die Bedeutung einer Pufferzone unterstreicht;

In der Erwägung, dass die DGO3 auf der Grundlage der Angaben, über die sie verfügt, feststellt, dass "durch keinen Tatbestand auf das Vorhandensein oder den Verdacht einer Verschmutzung des Bodens auf dem Grundstück, das von der vorliegenden Revision des Sektorenplans betroffen ist, hingedeutet werden kann [...]";

In der Erwägung, dass in landschaftlicher Hinsicht ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der Steinbruch Cielle bereits jetzt schon starke Auswirkungen auf die Ausblicke von der "Route du Tram" in Cielle aus hat;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer hervorhebt, dass der Verkehr des Steinbruchs die Einwohner von Cielle belästigt (Staubablagerungen auf den Straßen, Nichteinhaltung der Verkehrsschilder, usw.);

In der Erwägung, dass der CRAT auf die Notwendigkeit aufmerksam macht, die Ausfahrtstelle des Steinbruchs durch Straßenmarkierungen und angemessene Verkehrsschilder zu sichern;

In der Erwägung, dass "der CWEDD alle Empfehlungen des Verfassers unterstützt und besonders Nachdruck auf die Folgenden legt, die im Rahmen des Antrags auf Globalgenehmigung berücksichtigt werden müssen:

Im Rahmen des Antrags auf Globalgenehmigung eine ausführliche technische Notiz [über die Wasserbewirtschaftung] aufstellen;

Eine Planung zur phasenweise Inbetriebnahme des Erweiterungsgebiets erstellen;

Einen kohärenten Wiederherstellungsplan für das gesamte Abbaugbiet in Erwägung ziehen;

Die Makroinvertebrate weiterhin beobachten, um zu überprüfen, ob dieser Tierbestand sich nach der nachhaltigen Einstellung der Sedimentablagerung wiederherstellen wird";

In der Erwägung, dass sowohl der CRAT, als auch der CWEDD feststellen, dass der Antragsteller bestimmte, vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans geäußerten Empfehlungen berücksichtigt und durchführt;

Antworten:

In der Erwägung, dass in dem Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans die oben angeführten Schwierigkeiten bereits hervorgehoben wurden;

In der Erwägung, dass in diesem Erlass tatsächlich darauf hingewiesen wird, dass sich die Auswirkungen des Projekts der Erweiterung des Steinbruchs Cielle hauptsächlich auf die Artenvielfalt bezieht, sowohl was die Gefahren der Sedimentablagerungen in den beiden Zuflüssen der Ourthe, als auch die Nähe von Lebensräumen von im Umkreis des an den Steinbruch angrenzenden Natura 2000-Gebiets BE34023 vorhandenen geschützten Arten betrifft; dass diese eventuellen Auswirkungen, die durch angemessene Maßnahmen, die durch die späteren Genehmigungen bestätigt werden müssen, bewältigt werden können, demnach kein Hindernis für die Revision des Sektorenplans darstellen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung zwecks der Einschränkung dieser Auswirkungen auf die Umwelt außerdem der Empfehlung des Verfassers, der die Festlegung von Pufferzonen entlang der Bäche und des Umkreises des oben erwähnten Natura 2000-Gebiets vorschlägt, stattgegeben hat, indem sie sich für eine Raumordnungsmaßnahme im Sinne des Artikels 3 des CWATUP entscheidet; dass Letztere in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 erwähnt wird und bestätigt werden muss;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, daran zu erinnern, dass die Auswirkungen auf die Umwelt infolge der Inbetriebnahme größtenteils denjenigen ähneln, die durch den gegenwärtigen Betrieb wegen der Beibehaltung der Nebenanlagen des Steinbruchs südlich des Gebiets entlang dem Bach "Fond du Royen" und der Weiterführung des Betriebs in Richtung Norden zwischen dem Bach "Ruisseau de la Carrière" westlich und dem Umkreis des Natura 2000-Gebiets BE34023 östlich verursacht werden;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass die übermäßige Sedimentation in den Bächen auf die Wasserabflüsse aus den Pisten und Flächen von Brecher- und Verladeanlagen zurückzuführen ist; dass er auf der Grundlage der Schlussfolgerungen der von Herrn Doktor Leclercq der ULg im Oktober 2009 durchgeführten Studie über die Bestandsentwicklung von benthischen Makroinvertebraten stromaufwärts und stromabwärts von Cielle der Ansicht ist, dass der Tierbestand der benthischen Invertebraten schnell wiederhergestellt werden kann, wenn Maßnahmen zur völligen Reduzierung der Sedimentablagerung getroffen werden, und er demnach die Durchführung einer neuen Studie im Rahmen der zukünftigen Genehmigungsanträge empfiehlt;

In der Erwägung, dass die im Erlass vom 12. Februar 2015 in Betracht gezogenen Breiten der Pufferzonen entlang der Bäche (6 Meter) und des Umkreises des Natura 2000-Gebiets BE34023 (20 Meter) vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung des gemäß Artikel 42 des CWATUP nach Analyse der bestehenden Lage und der Auswirkungen des jetzigen und des zukünftigen Betriebs auf die natürlichen Lebensräume (die Bäche und die an deren Ufer und im Natura 2000-Gebiet BE34023 vorhandenen halbnatürlichen Waldgruppen) ordnungsgemäß zugelassenen Plans festgelegt wurde; dass weder der CRAT noch der CWEDD diese Maßnahme in Frage gestellt haben;

In der Erwägung außerdem, dass der Verfasser in dem im April 2016 erstellten Nachtrag zu der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans darauf hinweist, dass der Betreiber den Betrieb des nordwestlichen Randes der Erweiterung wegen dem Vorhandensein eines Vorkommens von geringerer Qualität nicht mehr vorsieht; dass er der Ansicht ist, dass die Nichtnutzung dieses Teils ermöglicht, als "Pufferzone" zu dienen und demnach den Bach "Ruisseau de la Carrière" zu schützen; dass dort ebenfalls vorgesehen ist, die Zufahrtspiste zu den Fronten des westlichen Streifens des Betriebs auf den östlichen Streifen des Betriebs zu verlagern;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung zusätzlich zu der Einrichtung dieser Pufferzonen weitere Maßnahmen empfiehlt, um die Auswirkungen der Abbautätigkeit auf die Bäche einzuschränken; dass eine dieser Lösungen die von einem Beschwerdeführer und der DGO3 erwähnte Umleitung der nicht unter Schutz gestellten, nördlich des Betriebs gelegenen Wasserläufe, deren Durchflussmenge variabel ist (oberflächlicher Abfluss) sein könnte; dass das gleiche für die Erstellung einer technischen Notiz über die Bewirtschaftung des Regenwassers und die Trockenlegung im Rahmen des Genehmigungsantrags gilt, durch die die Festlegung und die Durchführung der Lösungen zwecks der Reduzierung der Durchflussstörungen und Sedimentablagerungen in den Wasserläufen ermöglicht werden;

In der Erwägung, dass der Betreiber seit Beginn des Verfahrens schrittweise die von der Wallonischen Regierung in ihren Erlassen und vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußerten Empfehlungen umgesetzt hat;

In der Erwägung, dass diese Initiativen des Betreibers vom CRAT und vom CWEDD in ihren jeweiligen Stellungnahmen bemerkt wurden;

In der Erwägung, dass manche dieser vom Betreiber durchgeführten Bewirtschaftungs- und Begleitmaßnahmen dazu neigen, die Auswirkungen der Abbautätigkeit auf die Bäche "Fond du Royen" und "Ruisseau de la Carrière" erheblich zu verringern; dass es sich insbesondere um die Einrichtung eines Staubbindingssystems auf den Anlagen und einer Waschanlage für die LKW-Räder am Ausgang des Steinbruchs, die Einrichtung einer Filterpresse, die Schaffung von Schutzwällen (am Rand der Piste entlang des westlichen Randes des Steinbruchs und am Rand des Baches "Fond du Royen"), die Optimierung der Absetzbecken und die Einrichtung von Zäunen handelt;

In der Erwägung, dass die Einrichtung einer Pufferzone von 20 Metern entlang der Bäche, wie es die DGO3 verlangt, in Anbetracht der Merkmale des Standorts und der Betriebseinschränkungen nicht durchführbar ist; dass diese in der Tat die Verlagerung der Nebenanlagen in Richtung Norden (Abräumen des neuen Standorts mit einer erheblichen Erhöhung des zu lagernden Taubgesteinvolumens) und die Überdenkung des Zugangs zum Steinbruchs zur Folge hätte, was angesichts der Standortbeschaffenheit in Hanglage unmöglich ist und demnach die Weiterführung der Abbautätigkeit am Standort von Cielle gefährden würde; dass außerdem die Gründe für die Wahl dieser Entfernung von der DGO3 nicht ausreichend bekräftigt werden und es daher nicht gerechtfertigt ist, von der Empfehlung des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans abzuweichen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der vorerwähnten Elemente es in diesem Stadium nicht als notwendig erachtet, die Breite der Pufferzonen entlang der Bäche, wie dies von der DGO3 verlangt wird, zu erhöhen; dass der Wortlaut der Maßnahme, die eine Mindestbreite vorsieht, demnach dem von der DGO3 geäußerten Vorschlag nicht entgegensteht;

In der Erwägung, dass Artikel 29 § 2 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vorschreibt, dass jeder Plan oder jedes Projekt, der bzw. das einer Genehmigung unterliegt, auch wenn sie nicht unmittelbar mit der Verwaltung des Standorts verbunden oder für diese erforderlich ist, Gegenstand einer angemessenen Bewertung der Umweltauswirkungen ist, wenn er bzw. es ein Natura 2000-Gebiet erheblich beeinträchtigen könnte;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung die möglichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf dem östlich des Steinbruchs Cielle gelegenen Natura 2000-Gebiet BE34023 untersucht hat; dass er daraus schließt, dass die Auswirkungen auf diesen Standort (Geröll, usw.) mittels der Schaffung einer Pufferzone von 20 Metern verhindert werden können; dass er jedoch diese Auswirkungen wegen der geringen, den Tätigkeiten des Steinbruchs ausgesetzten Fläche (0,5 %) im Verhältnis zu der Gesamtfläche des Natura 2000-Gebiets und in Anbetracht der angemessenen Vertretung der betroffenen Lebensräume im Rest dieses Standorts relativiert; dass er außerdem auf die positiven Eigenschaften hinweist, die der Steinbruch aufgrund der wichtigen ökologischen Möglichkeiten, die er kurz- und mittelfristig bietet, aufweisen wird;

In der Erwägung, dass es, wie im Erlass vom 12. Februar 2015 angegeben, den zuständigen Behörden zusteht, die Durchführung einer angemessenen Bewertung der Auswirkungen auf das benachbarte Natura 2000-Gebiet im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung aufzuerlegen, sodass überprüft werden kann, dass es auf dem Gebiet tatsächlich keine negativen Auswirkungen gibt und eventuelle durchzuführende Einrichtungen vorgeschlagen werden; dass diese vom CWEDD und vom CRAT in ihren jeweiligen Stellungnahmen geteilte Einstellung in dem vorliegenden Erlass bestätigt wird;

In der Erwägung, dass außerdem die genaue Beschaffenheit (Umfang, Gestaltung, usw.) der gesamten Pufferzonen, von denen weiter oben die Rede ist, durch die Bewertung der Auswirkungen, die dem Antrag auf die Globalgenehmigung zwecks der Inbetriebnahme des Standorts vorhergeht, untersucht werden muss, damit diese wenn nötig den Schutz des Natura 2000-Gebiets und der Bäche "Fond du Royen" und "Ruisseau de la Carrière" noch mehr bestärken;

In der Erwägung, dass was die landschaftlichen Auswirkungen vom Dorf Cielle und insbesondere von der "Rue du Tram" aus betrifft, der Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Marche-La Roche die Schlussfolgerungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans übernimmt, der darauf hinweist, dass die jetzigen Ausblicke dank der angewurzelten Pflanzungen auf der Taubgesteinhalde zunehmend abgeschwächt werden und die Erweiterung selbst in Anbetracht ihres Standorts in der Talmulde des Baches "Ruisseau de la Carrière" von diesen Punkten aus nicht mehr sichtbar sein wird;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung im Übrigen darauf hingewiesen wird, dass "*wenn der Steinbruch in der Landschaft sichtbar ist, er [von ADESA] nicht als ein abwertendes Element gemeldet wird*";

In der Erwägung, dass aus den verfügbaren Angaben (Luftbildaufnahmen und Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans und ihr Nachtrag) hervorgeht, dass der Betreiber die Revision des Sektorenplans tatsächlich ohne Zulassung vorzeitig umgesetzt hat, indem er die Abbruchfront in Richtung Norden weit über das gegenwärtig im Sektorenplan eingetragene Abbaugelände hinaus ausgedehnt hat, das heißt fast über die Hälfte der in der vorliegenden Revision des Sektorenplans erwähnten zukünftigen Erweiterung;

In der Erwägung, dass es nicht Ziel der Revision des Sektorenplans sein kann, die Betriebe, die vorschriftswidrig geführt werden, zu regularisieren; dass in dieser Hinsicht darauf hingewiesen werden muss, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung trotz der Vorschriftswidrigkeiten der Ansicht war, dass die im restlichen Teil der Erweiterung vorhandenen Vorräte noch eine Erschließung während fast 23 Jahren ab dem Jahr 2015 ermöglichen können (auf der Grundlage einer Jahresproduktion von höchstens 450.000 T/Jahr); dass die Wallonische Regierung nicht erwartet, dass die Last der vollendeten Tatsachen ihren Beschluss ändert;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans und die Ahndung der Verstöße zwei verschiedene und eigenständige Verfahren darstellen; dass es der Regierung zusteht, im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans über die erwähnten Verstöße Stellung zu nehmen; dass die Regierung jedoch die Notwendigkeit feststellt, den Sektorenplan aus den bereits in dem vorliegenden Erlass geäußerten und den vorher festgelegten Gründen zu revidieren, und zwar über die Tatsache hinaus, dass ein Betrieb ohne Genehmigung geführt wird;

In der Erwägung, dass die anderen Durchführungsvarianten und die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans vorgeschlagenen Maßnahmen, die noch nicht durchgeführt wurden, wie bereits im Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Marche-La Roche angegeben, nicht unter den Sektorenplan im Sinne von Artikel 23 des CWATUP fallen und berücksichtigt werden müssen, sowie gegebenenfalls bei der Untersuchung der infolge der vorliegenden Revision des Sektorenplans eingeleiteten Verwaltungsverfahren bezüglich der Genehmigungen näher erläutert und vervollständigt werden müssen; dass dies insbesondere für die Planung zur phasenweisen Inbetriebnahme des Betriebs, die Erstellung einer technischen Notiz über die Wasserbewirtschaftung (und die eventuelle Umleitung der nicht unter Schutz gestellten Bäche), die Punkte bezüglich des Verkehrs, der Studie über die Makroinvertebraten und die Neugestaltung, die vom Planungsbüro Pissart vorgeschlagen werden, gilt;

In der Erwägung schließlich, dass der CRAT der Ansicht ist, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung "*die gesamten Bereiche betreffend die Raumordnung und die Umwelt eingehend analysiert hat*";

In der Erwägung, dass wenn auch die Niederlassung einer industriellen Tätigkeit tatsächlich eine Belästigungsquelle darstellt, der Betreiber des Steinbruchs Cielle die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen, wie auch durch die Genehmigung, die zwecks der Deckung der Niederlassung und des Betriebs des Steinbruchs ausgestellt werden könnte, auferlegten Umweltschränkungen beachten muss; dass der Steinbruchbetreiber ebenfalls alles in die Wege leiten muss, damit keine zusätzliche Belästigung durch seine Tätigkeit verursacht wird;

3. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass der mit der Erweiterung des Steinbruchs verbundene Verlust der Artenvielfalt faktisch nicht wirklich ausgeglichen wird; dass er, auch wenn er die Einhaltung des Prinzips des raumplanerischen Ausgleichs Hektar für Hektar zur Kenntnis nimmt, der Ansicht ist, dass die Änderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan keinen Mehrwert hinsichtlich der Artenvielfalt bringt und dass ohne die Einleitung von Sondermaßnahmen bezüglich der Wasserbewirtschaftung und des Vorhandenseins von Lebensräumen und Arten von gemeinschaftlichem Interesse die Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs viel schwerwiegender als bisher sein könnten;

In der Erwägung, dass sowohl der CWEDD als auch der CRAT die drei in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen validieren;

In der Erwägung, dass der CRAT außerdem der Ansicht ist, dass die Auswirkungen der Änderungen der Zweckbestimmung geringfügig sind: die Entwidmung der Freizeitgebiete von Rendeux und Beffe *„stellen keinen signifikanten Verlust für die Gemeinde [von Rendeux] dar“* und die Auswirkungen der Verringerung der Fläche des gemischten Gewerbegebiets von Warisy *„kann deswegen als geringfügig angesehen werden, weil die Umwandlung zugunsten einer anderen wirtschaftlichen Tätigkeit erfolgt“*;

Antworten:

In der Erwägung, dass die Wahl der Freizeitgebiete von Rendeux-Beffe und Inzès-Riz, sowie des südlichen Teils des gemischten Gewerbegebiets von Warisy im Einvernehmen mit der Gemeinde von Rendeux erfolgt ist, und zwar sobald der Antrag auf die Teilrevision des Sektorenplans im Jahr 2008 eingereicht wurde; dass diese Wahl übrigens vom Gemeinderat von Rendeux in seiner im Rahmen der in Artikel 42bis des CWATUP erwähnten Information der Öffentlichkeit abgegebenen Stellungnahme vom 8. September 2008 gemäß den Artikeln D.29-5 und D.29-6 des Buches I des Umweltgesetzbuches gebilligt wurde; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen anschließend angenommen hat;

In der Erwägung, dass es nicht unbedingt Zweck des raumplanerischen Ausgleichs ist, einen Mehrwert hinsichtlich der Artenvielfalt zu bringen, auch wenn er diese Wirkung haben kann; dass es demnach in dem vorliegenden Fall dem mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Planungsbüro zusteht, die Lokalisierung der von der Wallonischen Regierung in ihrem Erlass vom 19. Dezember 2008 in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, umwelt- und erbebezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage zu billigen und nötigenfalls alternative Standorte vorzuschlagen; dass es ihm ebenfalls zusteht, die negativen und positiven Auswirkungen, einschließlich in Sachen Artenvielfalt, zu identifizieren und im Falle negativer Auswirkungen Milderungsmaßnahmen oder eine Abgrenzungsvariante zu empfehlen;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht war, dass die Zweckbestimmungen der betroffenen Gebiete mit der Bodennutzung übereinstimmen und angesichts der biologischen Qualität (Vorhandensein einiger Gruppen von Auenwäldern und von Fragmenten von trockener Heide) und der landschafts-ökologischen Interessen, die die betroffenen Gebiete darstellen, relevant sind; dass er jedoch anerkennt, dass wenn auch die Nutzung und Verwendung der Böden im Rahmen der Ausgleichsmaßnahmen in ihrem jetzigen Zustand beibehalten werden, die Letzteren *„im Rahmen des ökologischen Ausgleichs selbst keine besondere Rolle spielen“*; dass er sich demnach für die Verabschiedung eines kohärenten ökologischen Sanierungsplans für das gesamte (gegenwärtige und zukünftige) Abbaugelände von Cielle und für die Eingliederung der Belange in Sachen Erhaltung der Artenvielfalt in die landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Praktiken auf den im Rahmen der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen genutzten Grundstücke, wie z.B. Agrar-Umweltmaßnahmen, die Umwandlung von Nadelholz in der Station angepasstes Laubholz, ausspricht;

In der Erwägung, dass die in Artikel 46 § 1 Absatz 2 Ziffer 3 des CWATUP erwähnten Bedingungen eingehalten werden; dass die ca. 21,6 ha Abbaugelände, die durch die vorliegende Revision des Sektorenplans eingetragen sind, in der Tat durch die Eintragung von fast 22,2 ha nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmten Gebieten raumplanerisch ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass demnach angesichts der vorerwähnten Elemente der Beibehaltung der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, wie diese in den Erlassen vom 19. Dezember 2008 zur Verabschiedung des Vorentwurfs und vom 12. Februar 2015 zur Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans MARCHE-LA ROCHE angenommen wurden, nichts mehr im Wege steht;

In der Erwägung, dass außerdem die Antworten im Rahmen des Antrags auf eine Globalgenehmigung gegeben werden, durch die die konkrete Durchführung des Projekts, das sich aus der vorliegenden Revision des Sektorenplans, aus der Bewertung der Auswirkungen, dem er unterzogen wird (einschließlich der in Artikel 29 § 2 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur erwähnten angemessenen Bewertung der Auswirkungen) und aus der Genehmigung, die ausgestellt werden könnte, ergibt, gewährleistet wird;

4. Verfahrenstechnische Aspekte

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer ihren Wunsch geäußert haben, den Standort während der öffentlichen Untersuchung zu besichtigen; dass andere Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die Vorlagen bei der Informationsversammlung keine Abbildungen des Standorts enthielten (Luftbildaufnahmen, Fotos);

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die vom CWATUP vorgesehenen Maßnahmen zur Information und Bekanntmachung unzureichend sind; dass er bedauert, dass die Eigentümer der von der Revision des Sektorenplans betroffenen Grundstücke nicht persönlich informiert werden, da sich dies auf den Wert der Güter auswirkt; dass er schließlich der Ansicht ist, dass die im Ausland wohnhaften Personen nicht durch die Veröffentlichung der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung in den Zeitungen in Kenntnis gesetzt werden können;

Antworten:

In der Erwägung, dass im Laufe des Verfahrens wohl eine Informationsversammlung gemäß der Vorschrift des Artikels 4 Absatz 1 Ziffer 8 des CWATUP, in dem keine genauen Modalitäten auferlegt werden, organisiert wurde; dass die Bürger außerdem ebenfalls die Möglichkeit hatten, in den Gemeindehäusern, die die öffentliche Untersuchung in Anwendung des Artikels 4 Absatz 1 Ziffer 4 organisiert haben, die Akten einzusehen und technische Erklärungen gemäß Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 5 des CWATUP zu erhalten;

In der Erwägung, dass die vorliegende öffentliche Untersuchung sowohl durch Anschlag (an den gewöhnlichen Anschlagstellen und am Standort), als auch in den lokalen Seiten von drei französischsprachigen Tageszeitungen am 6. Mai 2016 (Dernière Heure) und am 7. Mai 2016 (L'Avenir du Luxembourg, La Meuse Luxembourg) sowie in "Les annonces de l'Ourthe" – Ausgabe am 4. Mai 2016 – kostenlos verteilt—angekündigt worden ist; dass die Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 7 und 43 § 2 des CWATUP somit eingehalten wurden;

In der Erwägung außerdem, dass die öffentliche Untersuchung, wie es Artikel 4 Absatz 2 des CWATUP zulässt, ebenfalls auf der Internet-Website der Gemeinde Rendeux und derjenigen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) angekündigt wurde, um eine möglichst breite Bekanntmachung, auch für die im Ausland wohnhaften Personen, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der CWATUP nicht vorsieht, jeden Eigentümer der von der Revision des Sektorenplans betroffenen Grundstücke individuell zu informieren, da die gesamten, weiter oben angeführten Modalitäten nicht ausreichen, um eine effektive Beteiligung der Bevölkerung an dem Entscheidungsprozess in Sachen Revision des Sektorenplans zu gewährleisten;

Schlussfolgerung:

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die im Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche erwähnten Gebiete bestätigt und die Eintragung von fast 21.6 Hektar Abbaugelände auf den gegenwärtig in einem Forstgebiet eingetragenen Grundstücken in Betracht zieht:

- einerseits auf dem Vorkommen, das sich in der nördlichen Verlängerung des gegenwärtigen Abbaugeländes erstreckt (rund 17.7 ha);
- andererseits westlich, südwestlich und südlich des gegenwärtigen Abbaugeländes (rund 3.9 ha), um die Nebenanlagen des Steinbruchs in das Abbaugelände einzuschließen und die Grenzen des Abbaugeländes auf die geographischen Grenzen zu positionieren;

und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen die Eintragung:

- eines Agrargebietes von ca. 4.4 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig als Freizeitgebiet in Beffe-Rendeux eingetragen sind;
- eines Agrargebietes von ca. 0.5 ha und eines Forstgebietes von ca. 5.5 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig als Freizeitgebiet im Süden von Inzès-Ris (Rendeux) eingetragen sind;
- von Agrargebietes (rund 5 ha) und von einem Forstgebiet (rund 6.8 ha) auf dem südlichen Teil des gemischten Gewerbegebietes von Warisy in Rendeux;

In der Erwägung, dass die ca. 21.6 Hektar Gebiete, die für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, demnach gemäß Artikel 46 § 1 des CWATUP durch die Eintragung von rund 22.2 Hektar von nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmten Gebieten raumplanerisch ausgeglichen sind;

In der Erwägung, dass laut Erläuterung im Erlass vom 12. Februar 2015 zur vorläufigen Verabschiedung der vorliegenden Revision des Sektorenplans durch die neue Zweckbestimmung als Agrar- und Forstgebiet des südlichen Teils des gemischten Gewerbegebietes von Warisy jede Möglichkeit erlischt, diese Grundstücke städtebaulich zu entwickeln und dort ein Enteignungsverfahren zu wirtschaftlichen Zwecken einzuleiten, wie dies durch den ministeriellen Erlass vom 18. April 1988 zur handwerklichen Zweckbestimmung und zur Anerkennung der Gemeinnützigkeit, die Grundstücke des "Gebiets für handwerkliche Betriebe von Rendeux (Warisy)" zu enteignen, ermöglicht wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der oben angeführten Antworten die in Artikel 2 ihres vorerwähnten Erlasses in Betracht gezogene Raumordnungsmaßnahme beibehält, die darin besteht, Pufferzonen mit einer Breite von mindestens 20 Metern zwischen dem zukünftigen Abbaugelände und dem im Osten angrenzenden Natura 2000-Gebiet und von mindestens 6 Metern beiderseits des Baches "Fond du Royen" und am linken Ufer des Baches "Ruisseau de la Carrière" einzurichten; dass es jedoch angemessen erscheint, dort die Durchführung von Handlungen und Arbeiten, die insbesondere zur Folge hätten, die Abbautätigkeit von diesen Bächen und vom Umkreis des Natura 2000-Gebiets BE34023 abzuschirmen, nicht zu verhindern;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Teiländerung der Karten Nrn. 55/5 und 55/6 des Sektorenplans Marche-La Roche zur Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La-Roche-en-Ardenne von Abbaugeländen in nördlicher, westlicher, südwestlicher und südlicher Erweiterung des Abbaugeländes des Steinbruchs Cielle und auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister) von Agrar- und Forstgeländen als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen wird gemäß dem beigefügten Plan endgültig verabschiedet.

Art. 2 - Folgende Raumordnungsmaßnahme wird auferlegt:

Alle Handlungen und Arbeiten in Verbindung mit dem Betrieb des Steinbruchs, außer denjenigen, die die Abschirmung der Standorte betreffen, sind im Abbaugelände, das sich auf mindestens die nachstehenden Tiefen erstreckt, verboten:

- 20 Meter zwischen dem Umkreis der Revision und dem Umkreis des östlich gelegenen Natura 2000-Gebiets BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche";
- 6 Meter beiderseits des Baches "Fond du Royen" und am linken Ufer des Baches "Ruisseau de la Carrière".

Art. 3 - Die von der Regierung in Anwendung des Artikels 44 des CWATUP vorgelegte Umwelterklärung wird dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügt.

Art. 4 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Mai 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang

Umwelterklärung bezüglich der endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche betreffend die Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche, und von Agrar- und Forstgebieten als Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux und Hodister)

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund von Artikel 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (nachstehend "Gesetzbuch" genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Marche-La Roche (Karten Nr. 55/5 und 55/6) zwecks der Eintragung von Abbaugebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche-en-Ardenne, und von Ausgleichsmaßnahmen (Agrar- und Forstgebieten) auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux und Hodister) beigefügt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans eingegliedert und die Umweltverträglichkeitsstudie über den Plan, die Stellungnahmen, die Beanstandungen und Bemerkungen berücksichtigt wurden. Sie fasst ebenfalls die Gründe für die Entscheidungen zusammen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen wurden.

Da es sich um ein zusammenfassendes Dokument handelt, verweist die vorliegende Umwelterklärung, was die Einzelheiten und das Übrige betrifft, auf den Text des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der besagten Revision des Sektorenplans.

Der Übersichtlichkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel unterteilt: Das erste ist dem Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite der Chronologie des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans und das dritte den Umwelterwägungen gewidmet.

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die vorliegende Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42*bis* und ff. des Gesetzbuches vorgesehenen Verfahren unterzogen. Zusammenfassend hat sie zum Zweck, die Fortsetzung der bisherigen Bewirtschaftung des Vorkommens von siliziumreichem (75%) Quarzsandstein im Steinbruch von Cielle (Rendeux-La Roche) zu ermöglichen.

Die Nachfrage nach diesem Produkt dürfte zukünftig stabil bleiben, während der Vorrat des gegenwärtigen Abbaugebiets sich allmählich erschöpft. Durch die Tätigkeit des Steinbruchs entstehen 21 direkte Arbeitsplätze und 34.5 VZE indirekte Arbeitsplätze. Das Vorkommen ist im Inventar der Bodenschätze aufgenommen, das vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor E. Poty) aufgestellt wurde.

Diese Revision des Sektorenplans ist völlig im Einklang mit der von der Wallonischen Regierung am 27. März 2002 verabschiedeten Orientierungsnotiz betreffend die Verfahrensweise zur Validierung der Akten für Anträge auf die Eintragung von Abbaugebieten in den Sektorenplänen, im Rahmen welcher die Regierung den Minister für Raumordnung mit der Untersuchung solcher Anträge beauftragt hat, bei welcher folgende Methodologie angewandt wird: Überprüfung, dass der Antrag einen Standort betrifft, der durch die vorgenannte Studie des Herrn Professors Poty bestätigt wurde, dass er einem

strategischen Entwicklungsplan des Betriebs auf Ebene der Wirtschaft, der Beschäftigung und der nachhaltigen Mobilität entspricht, und dass er mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- Die gegenwärtige Bewirtschaftung kann innerhalb der erlaubten Grenzen und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebstempos nicht länger als 6 Jahre weitergeführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen;

- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotenzial in einem Material aufrechtzuerhalten, das als Input in einem bedeutenden Wirtschaftszweig in der Wallonie dient.

Die Revision bezieht sich daher auf die Eintragung im Sektorenplan Marche-La Roche (Karten 55/5 und 55/6) von Abbaugebieten:

- auf dem Vorkommen, das sich in der nördlichen Verlängerung des gegenwärtigen Abbaugebiets erstreckt (rund 17.7 ha), einerseits;

- andererseits westlich, südwestlich und südlich des gegenwärtigen Abbaugebiets (rund 3.9 ha), um die Nebenanlagen des Steinbruchs in das Abbaugebiet einzuschließen und die Grenzen des Abbaugebiets auf die geographischen Grenzen zu positionieren;

und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen, auf die Eintragung:

- eines Agrargebiets von etwa 4.4 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig in Beffe-Rendeux als Freizeitgebiet eingetragen sind;

- eines Agrargebiets von etwa 0.5 ha und eines Forstgebiets von etwa 5.5 ha auf Grundstücken, die gegenwärtig südlich von Inzès-Ris (Rendeux) als Freizeitgebiet eingetragen sind;

- von Agrargebieten (rund 5 ha) und einem Forstgebiet (rund 6.8 ha) auf dem südlichen Teil des gemischten Gewerbegebiets von Warisy in Rendeux.

Zudem wird eine Raumordnungsmaßnahme im Sinne von Artikel 23 Absatz 2 Ziffer 3 des Gesetzbuches vorgesehen, um alle mit dem Steinbruchbetrieb verbundenen Handlungen und Arbeiten ausschließlich derjenigen zur Abtrennung der Standorte im Abbaugebiet zu verbieten, und zwar auf eine Tiefe von mindestens:

- 20 Meter zwischen dem Revisionsgebiet und dem östlich davon gelegenen Natura-2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche";

- 6 Meter beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Bachs "ruisseau de la Carrière".

2. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans Marche-La Roche unterlag dem in den Artikeln 42*bis* bis 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Verfahren und erfolgte nach der folgenden Chronologie:

Im Juli 2008 reichte die Gesellschaft "Carrières de Grès Réunies (C.G.R.)" in Anwendung von Artikel 42*bis* des Gesetzbuches einen Antrag auf Revision des Sektorenplans Marche-La Roche ein, um eine Erweiterung der Tätigkeiten des Steinbruchs von Cielle (Rendeux und La Roche) zu ermöglichen.

Am 19. Dezember 2008 beschloss die Wallonische Regierung, den Sektorenplan Marche-La-Roche (Karten 55/5 und 55/6) einer Revision zu unterziehen, und verabschiedete den Vorentwurf einer Teilrevision im Hinblick auf die Eintragung von rund 21.6 Hektar Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs von Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und, als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme, auf die Eintragung als Agrargebiet und Forstgebiete von Grundstücken, die in Freizeit- und gemischten Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister) liegen.

Durch Erlass vom 30. April 2009 beschloss die Wallonische Regierung, eine Umweltverträglichkeitsstudie über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans durchführen zu lassen, und nahm den Inhalt der Umweltverträglichkeitsstudie an.

In Anwendung von Artikel 42*bis* des Gesetzbuches wurde die in Anwendung von Artikel 42 Absatz 2 und 42*bis* Absatz 8 des Gesetzbuches vorgeschriebene Umweltverträglichkeitsstudie von der Gesellschaft "s.a. Carrières de Grès Réunies" dem Planungsbüro "s.a. Pissart sprl, Architecture et Environnement" anvertraut.

Im April 2014 wurden akustische Messungen vom Planungs- und Entwicklungszentrum im Bereich akustisches Engineering ("CEDIA") durchgeführt.

Am 12. Februar 2015 nahm die Wallonische Regierung auf der Grundlage der Umweltverträglichkeitsstudie und des Berichts vom vorgenannten "CEDIA" die Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche (Karten 55/5 und 55/6) betreffend die Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und von Agrar- und Forstgebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister) vorläufig an.

Eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsstudie wurde im April 2016 vom nach Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Planungsbüro "Pissart, Architecture et Environnement" durchgeführt, nachdem der Betreiber im Februar 2015 einen Bruch entdeckt hatte.

In der Folge wird das in den Artikeln 42 ff. des Gesetzbuches vorgesehene Konsultierungsverfahren eingeleitet.

Eine öffentliche Untersuchung über den Entwurf zur Teilrevision des Sektorenplans wurde dementsprechend vom 10. Mai 2016 bis zum 23. Juni 2016 auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux und La Roche-en-Ardenne organisiert.

Die in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 8 des Gesetzbuches während der öffentlichen Untersuchung vorgesehene Informationsveranstaltung wurde am 18. Mai 2016 in Rendeux abgehalten.

Die in Anwendung von Artikel 43 des Gesetzbuches nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung vorzusehenden Konzertierungsversammlungen wurden ihrerseits am 28. Juni 2016 in La Roche-en-Ardenne und Rendeux organisiert.

Am 19. Juli 2016 gab der Gemeinderat von Rendeux eine positive Stellungnahme über den Entwurf zur Teilrevision des Sektorenplans ab.

Da der Gemeinderat von La Roche-en-Ardenne nicht fristgerecht zusammentreten konnte, gilt seine Stellungnahme mangels Abgabe als positiv.

Zum Schluss gab der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung ("CWEDD") am 24. Oktober 2016 eine Stellungnahme ab, ebenso wie der Regionalausschuss für Raumordnung ("CRAT"), dessen am 27. Oktober 2016 abgegebene Stellungnahme nachstehend bekanntgegeben wird. Diese positiven Stellungnahmen sind mit Bemerkungen und Feststellungen versehen, die in dem Erlass erörtert werden.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (OGD3) gab am 14. Juni 2016 eine positive Stellungnahme über die durchgeführten Zusatzstudien und, am 9. November 2016, eine bedingt positive Stellungnahme ab.

Nach Untersuchung der geäußerten Beanstandungen und Stellungnahmen nahm die Wallonische Regierung am 4. Mai 2017 die Teilrevision des Sektorenplans endgültig an.

3. Umweltbezogene Erwägungen

Bevor das Thema Umfeld und Umwelt in Angriff genommen wird, gilt es darauf hinzuweisen, dass es sich um die Revision eines Sektorenplans und nicht um einen Antrag auf Genehmigungen zur Durchführung des Projekts, das dieser Planrevision zugrunde liegt,

handelt. Dies führt dazu, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung formulierten Bemerkungen, die verschiedenen Stellungnahmen, die im Rahmen des Verfahrens der Revision des Plans abgegeben wurden, sowie bestimmte Empfehlungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsstudie betreffend die Niederlassung und Bewirtschaftung des betreffenden industriellen Projekts keine Antwort hier, sondern eher im Rahmen des mit dem Genehmigungsantrag und mit der Bewertung der späteren Auswirkungen verbundenen Verfahrens sowie in den ggf. auszustellenden Genehmigungen selbst finden werden.

I. Betreffend die Zweckmäßigkeit der durchzuführenden Revision des Sektorenplans

Die Produktion von Sandstein, Quarziten und Quarzophylladen macht weniger als 10% der Gesamtproduktion von Gestein in der Wallonie aus (8% bzw. 6% je nach der Studie, Poty bzw. INCITEC).

Mit einer durchschnittlichen Jahresproduktion von maximal 450.000t/Jahr ist der Steinbruch von Cielle einer der zwei führenden Produzenten von belgischem Sandstein.

In der Provinz Luxemburg bleiben heutzutage nur wenige Abbaugelände für Sandstein übrig und diejenigen, die noch im Betrieb sind, verfügen über keine langfristigen Reserven, was im Osten der Provinz zu einem Mangel an zerkleinertem Sandstein führen könnte.

Bei den Produkten aus der Bewirtschaftung eines Vorkommens von Quarzsandstein (Saint-Hubert Formation) im Steinbruch von Cielle handelt es sich um qualitativ hochwertige Schotter mit einem hohen Siliziumgehalt (75%), der sie für den Markt der bituminösen Straßenbeläge (Deckschichten) und der Hochleistungsbetone (gute Verschleißfestigkeit und ausgezeichnete Abrasivität) besonders geeignet und bestehenden Ersatzprodukten wie dem Pophyr überlegen macht.

Die zur Verfügung stehenden Reserven im zurzeit im Sektorenplan ausgewiesenen Abbaugelände des Steinbruchs von Cielle sind sehr gering und erlauben keine Bewirtschaftung über mehr als ein paar Jahre.

Das Prinzip der Erweiterung des Steinbruchs von Cielle ist also gerechtfertigt, denn sie entspricht erwiesenen sozioökonomischen Bedürfnissen.

II. Standort und Abgrenzung

In puncto Standort und Abgrenzung sind die festgelegten Gebiete (Abbaugelände und raumplanerische Maßnahmen) diejenigen, die im Vorentwurf enthalten und vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie bestätigt worden sind.

Für die Abgrenzung der Abbaugelände in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle werden das Bestehen eines hochwertigen Vorkommens von Quarzsandstein und die folgenden geographischen Grenzen berücksichtigt:

- im Norden: der Forstweg namens "chemin de Cielle";
- im Westen: der nicht eingestufte Bach "ruisseau de la Carrière";
- im Osten: die Grenze des Natura 2000-Gebiets BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche", materialisiert durch die Grenze zwischen den Nadelholzflächen und den Laubholzflächen;
- im Süden: der Weg "Fond du Royen", der mit der Grenze des sich ebenfalls südlich des Steinbruchs von Cielle erstreckenden Natura 2000-Gebiets BE34023 übereinstimmt.

III. Hydrogeologie und Hydrologie

Es wird keine Beeinträchtigung des tiefen Grundwassers (Kote +280m) und der beiden Wasserentnahmestellen der SWDE erwartet.

Die Bewirtschaftung im nördlichen Teil der Erweiterung wird zu einer Veränderung des hydrogeologischen Systems führen: Durch das allmähliche Abkürzen der beiden nicht eingestuft, semipermanenten Bäche als Zuflüsse des "ruisseau de la Carrière" wird die Abflussmenge des Letzteren sinken und die Zufuhr von sauberem Wasser in den bereits vom Niederschlagswasser und einem Teil des Wassers aus dem hängenden Grundwasser (Kote +460m) gespeisten Becken der Abbaufont steigen, was zur Folge haben wird, die Abflussmenge und das Volumen des Baches "Fond du Royen" zu verändern.

Die gegenwärtigen (Abpumpen und Sedimentbildung im Bach "Fond du Royen") und zukünftigen Auswirkungen der Fortsetzung der Abbautätigkeit werden durch die Einführung von verschiedenen vom Verfasser der Studie empfohlenen Maßnahmen und Anpassungen (Erstellung einer technischen Notiz zur Wasserbewirtschaftung, Schaffung von Pufferzonen und Böschungen, Einschränkung des Abpumpens, Einrichtung eines Entwässerungsstollens, Vermeidung eines Überlaufens der Absetzbecken), von denen einige bereits vom Betreiber durchgeführt worden sind, bewältigt, sogar begrenzt werden können.

Im Rahmen eines Sektorenplansverfahrens ist es nicht Aufgabe der Regierung, den vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie geäußerten Empfehlungen Folge zu leisten, wenn sie, wie in diesem Fall, unter das Verfahren zur Ausstellung der individuellen Genehmigungen fallen, die zum tatsächlichen Betrieb des Steinbruchs zu beantragen sein werden. Auf Ebene gilt es jedoch, die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie geäußerten Empfehlungen betreffend die Einrichtung einer Pufferzone von mindestens 6 Metern beiderseits des Baches "Fond du Royen" und am linken Ufer des Baches "ruisseau de la Carrière" zu integrieren.

IV. Fauna, Flora und biologische Vielfalt

Die Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" sowie auf den Schwarzstorch und die anderen Vogelarten von gemeinschaftlichem Interesse dürften sich aufgrund der im Vergleich zur Gesamtfläche eher geringen Fläche, die betroffen ist, und der starken Vertretung der betroffenen Lebensräume im Rest des Gebiets in Grenzen halten.

Größere Auswirkungen sind dennoch zu befürchten, was die im Bach "Fond du Royen" vorkommenden geschützten Arten (wegen der Veränderung der Abflussmenge und des Fortbestehens von Sedimentbildungen) und die halbnatürlichen Waldgruppen am Ufer der beiden Bäche (darunter ufernahe Erlenwälder - ein prioritärer Lebensraum von gemeinschaftlichem Interesse -, die in Kombination mit subatlantischen neutrophilen Eichen- und Eschenwäldern auftreten) betrifft. Die OGD3 zeigt sich ebenfalls besorgt über die möglichen Folgen der Bewirtschaftung für die im Bach lebenden Arten und das 5 km stromabwärts gelegene Natura 2000-Gebiet BE34012 "Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton".

Bei der Untersuchung der künftigen Genehmigungsanträge ist daher den potenziellen Auswirkungen auf Fauna und Flora, auch in Gewässern, eine besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Ebenso werden dabei die Anliegen und Empfehlungen der Umweltverträglichkeitsstudie und der zu Rate gezogenen Instanzen, um die innerhalb oder in der Nähe der Gebiete vorkommenden Lebensräume und Arten bestmöglich zu schützen (Pufferzonen und Böschungen, neue Studie über Makroinvertebraten, Wiederherstellungsplan, Einschränkung des Abpumpens, Einrichtung eines Entwässerungsstollens, Vermeidung eines Überlaufens der Absetzbecken), untersucht und, soweit erforderlich, auf Basis einer eingehenden Analyse der Auswirkungen angepasst oder ergänzt werden.

Die Regierung übernahm zudem die Empfehlung des Planungsbüros bezüglich der Festlegung von Pufferzonen von mindestens:

- 20 Meter am östlich gelegenen Natura 2000-Gebiet BE34023 entlang (statt der im Vorentwurf erwähnten 5 Meter);
- 6 Meter beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Bachs "ruisseau de la Carrière";

Die OGD3 schätzt, dass die Verschiebung der im Norden der Erweiterung vorhandenen semipermanenten Bäche sowie die Schaffung von Pufferzonen an den Bächen entlang bereits erlauben werden, den immer wieder auftretenden Problemen der Wasserqualität im Bach "Fond du Royen" entgegenzuwirken.

Wie von der OGD3 und dem CWEDD in Erinnerung gebracht, ist die angemessene Bewertung der Umweltverträglichkeit, die laut Artikel 29 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur erforderlich ist, wenn ein Projekt ein Natura 2000-Gebiet erheblich belasten könnte, im Rahmen der späteren Genehmigungsanträge durchzuführen.

Außerdem wird der Steinbruch von Cielle auf mittlere und lange Frist eine Gelegenheit bieten zur Schaffung von Lebensräumen, die für verschiedene Arten günstig sind.

V. Landschaft

Die Sichten auf den gegenwärtigen Betrieb von der N89 und den umliegenden Dörfern aus (Cielle - u.a. die "rue du Tram" -; Petit-Halleux, Beausaint und Ronchampay) werden durch die Inbetriebnahme der Erweiterung nicht schlimmer werden. Sie werden durch die am Rande des Standorts und auf der Taubgesteinhalde angelegten Anpflanzungen sogar verschönert werden.

Die Erweiterung des Steinbruchs wird ihrerseits aufgrund ihrer Lage im Tal des "Ruisseau de la Carrière" von dem Weg "Fond du Royen" und der N89 ebenso wie von den umliegenden Dörfern aus nicht sichtbar sein.

Es werden keine der von der ADESA aufgenommenen bemerkenswerten Ausblicke getroffen sein.

VI. Untergrund

Der Verfasser der Studie bestätigte, dass es wegen der geringen Betriebsfläche nicht mehr nötig war, das durch den zukünftigen Betrieb erzeugte Taubgestein in Form einer Halde abzulagern: Das Voranschreiten der Fronten nach Norden hin wird hinter den Fronten einen Freiraum für dessen Ablagerung schaffen. Aufgrund der Höhe (zwischen 70 und 120 Meter am Ende) und Neigung dieser Halde (45° im Durchschnitt, in Richtung der Grabensohle) werden im Rahmen der Genehmigung Maßnahmen festgelegt werden müssen, um ihre Standfestigkeit zu gewährleisten (Entwässerung, Erdenablademodalitäten, Begrünung).

Das übrige Taubgestein wird zur Wiederherstellung der Hügelhänge, zur Befestigung der Pisten und zur Neugestaltung der bewirtschafteten Gebiete verwendet werden.

So wie es die Regierung in ihren Erlassen vom 19. Dezember 2008 und 30. April 2009 verlangte, wurde eine Studie über die Standfestigkeit der Taubgesteinhalde vom Team um Professor A. Bolle von der Universität Lüttich durchgeführt. Da diese zu dem Schluss kam, dass die Sicherheit unzureichend war, empfahl der Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie die phasenweise Absenkung der Halde, und zwar ihre Kappung um ein Drittel ihrer Höhe, sprich +/- 20 Meter, um ihre Standfestigkeit zu verstärken, und die Bepflanzung ihrer Hänge mit Laubbaumarten, um eine Rinnenerosion zu vermeiden und ihre landschaftliche Integration zu ermöglichen. Diese Punkte sind übrigens bereits vom Betreiber umgesetzt worden.

Durch die zusätzliche Umweltverträglichkeitsstudie konnten die Merkmale des bewirtschafteten Vorkommens näher bestimmt werden: Die Konsequenzen des in der Erweiterung vorhandenen Bruchs sind zweitrangig und die im oberen Teil des Vorkommens festgestellte Beschaffenheitsänderung ist hauptsächlich auf die lateralen Veränderungen der Fazies (kontinentale Formation, Flussrinnen) zurückzuführen.

VII. Bebauter Rahmen, Kulturerbe und Infrastrukturen

Da der Steinbruch von Cielle etwa 1.5 km vom Dorf Cielle und 2.5 km von der Stadt La Roche-en-Ardenne entfernt liegt, könnten die ehemalige Mühle "Moulin du Royen", eine an der "rue de la Résistance" etwa 500 Meter von den nächstgelegenen Aufbereitungsanlagen (und 350 Meter vom Eingang des Steinbruchs) entfernt in einem Forstgebiet liegende Wohnung, und die Wohnungen der knapp ein Kilometer vom Steinbruch entfernt liegenden "rue de la Forêt" als einzige Belästigungen aus dem Steinbruch (Lärm und/oder Verkehr) zu spüren bekommen. Der Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie gibt an, dass der Betreiber bereits verschiedene Anpassungen vorgenommen hat, um die Auswirkungen seiner Tätigkeit auf die ehemalige Mühle "Moulin du Royen" zu verringern.

Es findet sich innerhalb bzw. in der Nähe des Revisionsgebiets kein unter Schutz gestelltes oder archäologisches Kulturgut, ebenso wie keine Untergrundinfrastruktur bzw. eingegrabene Versorgungsleitung.

VIII. Verkehr

Der Umweltverträglichkeitsstudie zufolge wird das durch die Bewirtschaftung generierte Lkw-Verkehrsaufkommen aufgrund der Aufrechterhaltung der Produktion und der Absatzmärkte unverändert bleiben (80 Lkws täglich, sprich 160 Hin- und Rückfahrten) und immer noch einen geringen Anteil des Verkehrs der benutzten Straßen ausmachen (zwischen 1 und 5.5% je nach Straßenabschnitt). Es dürfte daher keine signifikanten Auswirkungen haben.

In der zusätzlichen Umweltverträglichkeitsstudie wird jedoch darauf hingewiesen, dass sich die Verteilung des Verkehrsaufkommens seit der Durchführung der Umweltverträglichkeitsstudie verändert hat, ohne dass jedoch eine Steigerung des Gesamtverkehrs festzustellen war: Mehr Lastwagen erreichen die E25 (+ 4.8 Lkws/Tag) und Marche über die N833 (+3.2 Lkws/Tag) und vermeiden dadurch den Stadtkern von La Roche-en-Ardenne (- 8 Lkws/Tag).

Beim Verlassen des Betriebsstandorts ist die Sichtweite an der Ausfahrt aus dem Weg "Fond du Royen" in die "rue du Paradis" nicht optimal, was zu Sicherheitsproblemen führen kann, weshalb die Umweltverträglichkeitsstudie das Aufstellen von Verkehrszeichen an dieser Kreuzung empfiehlt. Der CRAT ist ebenfalls der Ansicht, dass es nötig ist, die Ausgangsstelle des Steinbruchs durch angemessene Bodenmarkierungen und Verkehrszeichen zu sichern.

Es geht dabei um polizeiliche Maßnahmen, die gegebenenfalls von der lokalen Behörde zu treffen sind und keineswegs in einen Erlass zur Revision des Sektorenplans gehören.

IX. Lärm und Schwingungen

Die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie vorgenommenen empirischen Beobachtungen zeigen, dass der Lärmpegel des Steinbruchs aufgrund der Beibehaltung der Aufbereitungsanlagen an ihrer heutigen Stelle (ohne gleichzeitige Steigerung ihrer Aufbereitungskapazität), des Voranschreitens der Fronten nach Norden hin, weg von den

bewohnten Gebieten, und der von dichten Waldflächen umgebenen Bewirtschaftung in der Talsohle bei der Inbetriebnahme der Erweiterung nicht steigen dürfte.

Auf Empfehlung der OGD3 wurden ergänzende Messungen vorgenommen, mit dem Ziel, die Pegel und Auswirkungen des vom heutigen Betrieb verursachten Lärms zu objektivieren. Im April 2014 führte das CEDIA Messungen in der Nähe des Steinbruchs von Cielle durch: an der rue de la Forêt 24 und an der rue de la Résistance 1A, d.h. an der ehemaligen Mühle "Moulin du Royen". Es kam zu dem Schluss, dass, sieht man von den Hintergrundgeräuschen aus der Umgebung (Bach, usw.) und vom verkehrsbedingten Lärm ab, das vom Steinbruch von Cielle ausgehende Lärm die durch den Erlass der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen vorgeschriebenen Lärmnormen erfüllt.

Es werden jedes Jahr rund dreißig Sprengungen durchgeführt, 1 bis 3 Mal pro Monat.

Der Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie weist darauf hin, dass es bisher diesbezüglich keine Beschwerde gab, was die Tatsache erklärt, dass der Betreiber keine Schwingungsmessungen durchführte. Er führt ebenfalls an, dass neue Sprengungstechniken erwogen werden, um die Sprengungen zu optimieren und die Schwingungswellen weiterhin zu verringern.

Es wurde im Rahmen der öffentlichen Untersuchung keine Bemerkung zu diesen Punkten geäußert.

X. Luft und Klima

Ziel des Projekts ist die Fortsetzung einer bestehenden Tätigkeit, deren Staubemissionen (Anlagen und betriebsinterner Verkehr) größtenteils durch den Waldrand aufgefangen werden, der die nächstgelegene Wohnung, etwa 500 Meter von der Aufbereitungsanlagen entfernt, abschirmt. Aufgrund der Beibehaltung der gegenwärtigen Produktion und der Anlagen vor Ort kann die Verlängerung der Pisten nach Norden hin als einzelne die Gefahr bergen, die Emissionen von sedimentierbarem Staub leicht zu erhöhen.

Um diese Emissionen zu beschränken, empfiehlt der Verfasser der Studie insbesondere, ein System zur Zurückdrängung des Staubs auf die Anlagen sowie ein System zum Spülen der Räder der Lkws bei ihrer Ausfahrt zu installieren. Diese Punkte sind im Rahmen der Genehmigungen und nicht im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans zu berücksichtigen und wurden übrigens bereits vom Betreiber umgesetzt.

Die weiteren Konsequenzen im Zusammenhang mit den Staubemissionen wurden in den Abschnitten Hydrologie und biologische Vielfalt erörtert.

Die mit der Bewirtschaftung verbundenen Feinstaubemissionen können angesichts der wenig häufigen Sprengungen (1 bis 3 Mal pro Monat) und des geringen Verkehrsaufkommens der Betriebsfahrzeuge keine erhebliche Auswirkung auf die Luftqualität haben.

XI. Menschliche Aktivitäten

Die Bewirtschaftung des zukünftigen Abbaugebiets wird nicht zum Verschwinden von agrarwissenschaftlich geeignetem Boden (saure und magere Böden) führen.

Das Verschwinden der am Standort vorkommenden Baumarten (Fichten und Birken) wird angesichts des umfangreichen Bestands dieser Holzarten in der Wallonie und des geringen bis mittleren Werts, der ihnen zugeschrieben wird, nicht als besorgniserregend bezeichnet.

Abgesehen von der Notwendigkeit, die nicht markierten Waldwege in den Wäldern, die an den Steinbruch und seine Erweiterung angrenzen, zu sichern, ist keine besondere Auswirkung auf die touristische Aktivität zu erwarten.

XII. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung übernahm die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie bestätigten raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen. Ihre Zweckbestimmung als nicht verstädterbares Gebiet bestätigt die Sachlage dieser Grundstücke und wird erlauben, an der Erhaltung der biologischen Vielfalt und der Landschaft mitzuwirken.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Marche-La Roche zwecks der Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und von Agrar- und Forstgebieten als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister) als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 4. Mai 2017

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung bezüglich der endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Marche-La Roche zwecks der Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle in La Roche-en-Ardenne und Rendeux

Kurze Beschreibung des Entwurfs

Der Entwurf hat zum Zweck, ein 21,6 Hektar großes Abbaugebiet in der Nähe des Steinbruchs von Cielle an der Stelle eines Forstgebiets einzutragen.

Die Ausgleichsmaßnahmen bestehen in der Umwidmung:

- des südlich von Beffe gelegenen Freizeitgebiets in ein Agrargebiet (4,4 ha);
- des südlich des Weilers "Inzès Ris" gelegenen Freizeitgebiets in ein Agrargebiet (0,5 ha) und ein Forstgebiet (5,5ha);

- des nicht verstädterten Teils des südwestlich von Warisy gelegenen gemischten Gewerbegebiets in ein Agrargebiet (5 ha) und ein Forstgebiet (6,8ha).

Es wird ebenfalls eine Raumordnungsmaßnahme vorgesehen, die alle mit dem Steinbruchbetrieb verbundenen Handlungen und Arbeiten im Abbaugebiet verbietet, und zwar auf eine Tiefe von mindestens:

- 20 Meter zwischen dem Revisionsgebiet und dem Natura-2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche";
- 6 Meter beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Bachs "ruisseau de la carrière".

Betroffener Sektorenplan: Marche-La Roche

Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie: Pissart

Eine zusätzliche Umweltverträglichkeitsstudie wurde durchgeführt, nachdem der Betreiber im Februar 2015 einen Bruch entdeckt hatte. Dieser Bruch konnte eine Qualitätsminderung des in dem zukünftigen Abbaugebiet in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle bewirtschafteten Vorkommens erahnen lassen. Die erzielten Ergebnisse bestätigten, dass die Zielsetzungen der vorliegenden Revision des Sektorenplans immer noch erreicht sind und dass die Gründe für den EWR vom 12. Februar 2015 immer noch vorhanden sind.

Hintergrund der Stellungnahme

Datum des Eingangs der Akte: 8. September 2016

Gesetzliche Grundlage: Artikel 43 § 4 des CWATUP

Tragweite der Stellungnahme: Entwurf zur Revision des Sektorenplans

STELLUNGNAHME

1. Über die Eintragung eines Abbaugebiets

Der CRAT befürwortet das Ziel der Revision dieses Sektorenplans, das in der Eintragung eines Abbaugebiets am Steinbruch von Cielle besteht.

Zunächst möchte der CRAT auf die übermäßige Dauer des mit diesem Entwurf zur Revision des Sektorenplans Marche-La Roche verbundenen Verfahrens aufmerksam machen.

Er weist darauf hin, dass die zusätzliche Umweltverträglichkeitsstudie das Bestehen eines Potenzials zur kostengünstigen Gewinnung des Vorkommens von Quarzsandstein bestätigt. Dieses Projekt wird erlauben, die Bewirtschaftung des Vorkommens fortzusetzen und ihre Fortdauer über die nächsten Jahrzehnte sicherzustellen.

Der CRAT stellt ebenfalls mit Genugtuung fest, dass die Empfehlungen des Verfassers der Studie vom Antragsteller berücksichtigt und umgesetzt wurden.

Er macht des Weiteren die öffentliche Hand auf die Notwendigkeit aufmerksam, die Ausgangsstelle des Steinbruchs durch angemessene Bodenmarkierungen und Verkehrszeichen zu sichern.

2. Über die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen

2.1. Über die Eintragung eines Agrargebiets südlich von Beffe

Der CRAT stimmt der Eintragung dieses Gebiets zu.

Der CRAT erachtet, dass diese Eintragung angesichts der verschiedenen Einschränkungen innerhalb oder in der Nähe dieses Gebiets (von der ADESA bestimmtes Areal von landschaftlichem Interesse, autonomes Sanierungsverfahren, hohes Hochwasserrisiko, Natura 2000-Gebiet) zweckmäßig ist.

Diese Eintragung wird erlauben, den Sektorenplan der Sachlage anzupassen.

2.2. Über die Eintragung eines Agrargebiets und eines Forstgebiets südlich des Weilers "Inzès Ris"

Der CRAT stimmt der Eintragung dieser Gebiete zu.

Der CRAT ist der Meinung, dass diese Eintragung angesichts der Einschränkungen des Lebensraums (autonomes Sanierungsverfahren, schroffes Gelände) zweckmäßig ist.

Die neue Zweckbestimmung wird die Sachlage bestätigen.

Wie für das oben unter 2.1. erwähnte Freizeitgebiet, wird die Entwidmung des Freizeitgebiets keinen signifikanten Verlust für die Gemeinde darstellen.

2.3. Über die Eintragung eines Agrargebiets und eines Forstgebiets südwestlich von Warisy

Der CRAT stimmt der Eintragung dieser Gebiete zu.

Der CRAT erachtet, dass diese Eintragung angesichts der verschiedenen Einschränkungen innerhalb dieses Gebiets (von der ADESA bestimmtes Areal von landschaftlichem Interesse, autonomes Sanierungsverfahren, schroffes Gelände, schlechte Verkehrsanbindung und Notwendigkeit der Durchfahrt durch das Dorf Warizy) zweckmäßig ist.

Diese Eintragung wird erlauben, den Sektorenplan der Sachlage anzupassen.

Der CRAT ist der Meinung, dass die Auswirkung der Verringerung der Fläche des bestehenden gemischten Gewerbegebiets deswegen als geringfügig angesehen werden kann, weil die Umwandlung zugunsten einer anderen wirtschaftlichen Tätigkeit erfolgt.

3. Über die Begleitmaßnahmen

Der CRAT stimmt beiden Begleitmaßnahmen zu.

4. Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als gut.
Er unterstreicht die Klarheit des Dokuments und weist darauf hin, dass es die gesamten Bereiche im Zusammenhang mit Raumordnung und Umwelt gründlich analysiert.

Für den CRAT,

Pierre GOVAERTS,

Vorsitzender



STELLUNGNAHME

AZ.: CWEDD/16/AV.1039

Datum: 24/10/2016

Revision des Sektorenplans "MARCHE-LA ROCHE" zwecks der Eintragung von Abbaugebieten in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle und von Agrar- und Forstgebieten als Ausgleichsmaßnahmen auf dem Gebiet der Gemeinden LA ROCHE-EN-ARDENNE und RENDEUX

GRUNDDATEN

Antrag: Revision des Sektorenplans "MARCHE-LA ROCHE"

Projekt: - Standort: Gemeinden La Roche-en-Ardenne und Rendeux

- Lage im Sektorenplan: Forst-, Freizeit- und gemischte Gewerbegebiete

- Ausgleichsmaßnahmen: Abbau-, Agrar- und Forstgebiete

Antragsteller: Wallonische Regierung

Einreichung des Antrags durch: Carrière de Grès Réunies (C.G.R.) S.A., La Roche-en-Ardenne

Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie: S.A. PISSART, Architecture et Environnement, Trooz

Zuständige Behörde: Wallonische Regierung

Datum des Eingangs der Akte: 8/09/2016

Besichtigung vor Ort:

12/10/2016, in Anwesenheit des Verfassers der Studie, zusammen mit einem externen Mitarbeiter (Ökologer) und dem Antragsteller

Anhörung:

24/10/2016, in Anwesenheit des Verfassers der Studie und des Antragstellers

Das Projekt vor seinem Hintergrund: Das Projekt hat zum Zweck, die bestehende Abbautätigkeit im Steinbruch von Cielle durch die Eintragung von 21,6 ha Abbaufäche fortzusetzen: 17,7 ha in der nördlichen Verlängerung des gegenwärtigen Gebiets (abbaubare Reserve und Aufschüttung des Taubgesteins) und 3,9 ha im Westen, Südwesten und Süden (Regularisierung der Nebenbauten, die sich im Sektorenplan in einem Forstgebiet befinden, und Berichtigung der Grenzen). Als Ausgleichsmaßnahme wird die Eintragung des Freizeitgebiets von Beffe-Rendeux (4,4 ha) als Agrargebiet, die Eintragung des südlich von Inzès-Ris gelegenen Freizeitgebiets als Agrargebiet (0,5 ha) und als Forstgebiet (5,5 ha), und die Eintragung des nicht verstädterten Teils des gemischten Gewerbegebiets von Warizy als Agrargebiet (5 ha) und als Forstgebiet (6,8 ha) erwogen.

Es wird ebenfalls eine Raumordnungsmaßnahme vorgesehen, die alle mit dem Steinbruchbetrieb verbundenen Handlungen und Arbeiten im Abbaugbiet verbietet, und zwar auf eine Tiefe von mindestens 20 Metern zwischen dem Revisionsgebiet und dem Natura 2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" und 6 Metern beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Bachs "ruisseau de la Carrière".

STELLUNGNAHME ÜBER DIE QUALITÄT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSSTUDIE

Der CWEDD ist der Meinung, dass die Studie die zur Beschlussfassung notwendigen Elemente enthält. Die zuständige Behörde wird darin alle nützlichen Elemente finden, um ihren Beschluss zu fassen.

Hinsichtlich des Inhalts

Der CWEDD schätzt im Großen und Ganzen die gesamte Studie, insbesondere das Kapitel bezüglich der Hydrogeologie und der Hydrologie, sowie die Qualität ihrer nichttechnischen Zusammenfassung.

Hinsichtlich der Form

Der CWEDD schätzt die allgemeine Klarheit der Studie. Diese ist leicht zu lesen und mit Fotos, Graphiken, Darstellungen und Karten versehen. Er schätzt insbesondere die Erstellung einer Vergleichstabelle mit dem Vorentwurf und den vorgeschlagenen Umsetzungsvarianten, die unter Verwendung einer Farbcode dargestellt werden (vorteilhaft, neutral oder weniger vorteilhaft als der Vorentwurf).

STELLUNGNAHME ÜBER DIE UMWELTRELEVANZ DES PROJEKTS

A. Der CWEDD gibt eine positive Stellungnahme über die Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs von Cielle ab.

Der CWEDD stellt fest, dass der Antragsteller bereits zahlreiche Empfehlungen des Verfassers der Studie umgesetzt hat, um die Auswirkungen seiner Bewirtschaftung auf mehrere Bereiche wie Hydrologie, Hydrogeologie und biologische Vielfalt zu verringern. In der Tat bemerkte der CWEDD bei der Besichtigung vor Ort unter anderem die Schaffung von Böschungen, einer Waschanlage mit geschlossenem Kreislauf, mit Pumpen ausgerüsteten Becken, einer Pufferzone von mehr als 20 Metern am Natura 2000-Gebiet entlang sowie die Änderungen, die am Abraumhalde mit Taubgestein vorgenommen wurden, um dem Sicherheitsproblem abzuhelpfen.

Der CWEDD unterstützt alle Empfehlungen des Verfassers und legt besonders Nachdruck auf die folgenden, die im Rahmen des Antrags auf Globalgenehmigung berücksichtigt werden müssen:

- eine ausführliche technische Notiz über den Umgang mit dem Niederschlags- und Grubenwasser aufstellen;
- eine Planung zur phasenweisen Inbetriebnahme des Erweiterungsgebiets erstellen;
- einen kohärenten Wiederherstellungsplan für das gesamte Abbaugebiet in Erwägung ziehen;
- die Makroinvertebrate weiterhin beobachten, um zu überprüfen, ob dieser Tierbestand sich nach der nachhaltigen Einstellung der Sedimentablagerung wiederherstellen wird.

Der CWEDD verlangt außerdem, dass eine angemessene Bewertung der Auswirkungen auf das Natura 2000-Netz im Rahmen der dem Genehmigungsantrag im Falle von erheblichen Auswirkungen beizufügenden Umweltverträglichkeitsstudie vorgesehen wird.

B. Der CWEDD gibt eine positive Stellungnahme über die Eintragung des Freizeitgebiets von Beffe-Rendeux als Agrargebiet, die Eintragung des Freizeitgebiets von Inzès-Ris als Agrargebiet und als Forstgebiet, und die Eintragung des nicht verstädterten Teils des gemischten Gewerbegebiets von Warizy als Agrargebiet und als Forstgebiet im Rahmen von Ausgleichsmaßnahmen ab.

Der CWEDD stellt übrigens fest, dass diese Gebiete mit wichtigen Einschränkungen im Hinblick auf ihre Verstädterung zu rechnen haben, wie etwa:

- die unmittelbare Nähe eines Natura 2000-Gebiets, das Bestehen eines ADESA-Areals von landschaftlichem Interesse und eines hohen Hochwasserrisikos für das Gebiet von Beffe-Rendeux;
- das zerklüftete Gelände und Vorhandensein von Siedlungsgebieten in der Nähe für das Gebiet von Inzès-Ris;
- die Abgelegenheit des gemischten Gewerbegebiets, sein schroffes Gelände und sein landschaftliches Interesse. Es umfasst außerdem mehrere Lebensräume, die in biologischer Hinsicht interessant sind.

Zum Schluss weist der Rat darauf hin, dass die Eintragung dieser Gebiete eine Sachlage bestätigt.

C. Der CWEDD gibt eine positive Stellungnahme über die Raumordnungsmaßnahme ab, die alle mit dem Steinbruchbetrieb verbundenen Handlungen und Arbeiten verbietet, und zwar auf eine Tiefe von mindestens 20 Metern zwischen dem Revisionsgebiet und dem Natura 2000-Gebiet BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" und 6 Metern beiderseits des Bachs "Fond du Royen" und am linken Ufer des Bachs "ruisseau de la Carrière".

Wie unter Punkt A erwähnt, stellt der CWEDD fest, dass der Betreiber bereits verschiedene Anpassungen durchgeführt hat, um dieser Maßnahme gerecht zu werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/13084]

4 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche met betrekking tot de opneming van ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, op de artikelen 1, 22, 23, 25, 29, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 42bis tot 44, en 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk structuurplan (« SDER »), door de Waalse Regering aangenomen op 27 mei 1999, in de overweging dat de in aanmerking genomen optie voor wat betreft de bescherming en het beheer van de ondergrondse rijkdommen erin bestaat, de behoeften aan ruimte voor ontginningsactiviteit voor de komende dertig jaar in te vullen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op de Waalse gewestelijke beleidsverklaring, op 23 juli 2014 aan het Waalse Parlement voorgelegd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1987 tot opstelling van het gewestplan Marche-La Roche;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 55/5 en 55/6) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en, als planologische compensaties, de bestemming van gronden opgenomen als recreatiegebied en als gemengde bedrijfsruimte, op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Befte, Rendeux en Hodister) tot landbouw- en bosgebieden, en tot aanneming van de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek van het gewestplan;

Overwegende dat dat besluit meer bepaald de opneming beoogt van om en bij de 21,6 hectare ontginningsgebieden op gronden, heden opgenomen als bosgebied :

- enerzijds op de afzetting die in het noordelijk verlengde ligt van het huidig ontginningsgebied (om en bij de 17,7 ha);
- anderzijds, in het westen, het zuidwesten en het zuiden van het huidige ontginningsgebied (om en bij de 3,9 ha) om de aanhorigheden van de steengroeve op te nemen in het ontginningsgebied en de grenzen van het ontginningsgebied te herbepalen op de geografische grenzen;

en, als planologische compensaties, de opneming :

- van een landbouwgebied van om en bij 4,4 hectare op gronden, heden opgenomen als recreatiegebied te Befte-Rendeux;
- van een landbouwgebied van om en bij 0,5 hectare en van een bosgebied van om en bij de 5,5 hectare op gronden heden opgenomen als recreatiegebied bezuiden Inzès-Ris (Rendeux);

van landbouwgebieden (om en bij de 5 ha) en van een bosgebied (om en bij de 6,8 ha) op het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte van Warisy te Rendeux;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot uitvoering van een milieueffectenonderzoek op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche-La Roche, waarvan hierboven sprake;

Gelet op het effectenonderzoek op het voorontwerp van gewestplan, uitgevoerd door ingenieurskantoor Pissart, Architecture et Environnement, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42, lid 7, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening en boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het verslag uitgevoerd op 23 april 2014 door "Cellule d'Etude et de Développement en Ingénierie Acoustique ULg (CEDIA)" met betrekking tot de uitvoering van akoestische metingen in het milieu van de steengroeve van Cielle (La Roche) in april 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche met betrekking tot de opneming van ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister);

Overwegende dat dat besluit de opnemings bevestigt van de gebieden bepaald in het besluit van 19 december 2008 tot herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 55/5 en 55/6) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening; dat bedoeld besluit daarnaast een inrichtingsmaatregel voorziet in de zin van artikel 23, lid 2, 3°, van het Wetboek met betrekking tot het verbieden van alle handelingen en werken in verband met de exploitatie van de steengroeve in het ontginningsgebied met een diepte van minstens :

- 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », oostelijk gelegen;
- 6 meter aan beide kanten van de beek "Fond du Royen" en op de linkeroever van de beek van de steengroeve "Carrière";

Gelet op het aanvullend effectenonderzoek voor het gewestplan, uitgevoerd in april 2016 door ingenieurskantoor Pissart, Architecture et Environnement en op de begeleidende nota van 3 mei 2016;

Overwegende dat bedoelde aanvulling werd uitgevoerd na de ontdekking, door de uitbater in februari 2015, van een breuklijn die op een vermoedelijke daling in de kwaliteit van de afzetting in het toekomstig ontginningsgebied ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle kan wijzen; dat de verkregen resultaten bevestigen dat nog steeds tegemoet gekomen wordt aan de doelstellingen van deze gewestplanherziening en dat de motiveringen van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 nog steeds relevant zijn;

Overwegende dat de auteur van het aanvullend effectenonderzoek, op grond van de nieuwe gegevens waarover hij beschikt (geologisch onderzoek van F. Boulvain, bedrijfsplan van B. Michel en geofysische prospectie van het kantoor Calcis) acht dat de voorraden van de afzetting van het toekomstige ontginningsgebied beoogd bij huidige gewestplanherziening een werking mogelijk zullen maken over 31 jaar (namelijk iets meer dan 12 miljoen ton bruikbare grondstoffen), tegen een jaarlijkse maximumproductie van 450.000 t/jaar (in tegenstelling tot de 36 jaar ofte 16,2 miljoen ton bruikbare grondstoffen vermeld in het besluit van 12 februari 2015 tot aanneming van de ontwerp-herziening van het plan); dat deze verminderde voorraden met name verklaard worden door een te brede laag kwaliteitsarmere grondstoffen liggend boven op de laag ontginbare grondstoffen;

Overwegende dat de uitbating van dat noordwestelijk deel, wegens het gebrek aan een kwaliteitsvolle afzetting in het noordwestelijk deel van het toekomstig ontginningsgebied en wegens het risico voor de stabiliteit van de beddingen, niet meer relevant blijkt;

Overwegende dat de auteur er evenwel van uitgaat dat de voorgestelde omtrek uit de ontwerp-herziening van het gewestplan relevant blijft en dus bekrachtigd kan worden daar hij acht :

- dat het te verkiezen valt, een fysieke grens te behouden die vlot waarneembaar is, namelijk de beek van de steengroeve;
- dat het behoud van die westelijke rand als ontginningsgebied de mogelijkheid biedt om als buffergebied te dienen en de beek van de steengroeve te beschermen;

Overwegende dat bedoelde aanvulling en de begeleidende nota op 3 mei 2016 ter informatie zijn overgemaakt aan de CRAT (gewestelijke ruimtelijke ordeningscommissie), overeenkomstig hetgeen artikel 42bis van het Wetboek oplegt;

Gelet op het openbaar onderzoek dat van 10 mei 2016 tot 23 juni 2016 plaatsvond op het grondgebied van de gemeenten Rendeux en La Roche-en-Ardenne, overeenkomstig de artikelen 4, 43 en 46 van het Wetboek;

Gelet op de informatievergadering van 18 mei 2016, die plaatsvond in "Espace SCHERES", gelegen Route de Marche 11 te 6987 Rendeux, op het grondgebied van de gemeente Rendeux overeenkomstig artikel 4, lid 1, 8°, van het Wetboek;

Gelet op de stukken van het dossier, ter raadpleging voorgelegd bij het openbaar onderzoek, met inbegrip van het aanvullend effectenonderzoek van het gewestplan en de begeleidende nota;

Overwegende dat de bezwaarindieners hun bemerkings bij een persoonlijk schrijven hebben overgemaakt, met een exemplaar overgemaakt aan elke gemeente die het openbaar onderzoek organiseert;

Gelet op de bezwaren en bemerkings die tijdens het openbaar onderzoek in elke gemeente tot uiting kwamen, en als volgt vastgelegd :

Rendeux

	Naam :	Adres
1.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée n° 37, te 6900 Marche-en-Famenne
2.	Wathieu Roland	Rue de Chetenne n° 9, te 6987 Rendeux
3.	NATAGORA <i>via Piraux Joelle, Département Politique générale</i>	Rue Nanon nr. 98, te 5000 Namen

La Roche-en-Ardenne

	Naam :	Adres
4.	Demoulin Fabrice	Rue de la Centaurée n°37 te 6900 Marche-en-Famenne
5.	Nyssens Marianne	Rue du Paradis nr. 10 te 6980 Cielle

Gelet op de processen-verbaal voor de afsluitende zittingen van het openbaar onderzoek, gehouden op 23 juni 2016 te Rendeux en te La Roche-en-Ardenne;

Gelet op de overlegvergaderingen, overeenkomstig artikel 43 van het Wetboek gehouden in de vergaderzalen van de gemeenteraden van La Roche-en-Ardenne en Rendeux;

Gelet op de processen-verbaal van die overlegvergaderingen;

Gelet op het gunstig advies van de gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit van 6 juni 2016, met betrekking tot met name de compensaties en de gedeeltelijke exploitatie van het buffergebied van minstens 20 meter, waarvan sprake in artikel 2 van het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de huidige gewestplanherziening met het oog op het waarborgen van een afstand tussen de ontginningsactiviteit en de Natura 2000-locatie BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont en La Roche";

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Rendeux van 19 juli 2016, die beslist een gunstig advies over het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan uit te brengen en het gunstig advies van 6 juni 2016 van de gemeentelijke commissie ruimtelijke ordening en mobiliteit overneemt;

Gelet op het bij ontstentenis gunstig geacht advies van de gemeenteraad van La Roche-en-Ardenne over het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan;

Gelet op de adviezen ingewonnen bij de "Commission régionale d'aménagement du territoire", de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" en het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGO3);

Gelet op het gunstig advies van de CWEDD, uitgebracht op 24 oktober 2016;

Overwegende dat de CWEDD acht dat het effectenonderzoek voor het gewestplan de nodige gegevens bevat voor de besluitvorming van de Waalse Regering; dat genoemde commissie de ontginningsgebieden, de planologische compensaties en de inrichtingsmaatregel, voorgesteld bij het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche, bekrachtigt;

Gelet op het gunstig advies van de CRAT, uitgebracht op 27 oktober 2016;

Overwegende dat de CRAT acht dat het effectenonderzoek voor het gewestplan "kwaliteitsvol" is; dat zij de ontginningsgebieden, de planologische compensaties en de inrichtingsmaatregel, voorgesteld bij het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche, bekrachtigt;

Gelet op het advies van DGO3 van 14 juni 2016, gunstig wat betreft de aanvullende onderzoeksonderdelen;

Gelet op het advies van DGO3 van 9 november 2016, voorwaardelijk gunstig voor wat betreft de ontwerp-herziening van het gewestplan aangenomen op 12 februari 2015;

Overwegende dat de voorwaarden, gesteld door DGO3 in genoemd advies, onder de vergunning vallen en meer bepaald betrekking hebben op de breedte en het beheer van de buffergebieden, de eventuele werken in en bij de beken en de uitvoering van een gepaste evaluatie van de effecten op Natura 2000-locatie BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche"; dat de teneur van genoemd advies in het vervolg van dit besluit besproken wordt in de antwoorden op de bezwaren en bemerkingsen die in het openbaar onderzoek werden geopperd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van Natura 2000-locatie BE34023 "Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche" van 14 april 2016 (*Belgisch Staatsblad* van 5 juli 2016);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van Natura 2000-locatie BE34012 "Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton" van 14 april 2016 (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 2016);

Gelet op het ministerieel besluit van 18 april 1988 waarbij de gronden van het ambachtelijk gebied van Rendeux (Warisy) een ambachtelijke bestemming krijgen en hun onteigening van openbaar nut wordt verklaard;

Overwegende dat er in verband met de bezwaren die onder de globale vergunning voor de ontginningsactiviteit vallen in het stadium van de herziening van het gewestplan geen aanleiding toe is te anticiperen op de resultaten van de uitvoering van het beoordelingssysteem van de effecten van het project op het leefmilieu dat uitgevoerd zal worden in verband met het (de) nauwkeurige vergunningsplichtige project(en);

Overwegende dat de Waalse Regering na analyse van de tijdens het openbaar onderzoek geformuleerde bezwaren en van de na afloop van dat onderzoek uitgebrachte adviezen daarop als volgt wenst te antwoorden;

1. Sociaal-economische verantwoording

Overwegende dat er onder de gezamenlijke bezwaarindieners en instanties die in het kader van het openbaar onderzoek een standpunt uitbrachten één enkele bezwaarindieners wenst dat de uitbreiding van de steengroeve afgeremd wordt; dat hij vragen heeft bij de werkelijkheid van de sociaal-economische noden;

Antwoord :

Overwegende dat huidige gewestplanherziening er hoofdzakelijk toe strekt, de verderzetting van de activiteiten mogelijk te maken voor de steengroeve van Cielle in een tijdbestek van 30 jaar, zoals aanbevolen in het Waals structuurplan, met het oog op de waarborg voor de productie van siliciumrijk (75 %) kwartsiethoudend zandsteen en op de instandhouding van de rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid (resp. 21 personen en 34,5 VTE);

Overwegende dat zowel het effectenonderzoek voor het plan als het aanvullend deel de doelstellingen van huidige gewestplanherziening bekrachtigen en aantonen hoe belangrijk het is, de productie van kwartsiethoudend zandsteen van Cielle verder te zetten voor de Waalse bedrijvigheid; dat die gegevens door de CRAT worden bevestigd, daar zij "vaststelt dat het aanvullend effectenonderzoek de aanwezigheid bevestigt van een potentieel voor de economische productie van de afzetting van kwartsiethoudend zandgesteente" en verder aanstipt dat dit "[...] project de uitbating van de afzetting verder mogelijk zal maken en het voortbestaan ervan komende jaren zal garanderen";

Overwegende dat de steengroeve van Cielle één van de eerste twee Belgische zandsteenproducenten is (met een jaarlijkse maximumproductie van 450.000 ton); dat huidige gewestplanherziening in dat verband de toevoer naar de lokale, regionale, nationale en internationale afzetmarkten voor kwaliteitsvolle kiezel mogelijk zal maken, voornamelijk voor de aanmaak van koolwaterstofhoudende oppervlaktebedekkingen (afwerkklagen) en in ondergeschikte orde van hoogperformance beton (ratio 90 %-10 %); dat daardoor eveneens de bestaande, meestal lokale, werkgelegenheid in stand gehouden zal kunnen worden; dat dit bevestigd wordt door het behoud, over meerdere jaren heen, van het verkoopvolume in een context die gekenmerkt wordt door de onvoldoende productie in de zandsteengroeven die in de provincie Luxemburg in bedrijf zijn;

Overwegende dat het kwartsiethoudend zandgesteente, ontgonnen te Cielle (Formatie van Saint-Hubert), voor 75 % uit silicium bestaat, waardoor het bijzonder aangepast is voor de aanmaak van wegbedekkingen en hoogperformance beton (goede weerstand tov slijtage en uitstekende schuurlaag) en daardoor de op de markt bestaande substitutieproducten overvleugelt (met name porfier, sterker bestand tegen slijtage met echter minder goede versnelde gladheidscoëfficiënt; dat het aanvullend onderzoek erop gewezen heeft dat die afzetmarkten de meerderheid uitmaken van de productie die als gebonden aan de locatie Cielle te boek staat, namelijk 90 % van de productie voor 2015);

Overwegende dat het aanvullend onderzoek op geologisch vlak duidelijk maakt dat de gevolgen van de aangetroffen breuklijn secundair zijn en dat de veranderde kwaliteit, zoals vastgesteld in het boven gelezen deel van de afzetting, begin 2015, hoofdzakelijk toegeschreven dient te worden aan de varianties in de zijkanen van de faciës (continentale formatie, riviervormige geulen); dat hij er desondanks op wijst dat de kwaliteit van de "eedele producten" altijd gewaarborgd zal blijken dankzij de mengeling van de verschillende kwaliteiten van de afzetting, aangetroffen bij de uitbreiding;

Overwegende dat de uitbater meer de nadruk wenst te leggen op de verhandeling van de « bijproducten », gevormd door granulaat dat oneigenlijk is voor de productie van koolstofhoudende steenslag of hoogperformance beton en dat vroeger voor backfilling diende; dat genoemd granulaat in andere productieketens aan bod zal kunnen komen, zoals verhardingen, opvullingen of nog onderfunderingen; dat die valorisering van de bijproducten, volgens het aanvullende onderzoek, goed voor 10 % van de productie in 2015, evenwel niet ten nadele van de "eedele producten" zal gebeuren, maar ter aanvulling daarop, waarbij ook nog het volume steriele, en te storten, gesteenten verminderd wordt;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor het gewestplan en de aanvulling erop bevestigen dat dit project weldegelijk voldoet aan de criteria bepaald door de Waalse Regering in haar nota van 27 maart 2002 betreffende de opening van nieuwe ontginningsgebieden, luidend als volgt :

- bekrachtiging van de afzetting in het kader van de inventaris van de ondergrondse rijkdommen door de Universiteit Luik (2000);
- opneming van de aanvraag in een strategisch ontwikkelingsbeleidsplan van de onderneming inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit;
- uitbating die geen langer tijdsperspectief heeft dan zes jaar in het huidig ritme binnen de grenzen van het opgenomen gebied;

Overwegende dat dit ontwerp, gelet op wat voorafgaat, weldegelijk voldoet aan het bepaalde van artikel 1, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening daar de sociaal-economische behoeften van de gemeenschap door een spaarzaam gebruik van de bodem en zijn rijkdommen ingevuld kan worden;

2. Effecten op het leefmilieu en verzachtende maatregelen

Overwegende dat de meeste bezwaarindieners en geraadpleegde instanties achten dat de effecten op het leefmilieu, zoals vastgesteld, het project tot uitbreiding van de steengroeve van Cielle niet in vraag stellen; dat ze er evenwel op aandringen dat bijzondere maatregelen worden uitgewerkt ter beperking van de hinder door de ontginningsactiviteit op leefmilieu en omwonenden; dat het na de omschrijving van de tijdens de procedure geopperde bezwaren en bemerkingen die in navolgende deelonderwerpen aan bod komen passend is de nadruk te leggen op de antwoorden die dit besluit hierop zal geven;

Overwegende dat DGO3 vreest dat de uitvoering van het project de vracht aan zwevende deeltjes in de Ourthe zal verhogen, met de Fond du Royen (beek 2^e categorie, gelegen bezuiden de steengroeve van Cielle en opgenomen in de doelstelling kwaliteitsvolle zalmbestanden) en de beek van de steengroeve (niet geklasseerde beek op westgrens) als bijrivieren; dat het daaruit afleidt dat de impacten bijgevolg zouden kunnen optreden in bovengenoemde waterlopen (dichtslibben van paaiplaatsen en vernietiging van benthische habitats) en op Natura 2000-locatie BE34012 « Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton », gelegen op minder dan 5 km stroomafwaarts ten opzichte van de steengroeve van Cielle;

Overwegende dat ook een bezwaarindiener vreest voor een hogere vracht aan zwevende deeltjes in de waterlopen en voor een verandering in hun debiet ten gevolge van de wijziging in het traject van beide niet-geklasseerde beken gelegen benoorden de uitbreiding van de steengroeve van Cielle en bijrivieren zijn van beek van de steengroeve; dat hij bijgevolg vraagt dat er zo vroeg mogelijk maatregelen getroffen zouden worden om in een voldoende debiet te voorzien, evenals in kwaliteitsvol beekwater; dat hij in het bijzonder zijn steun verleent aan de maatregelen 10 tot 16 voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek van het gewestplan, met betrekking tot inpompen van water in de Fond du Royen, tot het voorkomen van overlopend water in de bezinkingsbekkens en tot het uitvoeren van een onderzoek op de macro-invertebraten, evenals tot de oprichting van wallen en buffergebieden;

Overwegende dat een bezwaarindiener het ontbreken betreurt van een passende effectenbeoordeling voor Natura 2000-locatie BE34023, aangrenzend aan de steengroeve; dat, hij, hoewel hij noteert dat de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan die Natura 2000-omtrek bij zijn onderzoek betreft, acht dat de informatie over de impact op de habitats en de soorten van communautair belang, aanwezig op deze locatie, gebrekkig is; dat hij erop aandringt dat een dergelijke beoordeling wordt uitgevoerd ter vrijwaring van de inachtneming van het gelijkwaardigheidsbeginsel en indien nodig begeleidingsmaatregelen voor te stellen (bufferstrook 20 meter enz);

Overwegende dat zowel de CWEDD als DGO3 erop aandringen dat er een passende effectenbeoordeling voor voornoemde Natura 2000-omtrekken wordt uitgevoerd in het kader van de latere vergunningen; dat DGO3 aanstipt dat dit onderzoek enerzijds alle mogelijke "verzachtende maatregelen" zal aanemen en, "om aanvaardbaar te zijn", het uitblijven van significante impacten op de lager gelegen Natura 2000-locatie zal moeten "aantonen", en dit voor elke uitbatingfase en anderzijds de inhoud en de vorm van dat onderzoek in samenwerking met het Departement Natuur en Bossen van DGO3 besproken zullen moeten worden;

Overwegende dat DGO3 acht dat de schade die de Natura 2000-locatie, gelegen in het oosten van de steengroeve, in het verleden heeft kunnen ondergaan, en waarvoor processen-verbaal zijn opgesteld, in de toekomst voorkomen zouden moeten worden dankzij de aanleg van een 20 m diepe bufferstrook, zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan Marche - La Roche;

Overwegende dat de geraadpleegde instanties het principe van de aanleg van bufferstroken langs de beken en de Natura 2000-locatie BE34023, zoals bepaald in de inrichtingsmaatregel waarvan sprake in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan Marche - La Roche, gunstig genegen zijn;

Overwegende dat DGO3 voor het overige acht dat de verplaatsing van de ongeklaseerde beken gelegen in het noorden van de uitbreiding en de aanleg van buffergebieden langs de beek van de steengroeve en de Fond du Royen een gedeeltelijk antwoord zullen kunnen bieden op de problemen van weerkerende verontreiniging van de Fond du Royen; dat genoemd bestuur acht dat de werkzaamheden voor de verplaatsing van de beek "zonder impact op de benedenstroom" zullen dienen te gebeuren en dat er een "discussie tussen het Departement Natuur en Bossen en de aanvrager" plaats zal moeten vinden om de gepaste bijzondere maatregelen te treffen die opgenomen zullen moeten worden in de toekomstige vergunning";

Overwegende dat genoemd bestuur evenwel wenst dat de 20 m diepe bufferstrook voorzien langs de Natura 2000-omtrek BE34023, in het oosten van de steengroeve, onder voorbehoud van de conclusies van een gepaste effectenbeoordeling voorafgaand aan de ontsluiting van het project, in diens beheerswijze en uitvoering (beplantingen en dergelijke), nader bepaald zal worden; dat genoemd bestuur daarnaast acht dat een 6 m diepe bufferstrook ten opzichte van de beken onvoldoende is en op 20 m gebracht zal moeten worden "om de noodzakelijke vrijwaring ervan te garanderen"; dat dit bestuur vraagt dat genoemde bufferstroken in hun beheerswijze en uitvoering nader bepaald worden met maatregelen zoals een verkeersverbod, een bouwverbod, een opslagverbod voor materialen en met de verdere benoeming van soort en wijze van aanplantingen;

Overwegende dat een bezwaarindiener vaststelt dat de ontbossing uit 2015 in de feiten omvangrijker was dan wat is voorgesteld bij de informatievergadering en dus aandringt op het belang van een buffergebied;

Overwegende dat DGO3, op basis van de gegevens waarover het beschikt, vaststelt dat "uit geen enkel element opgemaakt kan worden dat er een bodemverontreiniging bestaat of vermoed kan worden op het terrein [...]” beoogd bij deze gewestplanherziening;

Overwegende dat een bezwaarindiener, op landschappelijk vlak, acht dat de steengroeve van Cielle reeds een zware impact heeft gezien vanaf de Route du Tram te Cielle;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat het verkeer van en naar de steengroeve een bron van hinder is voor de inwoners van Cielle (stofneerslag op de wegen, niet-naleving van de verkeerssignalisatie enz);

Overwegende dat de CRAT de aandacht vestigt op de noodzaak om de uitrit die van de steengroeve komt te beveiligen met passende wegmarkeringen en verkeersborden;

Overwegende dat de CWEDD elke aanbeveling van de auteur "steunt" en in het bijzonder aandringt op volgende in aanmerking te nemen aanbevelingen, in het kader van de bedrijfsvergunning :

Een technische detailnota uitwerken [op het waterbeheer] in het kader van de bedrijfsvergunningsaanvraag;

Een fasering verrichten voor het uitbreidingsgebied;

Een samenhangend herinrichtingsplan onderzoeken voor het gehele ontginningsgebied;

De opvolging van de macro-ongewervelden verderzetten om het herstel van die fauna na te gaan nadat de lozing van sedimenten voor goed zal zijn opgehouden";

Overwegende dat zowel de CRAT als de CWEDD vaststellen dat de aanvrager bepaalde aanbevelingen van de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan in aanmerking neemt en ten uitvoer legt;

Antwoord :

Overwegende dat het besluit van 12 mei 2015 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan reeds op volgende moeilijkheden gewezen had zoals hierboven uiteengezet;

Overwegende dat daarin immers bepaald wordt dat de impacten van het ontwerp van uitbreiding van de steengroeve van Cielle hoofdzakelijk verband houden met de biodiversiteit, zowel wat betreft de risico's door het storten van sedimenten in beide bijbeken van Ourthe als wat betreft de nabijheid van habitats van beschermde soorten aanwezig in de Natura 2000-omtrek BE34023, als naburige locatie van de steengroeve; dat die eventuele gevolgen beheerst kunnen worden via gepaste maatregelen - te bevestigen met de latere vergunningen - en dus geen hinderpaal vormen voor de gewestplanherziening;

Overwegende dat de Waalse Regering, om die effecten te beperken op het natuurlijk milieu, daarnaast tegemoet is gekomen aan de aanbeveling van de auteur die het uittekenen van buffergebieden heeft voorgesteld langs de beken en bovenvermelde Natura 2000-omtrek door te opteren voor een inrichtingsmaatregel in de zin van artikel 23, 3°, van het Wetboek; dat dit beoogd is in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 en bevestigd moet worden;

Overwegende dat erop gewezen dient te worden dat de impacten op het natuurlijk milieu, als gevolg van de uitvoering van de uitbating, voor het merendeel vergelijkbaar zullen zijn met de impacten die ontstonden door de huidige uitbating, wegens het behoud van de aanhorigheden van de steengroeve bezuiden het gebied langs de beek Fond du Royen en wegens het verderzetten van de uitbating naar het noorden tussen de beek van de steengroeve in het westen en de Natura 2000-omtrek BE34023 in het oosten;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek meldt dat de te dikke sedimentering in de beken toe te schrijven is aan het aflopend water van de binnenwegen en de plaats van ligging van de verbrijzelings- en laadinstallaties; dat hij op grond van de conclusies van het onderzoek op de populatie benthische macro-ongewervelden aan de boven- en aan de onderkant van de steengroeve van Cielle, na een onderzoek van Dr. Leclercq van de ULg in oktober 2009, acht dat mits het uitvoeren van maatregelen voor de volledige verdwijning van de geloosde sedimenten, er een spoedig herstel van de fauna van benthische ongewervelden mogelijk zal zijn en dat hij bijgevolg de uitvoering van een nieuw onderzoek aanbeveelt in het kader van de toekomstige vergunningsaanvragen;

Overwegende dat de breedte van de buffergebieden langs de beken (6 meter) en de Natura 2000-omtrek BE34023 (20 meter), in aanmerking genomen in het besluit van 12 februari 2015, bepaald werden door de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek, na analyse van de bestaande toestand en van de impacten van de huidige en toekomstige uitbating op het natuurlijk milieu (beken en semi-natuurlijke bosbestanden op de oevers en Natura 2000-locatie BE34023); dat noch de CRAT noch de CWEDD die maatregel in twijfel hebben getrokken;

Overwegende dat de auteur daarnaast, in het aanvullend effectenonderzoek uitgevoerd in april 2016, erop wijst dat de uitbater de uitbating van de noordwestelijke rand van de uitbreiding niet meer overweegt, wegens de mindere kwaliteit van de aldaar aanwezige gesteenten; dat hij acht dat de niet-uitbating van dat deel zijn rol als "buffergebied" zal kunnen opnemen en dit de vrijwaring van de beek van de steengroeve mogelijk zal maken; dat eveneens overwogen wordt de binnenweg naar de houwfronten in de westelijke rand van de uitbating te verplaatsen naar de oostelijke rand van de uitbating;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek ter aanvulling op de inrichting van die buffergebieden andere maatregelen aanbeveelt om de impacten te beperken van de ontginningsactiviteit, op de beken; dat dit geldt voor de uitwerking van een technische nota inzake het beheer van aflopend en opgepompt water in het kader van de vergunningsaanvraag die oplossingen zal kunnen bepalen en uitvoeren voor de verminderde storing van de waterdebieten en de toevoer van sedimenten naar de waterlopen; dat één van die oplossingen erin zou kunnen bestaan de ongeklasseerde waterlopen, gelegen benoorden de uitbating, om te leggen, zoals gesuggereerd door een bezwaarindienaar en DGO3, en waarvan het debiet variabel is (oppervlakkige waterstromen);

Overwegende dat de uitbater, vanaf het begin van de procedure, geleidelijk de aanbevelingen uitgevoerd heeft, zoals geformuleerd door de Waalse Regering in haar besluiten en door de auteur van het effectenonderzoek;

Overwegende dat die initiatieven van de uitbater eveneens door de CRAT en de CWEDD in hun respectievelijke adviezen zijn opgemerkt;

Overwegende dat sommige van die beheers- en begeleidingsmaatregelen, door de uitbater uitgevoerd, ertoe strekken een significante vermindering in te houden van de impact van de ontginningsactiviteit op de Fond du Royen en de beek van de steengroeve; dat het meer bepaald een systeem betreft waarbij het stof teruggeblazen wordt naar de installaties en een spoelinstallatie voor de wielen van de vrachtwagens bij het uitrijden van de steengroeve, de installatie van een persfilter, de bouw van merloenen (langs de binnenweg gelegen aan de westelijke rand van de steengroeve en aan de oever van Fond du Royen), de optimalisering van de bezinkingsbekkens en de installatie van omheiningen;

Overwegende dat de aanleg van een bufferstrook van 20 m diep langs de beken, zoals gevraagd door DGO3, niet uitvoerbaar is gelet op de kenmerken van de locatie en de drukfactoren die op de uitbating wegen; dat dit immers een verplaatsing zou inhouden van de aanhorigheden naar het noorden (schoonmaken van de nieuwe standplaats met een consequente toename van de ophoping steriele gesteenten), evenals het opnieuw uitdenken van de toegangswegen naar de steengroeve, wat onmogelijk is rekening houdend met de configuratie van de locatie op de flank van hellingen en bijgevolg een risico zou vormen voor de verderzetting van de uitbating van de locatie Cielle; dat de redenen van de keuze voor die afstand daarnaast onvoldoende onderbouwd zijn door DGO3 en dientengevolg het feit niet verantwoordt dat afgeweken wordt van de aanbeveling van de auteur van het effectenonderzoek voor dit gewestplan;

Overwegende dat de Waalse Regering, gelet op bovenstaande gegevens, het bijgevolg in dit stadium onnodig acht om de breedte van de bufferstroken langs de beken, zoals gevraagd door DGO3, nog verder uit te diepen en dus niet in tegenspraak is met het voorstel van DGO3;

Overwegende dat artikel 29, § 2, van de wet op het natuurbehoud bepaalt dat elk vergunningsplichtig plan of ontwerp, zelfs indien het niet rechtstreeks verbonden is aan of nodig is voor het beheer van de locatie, passend beoordeeld wordt inzake milieueffecten als dit plan of project op significante wijze een Natura 2000-locatie zou kunnen beïnvloeden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de vermoedelijke effecten van de uitvoering van het project op de Natura 2000-locatie BE34023, gelegen in het oosten van de steengroeve van Cielle, onderzocht heeft; dat hij besluit dat de impacten op die locatie (steenpuin enz) voorkomen zullen kunnen worden dankzij de aanleg van een 20 m diepe bufferzone; dat hij die impacten evenwel relateert wegens de smalle oppervlakte die aan de activiteiten van de steengroeve blootgesteld zijn (0,5 %) in vergelijking met de totale oppervlakte van de Natura 2000-locatie en de goede vertegenwoordiging van de betrokken habitats in het saldo van die locatie; dat hij daarnaast het positieve karakter van de steengroeve vermeldt wegens de aanzienlijke ecologische potentialiteiten die zij op middellange en lange termijn zal ontwikkelen;

Overwegende dat het, zoals aangegeven in het besluit van 12 februari 2015, de bevoegde overheden zullen zijn die, in het kader van de bedrijfsvergunningsaanvraag, de uitvoering van een gepaste effectenbeoordeling zullen moeten opleggen voor de aangrenzende Natura 2000-locatie, zodat nagegaan zal kunnen worden of dit daadwerkelijk geen negatieve impact op de locatie zal hebben, en die eventuele inrichtingsmaatregelen zullen moeten voorstellen; dat dit standpunt, dat in de respectievelijke adviezen van CWEDD en DGO3 gedeeld wordt, in dit besluit wordt bevestigd;

Overwegende dat, voor het overige, de juiste afbakening (uitgestrektheid, inrichting,...) van die gezamenlijke bufferzones waarvan sprake hierboven onderzocht zal moeten worden door het effectenonderzoek voor de aanvraag om globale vergunning met het oog op de ontginning van de site zodat die aanvraag indien nodig de vrijwaring van het Natura 2000-gebied en van de beken "beek van de steengroeve" en Fond du Royen nog meer bevestigt;

Overwegende dat, wat betreft de landschappelijke impacten vanuit het dorp Cielle, en in het bijzonder vanaf de rue du Tram, in het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de gewestplanherziening voor Marche – La Roche de conclusies overgenomen worden van de auteur van het effectenonderzoek voor genoemd gewestplan, waarin gemeld wordt dat de huidige vergezichten geleidelijk aan verzacht zullen worden doordat weer aangeknoopt zal worden met de aanplantingen op de terril van steriele gesteenten en dat de eigenlijke uitbreiding niet zichtbaar zal zijn vanuit die punten, rekening houdend met de ligging ervan in het beekvalleitje van de beek van de steengroeve;

Overwegende dat het effectenonderzoek overigens meldt dat als de steengroeve in het landschap te zien is, dit niet [door ADESA] gekenmerkt werd als een "devaloriserend element";

Overwegende dat, gelet op de beschikbare gegevens (luchtbeelden en effectenonderzoek van het gewestplan en aanvulling daarop), blijkt dat de uitbater inderdaad zonder machtiging vooruitliep op de gewestplanherziening door het houwfront veel verder naar het noorden uit te breiden dan het huidige ontginningsgebied, opgenomen op het gewestplan, d.i. om en bij de helft van de toekomstige uitbreiding zoals beoogd bij de huidige gewestplanherziening;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan er niet toe kan strekken, de huidige in overtreding zijnde uitbatingen te regulariseren; dat in dat opzicht benadrukt dient te worden dat de auteur van het onderzoek, niettegenstaande de inbreuken, geacht heeft dat de voorraden aanwezig in het saldo van de uitbreiding nog een uitbating mogelijk zouden maken over ongeveer 23 jaar, te rekenen van 2015 (met als grondslag een maximale jaarproductie van 450.000 t/jaar); dat de Waalse Regering niet voornemens is, haar beslissing afhankelijk te maken van het voldongen feit;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan en de bestraffing van de inbreuken twee afzonderlijke en op zichzelf staande procedures zijn; dat het niet de taak van de Regering is om zich in het kader van deze herziening van het gewestplan uit te spreken over de aangegeven overtredingen; dat de Regering eenvoudigweg de noodzaak vaststelt om het gewestplan te herzien om redenen die hiervoor reeds werden opgegeven in huidig besluit, boven het feit uit dat er heden een vergunningloze ontginning gaande is;

Overwegende dat, zoals reeds gemeld in het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan Marche – La Roche de andere varianten van de uitvoering en de nog niet uitgevoerde maatregelen, voorgesteld door de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan, niet onder het gewestplan vallen in de zin van artikel 23 van het Wetboek en in aanmerking genomen, in voorkomend geval nader bepaald en verder aangevuld zullen moeten worden via de behandeling van de administratieve procedures voor de vergunningen, gevoerd ten gevolge van huidige gewestplanherziening; dat dit in het bijzonder geldt voor de fasering van de uitbating, de uitwerking van een technische nota waterbeheer (eventuele omlegging van de ongeklasseerde beken), van de punten betreffende het verkeer, het onderzoek naar de macro-ongewervelden en de heraanleg voorgesteld door het ingenieurskantoor Pissart;

Overwegende ten slotte dat de CRAT acht dat de auteur van het onderzoek "een diepteonderzoek uitvoert naar de gezamenlijke vakgebieden die onder de ruimtelijke ordening en het leefmilieu vallen";

Overwegende dat, zelfs als het waar is dat de vestiging van een industriële activiteit daadwerkelijk een bron van hinder kan zijn, de uitbater van de steengroeve van Cielle de milieuverplichtingen zal moeten naleven, opgelegd bij besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de steengroeven en hun aanhorigheden, evenals bij de vergunning die verstrekt zou kunnen worden voor de vestiging en de uitbating van de steengroeve; dat de uitbater eveneens alles in het werk zal moeten stellen om ervoor te zorgen dat zijn activiteit geen verdere hinder veroorzaakt;

3. Planologische compensaties

Overwegende dat een bezwaarindiener het feit betreurt dat het verlies aan biodiversiteit, in verband met de uitbreiding van de steengroeve, in de feiten niet werkelijk gecompenseerd wordt; dat hij, hoewel hij noteert dat het beginsel van de planologische compensatie één hectare voor één hectare nageleefd wordt, acht dat de bestemmingswijziging op het gewestplan geen enkele meerwaarde biedt in termen van biodiversiteit en dat de impact van de uitbreiding van de steengroeve, wegens het uitblijven van de uitvoering van bijzondere maatregelen voor het waterbeheer en de aanwezigheid van habitats en soorten van communautair belang, hoger dreigt te zijn dan nu;

Overwegende dat de CWEDD en de CRAT de drie in aanmerking genomen planologische compensaties bekrachtigen;

Overwegende dat de CRAT daarnaast acht dat de impact van de bestemmingswijzigingen verwaarloosbaar is: de onttrekking van het statuut van recreatiegebied voor de gebieden Rendeux en Baffe « vormt geen enkel significant verlies voor de gemeente [Rendeux] en de impact van de kleinere oppervlakte van de gemengde bedrijfsruimte Wariis "kan als onbeduidend beschouwd worden voor zover die conversie ten voordele van een andere economische activiteit gebeurt";

Antwoord :

Overwegende dat de keuze van de recreatiegebieden Rendeux-Beffe en Inzès-Riz, evenals het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte Warizy, in overleg met de gemeente Rendeux tot stand kwam, zodra de aanvraag voor de gedeeltelijke herziening van het gewestplan in 2008 tot stand kwam; dat die keuze overigens door de gemeenteraad van de gemeente Rendeux bekrachtigd werd, in diens advies van 8 september 2008, uitgebracht in het kader van de informatieverlening aan het publiek zoals bepaald in artikel 42bis van het Wetboek, overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Leefmilieuwetboek; dat het besluit van 19 december 2008 tot herziening van het gewestplan en tot aanneming van het voorontwerp van herziening vervolgens deze planologische compensaties in overweging heeft genomen;

Overwegende dat de inhoud van de planologische compensatie er niet noodzakelijk toe strekt, meerwaarde te bieden in termen van biodiversiteit, zelfs indien dat één van diens effecten kan zijn; dat het terzake dus het kantoor, belast met het effectenonderzoek, toebehoorde de ligging van de planologische compensaties, aangewezen door de Waalse Regering in haar besluit van 19 december 2008 te bekrachtigen ten behoeve van de economische, maatschappelijke, milieu- en erfgoedgerelateerde noden, evenals ten opzichte van de feitelijke toestand, en desnoods alternatieve liggingen voor te stellen; dat het hem eveneens te beurt moet vallen, de negatieve en positieve gevolgen te benoemen, ook inzake biodiversiteit, en bij negatieve effecten, verzachtende maatregelen of een afbakingsvariant voor te stellen;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan geacht heeft dat de gebiedsbestemmingen waarvan sprake overeenstemmen met de grondinneming en relevant zijn ten opzichte van de biologische kwaliteit (aanwezigheid van enkele alluviale bosbestanden en delen van droge heide) en van de ecolandschappelijke belangen die in betrokken locaties aan te treffen zijn; dat hij evenwel erkent dat, hoewel de inneming en het gebruik van de bodems in de compensaties in huidige staat in stand gehouden worden, dit "geen enkele rol zal spelen in de eigenlijke ecologische compensatie"; dat hij bijgevolg pleit voor de aanneming van een samenhangend ecologisch rehabilitatieplan voor het gezamenlijk ontginningsgebied Cielle (bestaand en toekomstig) en voor het in overweging nemen van de zorgen inzake instandhouding van de biodiversiteit in de land- en bosbouwpraktijken op de gronden gebruikt als planologische compensatie zoals agromilieumaatregelen, de omschakeling van naaldbossen naar loofboomsoorten, aangepast aan de standplaats enz;

Overwegende dat de voorwaarden bedoeld in artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek nageleefd worden; dat de om en bij de 21,6 ha ontginningsgebied opgenomen bij deze gewestplanherziening immers weldegelijk planologisch gecompenseerd worden door de opnemings van om en bij de 22,2 ha niet voor bebouwing bestemd gebied;

Overwegende dat rekening houdend met bovenstaande gegevens bijgevolg niets het behoud van de planologische compensaties zoals in aanmerking genomen in de besluiten van 19 december 2008 tot aanneming van het voorontwerp en van 12 februari 2015 tot aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Marche – La Roche in de weg staat;

Overwegende dat de vragen voor het overige beantwoord zullen worden in het kader van de bedrijfsvergunningaanvraag, die de concrete ontsluiting zal uitmaken van het onderliggende project van huidige gewestplanherziening, van de beoordeling van de effecten waaraan deze blootgesteld zal worden (met inbegrip van de gepaste effectenbeoordeling bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet inzake natuurbehoud) en van de vergunning die afgeleverd zou kunnen worden;

4. Procedurele aspecten

Overwegende dat sommige bezwaarindieners hun wens te kennen hebben gegeven, de locatie tijdens het openbaar onderzoek te bezoeken; dat anderen vaststellen dat de uiteenzettingen tijdens de informatievergadering geen beelden van de locatie bevatten (luchtbeelden, foto's);

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de informatie- en bekendmakingsmaatregelen, bepaald door het Wetboek, onvoldoende zijn; dat hij het feit betreurt dat de eigenaars van de gronden betrokken bij de gewestplanherziening niet persoonlijk zijn ingelicht daar er gevolgen zijn voor de waarde van de goederen; dat hij ten slotte acht dat de bekendmaking van het bericht inzake openbaar onderzoek in de dagbladen de mogelijkheid niet inhoudt om de in het buitenland verblijvende personen te verwittigen;

Antwoord :

Overwegende dat er tijdens de procedure wel degelijk een informatievergadering heeft plaatsgevonden overeenkomstig artikel 4, lid 1, 8°, van het Wetboek, dat geen nauwkeurige modaliteiten oplegt; dat de burgers voor het overige eveneens de mogelijkheid hebben gehad om de dossiers in te zien in de gemeentehuizen die het openbaar onderzoek organiseren bij toepassing van artikel 4, lid 1, 4°, en technische uitleg te verkrijgen overeenkomstig artikel 4, lid 1, 5°, van het Wetboek;

Overwegende dat huidig openbaar onderzoek is aangekondigd, zowel bij wijze van aanplakking (op de gewoonlijke plaatsen van aanplakking en ter plekke) als in de bladzijden met plaatselijk nieuws van drie Franstalige dagbladen op respectievelijk 6 mei 2016 (La Dernière Heure) en 7 mei 2016 (L'Avenir du Luxembourg, La Meuse Luxembourg) evenals in "Les annonces de l'Ourthe" – editie van 4 mei 2016, kosteloos verdeeld; dat de artikelen 4, lid 1, 7°, en 43, § 2, van het Wetboek bijgevolg nageleefd zijn;

Overwegende dat het openbaar onderzoek bovendien, zoals mogelijk gemaakt bij artikel 4, lid 2, van het Wetboek, eveneens aangekondigd werd op de website van de gemeente Rendeux en op de website van het operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) om een zo ruim mogelijke bekendmaking te voorzien, daarbij inbegrepen ten behoeve van de personen die in het buitenland verblijven;

Overwegende dat het Wetboek niet in de individuele informatieverstrekking van elke eigenaar van gronden, betrokken bij een gewestplanherziening, voorziet, de gezamenlijke modaliteiten zoals hierboven uiteengezet voldoende waren om een daadwerkelijke deelneming van de bevolking te garanderen bij de besluitvorming op het vlak van de gewestplanherziening;

Conclusie :

Overwegende dat de Waalse Regering de gebieden, bedoeld bij het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche - La Roche bevestigt en definitief de opneming in aanmerking neemt van om en bij de 21,6 hectare ontginningsgebied op gronden die heden als bosgebied opgenomen zijn :

- enerzijds op de afzetting die het noordelijk verlengde ligt van het huidig ontginningsgebied (om en bij de 17,7 ha);
- anderzijds, in het westen, het zuidwesten en het zuiden van het huidige ontginningsgebied (om en bij de 3,9 ha) om de aanhorigheden van de steengroeve op te nemen in het ontginningsgebied en de grenzen van het ontginningsgebied te herbepalen op de geografische grenzen;

en, als planologische compensaties, de opneming :

- van een landbouwgebied van om en bij 4,4 hectare op gronden heden opgenomen als recreatiegebied te Befe-Rendeux;
- van een landbouwgebied van om en bij 0,5 hectare en van een bosgebied van om en bij de 5,5 hectare op gronden heden opgenomen als recreatiegebied bezuiden Inzès-Ris (Rendeux);
- van landbouwgebieden (om en bij de 5 ha) en van een bosgebied (om en bij de 6,8 ha) op het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte van Warisy te Rendeux;

Overwegende dat de om en bij de 21,6 hectare bebouwingsgebied overeenkomstig artikel 46, § 1, van het Wetboek bijgevolg planologisch gecompenseerd werden door de opneming van 22,2 hectare niet-bebouwingsgebied;

Overwegende dat de omvorming van het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte Warisy tot landbouw- en bosgebied, zoals uiteengezet in het besluit van 12 februari 2015 tot voorlopige aanneming van de huidige gewestplanherziening, een einde zal maken aan elke mogelijkheid om die gronden te bebouwen en er een onteigeningsprocedure voor economisch gebruik op te starten zoals mogelijk werd gemaakt bij het ministerieel besluit van 18 april 1988 waarbij de gronden van het ambachtelijk gebied van Rendeux (Warisy) tot een ambachtelijke bestemming werden gemaakt en de onteigening ervan van openbaar nut werd verklaard;

Overwegende dat gelet op bovenvermelde antwoorden de Waalse Regering de inrichtingsmaatregel waarvan sprake in artikel 2 van voornoemd besluit behoudt, dat erin bestaat 20 m brede bufferzones aan te leggen tussen het toekomstig ontginningsgebied en de Natura 2000-omtrek oostelijk gelegen van en minstens zes meter aan weerszijden van de beek Fond du Royen en op de linkeroever van de beek van de steengroeve; dat het evenwel gepast blijkt, de uitvoering van handelingen en werken niet te beletten die er juist toe zouden strekken, de ontginningsactiviteit van die beken en van de Natura 2000 omtrek BE34023 af te zonderen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke wijziging van de bladen nrs 55/5 en 55/6 van het gewestplan Marche – La Roche tot opneming op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche en Ardenne, van ontginningsgebieden als uitbreiding in het noorden, westen, zuidwesten en zuiden van het ontginningsgebied van de steengroeve van Cielle en op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Befe, Rendeux, Hodister) van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. Volgende inrichtingsmaatregel wordt opgelegd :

Uitgezonderd de handelingen en werken voor de afzondering van de locaties, worden alle handelingen en werken in verband met de uitbating van de steengroeve verboden in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van minstens :

- 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », oostelijk gelegen;
- 6 meter aan beide kanten van de beek "Fond du Royen" en op de linkeroever van de beek van de steengroeve (ruisseau de la Carrière).

Art. 3. De milieuverklaring, voorgelegd door de Regering overeenkomstig artikel 44 van het Wetboek, wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage

Milieuverklaring bij de definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche met betrekking tot de opnemingsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister)

Deze milieuverklaring is vereist krachtens artikel 44 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed (hierna het Wetboek).

Ze dient als bijlage te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 55/5 en 55/6) met betrekking tot de opnemingsgebieden op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister). Ze wordt gelijktijdig met bedoeld besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de wijze waarop de overwegingen inzake leefmilieu opgenomen worden in de gewestplanherziening en waarop rekening wordt gehouden met het effectenonderzoek voor het gewestplan, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen. Ze is eveneens een samenvatting van de redenen voor de keuze voor de gewestplanherziening rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen.

Daar dit document samenvattend van aard is, verwijst deze milieuverklaring voor details en voor het overige naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van bedoelde gewestplanherziening.

Voor meer leesbaarheid wordt de milieuverklaring onderverdeeld in drie hoofdstukken : Het eerste hoofdstuk behandelt de gewestplanherziening ; het tweede hoofdstuk gaat in op de chronologie van de procedure voor de gewestplanherziening; het derde hoofdstuk bespreekt de overwegingen inzake leefmilieu.

1. Inhoud van de gewestplanherziening

Deze gewestplanherziening werd onderworpen aan de procedure waarvan sprake in de artikelen 42bis en volgende van het Wetboek. Ze strekt er samenvattend toe de verderzetting van de bestaande uitbating van de afzetting van kwartszandsteen, rijk aan silicium (75%), in de steengroeve van Cielle (Rendeux-LaRoche) mogelijk te maken.

De vraag naar dat product zou in de toekomst stabiel moeten blijven terwijl de voorraden die nu in het huidig gebied nog ontgonnen worden, bijna uitgeput zijn. De steengroeve is goed voor 21 rechtstreekse banen en 34,5 FTE onrechtstreekse banen. De afzetting is opgenomen in de inventaris van de ondergrondse rijkdommen, opgemaakt door het "Laboratoire des analyses litho-et zoostratigraphiques" van het Departement Geologie van de Universiteit Luik (Professor Poty).

Deze gewestplanherziening sluit rechtstreeks aan op de beleidsnota van de Waalse Regering van 27 maart 2002 betreffende de valideringsmethode voor de aanvraagdossiers inzake de opnemingsgebieden in de gewestplannen, een beslissing luidens welke de Regering de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft de aanvraagdossiers voor uitbreidingen van ontginningsgebieden te behandelen aan de hand van volgende methode: nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een locatie gevalideerd door voornoemde studie van professor Poty, of ze voldoet aan een strategisch plan inzake de ontwikkeling van de

onderneming in termen van economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit en of ze minstens één van de volgende prioriteiten volgt:

- de huidige uitbating mag niet langer dan zes jaar duren in de toegelaten grenzen, in functie van het huidig uitbatingsritme, behoudens buitengewone omstandigheden;
- de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productief potentieel in een materiaal dat als input dient in een in Wallonië belangrijke economische sector.

De herziening heeft bijgevolg betrekking op de opneming, op het gewestplan van Marche La Roche (bladen 55/5 en 55/6) van ontginningsgebieden:

- enerzijds op de afzetting die het noordelijk verlengde ligt van het huidig ontginningsgebied (om en bij de 17,7 ha) ;
- anderzijds, in het westen, het zuidwesten en het zuiden van het huidige ontginningsgebied (om en bij de 3,9 ha) om de aanhorigheden van de steengroeve op te nemen in het ontginningsgebied en de grenzen van het ontginningsgebied te herbepalen op de geografische grenzen ;

en, als planologische compensaties, de opneming:

- van een landbouwgebied van om en bij 4,4 hectare op gronden heden opgenomen als recreatiegebied te Beffe-Rendeux;
- van een landbouwgebied van om en bij 0,5 hectare en van een bosgebied van om en bij de 5,5 hectare op gronden heden opgenomen als recreatiegebied bezuiden Inzès-Ris (Rendeux);
- van landbouwgebieden (om en bij de 5 ha) en van een bosgebied (om en bij de 6,8 ha) op het zuidelijk deel van de gemengde bedrijfsruimte van Warisy te Rendeux.

Een inrichtingsmaatregel in de zin van artikel 23, lid 2, 3°, van het Wetboek is eveneens voorzien om, uitgezonderd de handelingen en werken voor de afzondering van de locaties, alle handelingen en werken in verband met de uitbating van de steengroeve te verbieden in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van minstens:

- 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche », oostelijk gelegen ;
- 6 meter aan beide kanten van de beek "Fond du Royen" en op de linkeroever van de beek van de steengroeve (ruisseau de la Carrière").

2. Chronologie van de gewestplanherziening

De herziening van het gewestplan Marche La Roche werd onderworpen aan de procedure waarvan sprake in de artikelen 42bis tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en volgde deze chronologie:

In juli 2008 diende de vennootschap Carrières de Grès Réunies (CGR) een aanvraag tot herziening van het gewestplan Marche – La Roche in overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek om de uitbreiding van de activiteiten van de steengroeve van Cielle (Rendeux en La Roche) mogelijk te maken.

Op 19 december 2008 besliste de Waalse Regering tot de herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 55/5 en 55/6) en tot aanneming van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening met het oog op de opneming van ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en, als planologische compensaties, de bestemming van gronden opgenomen als recreatiegebied en als gemengde bedrijfsruimte, op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Beffe, Rendeux en Hodister).

Bij besluit van 30 april 2009 besliste de Waalse Regering tot uitvoering van een milieueffectenonderzoek op het voorontwerp van herziening van het gewestplan en heeft ze de inhoud van het effectenonderzoek voor het gewestplan aangenomen.

Het effectenonderzoek voor het gewestplan, opgelegd overeenkomstig de artikelen 42, lid 2, en 42bis, lid 8, van het Wetboek werd door s.a. Carrières de Grès Réunies overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek toevertrouwd aan ingenieurskantoor s.a. Pissart sprl, Architecture et Environnement.

In april 2014 werden bijkomende akoestische metingen uitgevoerd door het Centre d'Etude et de Développement en Ingénierie Acoustique (CEDIA).

Op 12 februari 2015 nam de Waalse Regering op grond van het effectenonderzoek en voornoemd verslag van CEDIA Gelet voorlopig de gedeeltelijke herziening aan van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 55/5 en 55/6) met betrekking tot de opnemings van ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Beffe, Rendeux, Hodister).

Een aanvullend effectenonderzoek voor het gewestplan werd uitgevoerd in april 2016 door ingenieurskantoor Pissart, Architecture et Environnement (behoorlijk erkend volgens artikel 42 van het Wetboek) na ontdekking van een breuklijn door de uitbater in februari 2015.

Daarop volgt de inzageprocedure volgens de artikelen 42 en volgende van het Wetboek.

Zodoende werd een openbaar onderzoek in verband met de gedeeltelijke herziening van het gewestplan, dat van 10 mei 2016 tot 23 juni 2016 plaatsvond op het grondgebied van de gemeenten Rendeux en La Roche-en-Ardenne, opgestart.

De informatievergadering, voorzien tijdens het onderzoek bij artikel 4, lid 1, 8°, van het Wetboek werd op 18 mei 2016 in Rendeux gehouden.

De overlegvergaderingen, voorzien na afloop van het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 43 van het Wetboek, werden dan op 28 juni 2016 gehouden in La Roche en Ardenne en Rendeux.

Op 19 juli 2016 bracht de gemeenteraad van Rendeux een gunstig advies uit over het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan.

De gemeenteraad van La Roche en Ardenne kon niet in de opgelegde termijn bijeengeroepen worden en zijn advies wordt dus bij ontstentenis gunstig geacht.

Ten slotte maakte de Waalse Milieuraad voor duurzame ontwikkeling ("CWEDD") een advies over op 24 oktober 2016. De Gewestelijke Raad voor Ruimtelijke Ordening (CRAT), met advies hierna bekendgemaakt, bracht zijn advies uit op 27 oktober 2016. Die gunstige adviezen werden van opmerkingen en bemerkingen, opgesomd in het besluit, voorzien.

Het operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGO3) bracht op 14 juni 2016 een gunstig advies uit op de aanvullende onderzoeken en op 9 november 2016 een voorwaardelijk gunstig advies.

Na behandeling van de te berde gebrachte bezwaren en adviezen nam de Waalse Regering de gedeeltelijke herziening van het gewestplan definitief aan op 4 mei 2017.

3. Overwegingen inzake leefmilieu

Voor deze overwegingen inzake leefmilieu nader worden onderzocht, dient benadrukt dat het een gewestplanherziening betreft, en geen vergunningsaanvraag voor de uitvoering van het ontwerp dat aan deze herziening ten grondslag ligt. Dientengevolge worden de bemerkingen die geuit werden in het kader van het openbaar onderzoek, de verschillende adviezen die tijdens de procedure inzake de herziening van het plan uitgebracht werden, evenals bepaalde aanbevelingen van de auteur van het effectenonderzoek met betrekking tot de vestiging en de uitbating van het onderliggend industrieel project niet hier beantwoord, maar wel in het kader van de procedure inzake de vergunnings- en beoordelingsaanvraag van de latere effecten, evenals in het kader van de eventueel te verstrekken vergunningen.

I. Gepastheid van de uit te voeren gewestplanherziening

De productie van zandsteen, kwartsiet en kwartsfylliet vormt minder dan 10% van de totale productie van rotsgesteente in Wallonië (8% volgens het onderzoek van Poty of 6% volgens het onderzoek van INCITEC).

Met een gemiddelde jaarproductie van maximum 450.000 t /jaar staat de steengroeve van Cielle in de top twee van producenten van Belgische zandsteen.

In de provincie Luxemburg blijven er nog maar weinig zandsteenontginningen over en de groeven die nog in bedrijf zijn beschikken niet over voorraden voor de lange termijn, waardoor er een tekort zou kunnen ontstaan van zandsteenkiezel in het oosten van de provincie.

De producten uit de uitbating van een afzetting van kwartzandsteen (Formatie van Saint-Hubert) in de groeve van Cielle zijn kwaliteitsvolle kiezels met een hoog siliciumgehalte (75%), waardoor ze bijzonder goed geschikt zijn voor de markt van koolwaterstofwegverhardingen (afwerkklagen) en hoogperformantiebeton (goede weerstand tegen slijtage en uitstekend schuurgehalte) en ver boven de bestaande vervangingsproducten zoals porfier staan.

De bestaande voorraden in het ontginningsgebied van de steengroeve van Cielle, heden opgenomen op het gewestplan, zijn zeer laag en een uitbating die verder dan een paar jaar reikt, is niet meer mogelijk.

Concluderend is het principe van de uitbreiding van de steengroeve van Cielle verantwoord zoals blijkt uit de sociaal-economische behoeften waarop de uitbreiding het antwoord vormt.

II. Ligging en afbakening

In termen van ligging en afbakening zijn de in aanmerking komende gebieden (ontginningsgebieden en planologische compensaties) de gebieden van het voorontwerp die de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan bekrachtigd heeft.

De afbakening van de ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Cielle houdt rekening met de aanwezigheid van een kwaliteitsvolle afzetting van kwartsietzandsteen en de volgende geografische bakens:

- in het noorden : de bosweg genaamd « chemin de Cielle » ;
- in het westen : de ongeklasseerde beek “beek van de steengroeve” (“ruisseau de la Carrière”);
- in het oosten : de grens van de Natura 2000-omtrek BE34023 « Vallée de l’Ourthe entre Nisramont et La Roche », concreet gemaakt door de grens tussen de naaldbomen- en de loofbomenoppervlakte;
- in het zuiden : de weg « Fond du Royen », die samenvalt met de grens van de omtrek van Natura 2000-gebied BE34023 die zich eveneens in het zuiden van de steengroeve van Cielle uitstrekt.

III. Hydrogeologie en hydrologie

Er wordt niet verwacht dat de diepe waterlaag (stand +280 m) noch de twee waterwinningen van de SWDE aangeast worden.

De uitbating van het noordelijk deel van de uitbreiding zal een wijziging in het waterstelsel tot gevolg hebben: door geleidelijk de twee niet-permanente ongeklasseerde beken in te korten, allebei bijrivieren van de beek van de steengroeve, wordt het debiet van laatstgenoemde verminderd en komt er meer klaar water in het bekkn van het houwfront dat

reeds bevoorraad wordt door aflopend hemelwater en een deel van het hangend grondwater (diepte +460m), waardoor het debiet en het volume van de beek "Fond du Royen" gewijzigd zal worden.

De huidige en toekomstige impact (oppompen van water en sedimentvorming in de beek Fond du Royen) van het voortzetten van de ontginningsactiviteit zal beheerst en zelfs beperkt kunnen worden door de invoering van verscheidene maatregelen en inrichtingen, aanbevolen door de auteur van het onderzoek (opstellen van een technische nota waterbeheer, aanleg van buffergebied en merloenen, beperking van het oppompen, installatie van een overdekte afvoergeul, voorkomen van het overlopen van bezinkingsbekkens), w.o. sommige reeds door de uitbater werden uitgevoerd.

In het kader van een gewestplanprocedure behoort het de Regering niet toe, de aanbevelingen te volgen van de auteur van het effectenonderzoek wanneer ze zoals het hier het geval is vallen onder de procedure inzake het verstrekken van individuele machtigingen die aangevraagd zullen worden voor de daadwerkelijke uitbating van de steengroeve. Op planschaal moeten de aanbevelingen van de auteur van het effectenonderzoek opgenomen worden wat betreft de invoering van een minstens zes m breed buffergebied aan weerskanten van de Fond du Royen en op de linkeroever van de beek van de steengroeve.

IV. Fauna, flora en biodiversiteit

De impacten op de Natura 2000-locatie BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » evenals op de zwarte ooievaar en de andere soorten van de avifauna van communautair belang zouden beperkt moeten blijven wegens de beperkte betrokken oppervlakte in verhouding tot de totale oppervlakte en de sterke vertegenwoordiging van de betrokken habitats in de rest van de locatie.

Een grotere impact wordt evenwel gevreesd voor de beschermde soorten, aanwezig in de « Fond du Royen » (wegens wijziging waterdebiet en blijvende sedimenteringen) en de semi-natuurlijke bosbestanden aan de oevers van beide beken (oeverelzen, prioritaire habitat van communautair belang verwoven met neutrofiel sub-Atlantisch eiken-essenbos). DGO3 maakt zich eveneens zorgen over de gevolgen die de uitbating zou kunnen hebben op de soorten aanwezig in de beek en op de omtrek van het Natura 2000-gebied BE34012 « Vallée de l'Ourthe entre La Roche et Hotton », gelegen 5 km stroomafwaarts.

Bij de behandeling van de toekomstige vergunningsaanvragen zal met bijzondere aandacht gekeken moeten worden naar de potentiële impacten op fauna en flora, met inbegrip van de aquatische. De verzoeken en aanbevelingen die in het effectenonderzoek en door de geraadpleegde instanties geformuleerd werden om zo goed mogelijk de aanwezige habitats en soorten in en in de nabijheid van de gebieden te beschermen (buffergebieden en merloenen, nieuwe onderzoek naar de macro-ongewervelden, beperking van oppompen van water, aanleg van een overdekte drainagegeul, voorkomen van het overlopen van de bezinkingsbekkens) zullen daarin behandeld, en desnoods aangepast of aangevuld worden op grond van een gedetailleerd onderzoek naar de impacten.

Daarnaast nam de Regering de aanbeveling van het ingenieurskantoor over in verband met de afbakening van de buffergebieden met volgende minima:

- 20 meter langs de omtrek van het oostelijk gelegen Natura 2000 gebied BE34023 (in plaats van 5 meter zoals gesteld in het voorontwerp);
- 6 meter aan beide kanten van de beek "Fond du Royen" en op de linkeroever van de beek van de steengroeve "Carrière";

DGO3 acht dat de verplaatsing van de semi-permanente beken aanwezig in het noorden van de uitbreiding en de aanleg van buffergebieden langs de beken reeds een antwoord zullen kunnen bieden op de weerkerende problemen inzake de waterkwaliteit in de Fond du Royen.

Zoals zowel DGO3 als CWEDD erop gewezen hebben, zal de passende beoordeling van de leefmilieu-effecten, vereist bij artikel 29 van de wet inzake natuurbehoud wanneer een project een significante weerslag zou kunnen hebben op een Natura 2000-locatie in het kader van de latere vergunningsaanvragen uitgevoerd worden.

Daarnaast is de steengroeve van Cielle op middellange en lange termijn vast en zeker een kans voor de creatie van gunstige milieus voor verschillende soorten.

V. Landschap

De vergezichten op de huidige uitbating vanaf de N89 en de omliggende dorpen (Cielle – w.o. de rue du Tram –, Petit-Halleux, Beausaint en Ronchampay) worden door de uitvoering van de uitbreiding niet verergerd. Dankzij de aanleg van groen langs de locatie en op de terril met steriele gesteenten wordt deze toestand zelfs afgezwakt.

De uitbreiding van de steengroeve wordt zelfs niet zichtbaar vanaf de weg "Fond du Royen" en de N89 of vanaf de omliggende dorpen wegens de ligging ervan in de beekvallei van de beek van de steengroeve.

Van de door ADESA geregistreerde waardevolle vergezichten wordt geen enkele aangetast.

VI. Ondergrond

De auteur van het onderzoek heeft bevestigd dat het niet meer nodig was de steriele gesteenten van de toekomstige uitbating op te slaan op een terril wegens de kleine afmetingen van de uitbating : doordat de fronten geleidelijk noordwaarts opschuiven, komt er achter de fronten plaats vrij voor deze opslag. Wegens de hoogte (70 m gaande tot 120 m) en de hellingsgraad van deze puinopslag (45° gemiddeld en gericht naar de bodem van de uitgraving) moeten er stabiliseringsmaatregelen genomen worden, in het kader van de vergunning (drainage, wijze van opslag van aarde, begroeiing).

Het overblijvend deel steriele gesteenten zal gebruikt worden om de heuvelflanken te herstellen, de binnenwegen te verstevigen en de uitgebate gebieden opnieuw aan te leggen.

Zoals gevraagd door de Regering (besluiten van 19/12/2008 en 30/04/2009), werd er een onderzoek naar de stabiliteit van de terril uitgevoerd door het team van A. Bolle, hoogleraar aan de ULg. Aangezien de veiligheid ervan onvoldoende blijkt te zijn, deed de auteur van het effectenonderzoek voor het gewestplan de aanveling dat de terril gefaseerd afgetopt zou worden door een derde van de hoogte weg te nemen, nl. +/- 20 m, om de stabiliteit te versterken en loofbomen op de flanken aan te planten om te voorkomen dat er erosie ontstaat door wegspoelende bewegingen en de integratie ervan in het landschap mogelijk te maken. Dit alles werd overigens reeds door de uitbater gerealiseerd.

Het aanvullend effectenonderzoek kon de kenmerken van de uitgebate afzetting nauwkeuriger omschrijven : de gevolgen van de breuklijn, aanwezig in de uitbreiding, zijn secundair en de veranderde kwaliteit, vastgesteld in het bovenste deel van de afzetting, is voornamelijk toe te schrijven aan de variaties in de zijkanten van de faciès (continentale formaties, riviervormige geulen).

VII. Bebouwd kader, cultureel erfgoed en infrastructures

Daar de steengroeve van Ciel op ongeveer 1,5 km van het dorp Cielle gelegen is, en op ongeveer 2,5 km van de stad La Roche-en-Ardenne, zouden enkel de voormalige molen van Royen, woning gelegen in de Rue de la Résistance in bosgebied op om en bij de 500 m van de dichtstbij gelegen verwerkingsinstallaties (en op 350 m van de ingang van de steengroeve), en de woningen in de rue de la Forêt, gelegen op ongeveer één km van de steengroeve,

blootgesteld kunnen worden aan de hinder door de steengroeve (geluids- en/of verkeershinder). De auteur van het effectenonderzoek meldt dat de uitbater reeds diverse inrichtingen liet aanleggen om de effecten van zijn activiteit op de voormalige molen van Royen te beperken.

In of in de nabijheid van de herzieningsomtrek ligt geen enkel beschermd of archeologisch goed, ondergrondse infrastructures of leidingen zijn ook niet aanwezig.

VIII. Verkeer

Het effectenonderzoek voor het gewestplan stelt dat het volume vrachtverkeer wegens de uitbating geen wijzigingen zal ondervinden (80 vrachtwagens/dag, 160 heen- en terugreizen) wegens geen enkele niveau-afwijking in productie en markten en dat dit verkeer op de gebruikte wegen enkel een klein deeltje van het wegverkeer zal uitmaken (1 tot 5,5% afhankelijk van de baanvakken). Dus zou er geen enkel significant effect moeten zijn.

Het aanvullend effectenonderzoek verduidelijkt evenwel dat het verkeer sinds de uitvoering van het effectenonderzoek voor het gewestplan, zonder verhoging van het globale volume, zich anders is gaan verspreiden: meer vrachtwagens rijden naar de E25 (+4,8 vrachtw./d.) en naar Marche via de N833 (+3,2 vrachtw./d.) en vermijden het centrum van La Roche en Ardenne (-8 vrachtw./d.).

Bij het uitrijden van de steengroeve is de overgang van de Chemin du Fond du Royen naar de rue du Paradis niet optimaal zichtbaar en kan veiligheidsproblemen stellen; dit is ook de reden waarom het effectenonderzoek de aanbeveling doet om dit kruispunt van signalisatie te voorzien. De CRAT acht eveneens dat het nodig is de uitrit van de steengroeve te beveiligen met dienovereenkomstige grondmarkeringen en verkeersborden.

Het betreft terzake politiematregelen die in voorkomend geval door de plaatselijke overheid getroffen moeten worden en geenszins onder een besluit tot gewestplanherziening vallen.

IX. Geluidshinder en trillingen

De empirische waarnemingen van de auteur van het effectenonderzoek tonen aan dat het geluidsniveau van de steengroeve niet zou moeten toenemen met de uitvoering van de uitbreiding, daar de verwerkingsinstallaties niet van hun huidige standplaats verwijderd worden (zonder dat hun verwerkingscapaciteit stijgt), daar de houwfronten geleidelijk naar het noorden opschuiven en de afstand tot de bewoonde gebieden vergroot en de uitbating plaatsvindt in de bodem van een door dichte bebossing omzoomde beekvallei.

Op aanbeveling van DGO3 werden aanvullende maatregelen genomen om de geluidsniveaus en –effecten van de huidige uitbating te objectiveren. In april 2014 verrichtte CEDIA metingen in de nabijheid van de steengroeve van Cielle : op het nummer 24, rue de la Forêt en het nummer 1A, rue de la Résistance, wat de voormalige Moulin du Royen is. Hij kwam tot de conclusie dat – onder uitsluiting van omgevings- en achtergrondgeluid (beek...) en verkeersgeluiden – het geluid van de steengroeve van Cielle niet hoger gaat dan de opgelegde geluidsnormen uit het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden in verband met steengroeven en aanhorigheden.

Er worden een dertigtal mijnschoten per jaar uitgevoerd, dat is 1 tot 3 keer per maand.

De auteur van het effectenonderzoek meldt dat tot nu toe geen enkele klacht tot uiting kwam, wat uitlegt waarom de uitbater tot op heden nog geen trilmetingen heeft uitgevoerd. Hij voegt daar nog bij dat er nieuwe schottechnieken overwogen worden om de schoten te optimaliseren en de trillingsgolven nog verder terug te dringen.

In het kader van het openbaar onderzoek werd over deze punten geen enkele bemerking gemaakt.

X. Lucht en klimaat

Het ontwerp strekt tot het voortzetten van een bestaande activiteit waarvan de meeste stofemissies (installaties en binnenvoer) opgevangen worden door de bosrand, waardoor de dichtstbij zijnde woning, gelegen op ongeveer 500 m van de verwerkingsinstallaties, buiten het stofneerslaggebied blijft. Omdat de huidige productie niet opgevoerd wordt en de installaties niet verplaatst worden, kan enkel het verlengen van de binnenwegen naar het noorden voor een lichte stijging van sedimenteerbare stofemissies zorgen.

Om deze emissies te beperken, maakt de auteur van het onderzoek met name de aanbeveling om de installaties van een stofzuiginstallatie, en de uitgang van een reinigingssysteem voor vrachtwagenwielen te voorzien. Dit valt onder de vergunningen en niet onder huidige gewestplanherziening. De uitbater heeft daar overigens al voor gezorgd.

De andere gevolgen van de stofemissies werden reeds besproken in de hoofdstukken hydrologie en biodiversiteit.

Fijne stofemissies wegens de uitbating kunnen geen significante impact teweegbrengen op de luchtkwaliteit, daar de mijnschoten daarvoor te weinig gebruik worden (1 tot 3 keer per maand) en het verkeersvolume van de bedrijfsvoertuigen klein is.

XI. Menselijke activiteiten

De uitbating van het toekomstige uitbatingsgebied zal niet voor een verdwijning van goede landbouwgronden (zure en arme bodems) zorgen.

De verdwijning van bossoorten, aanwezig op de locatie (epicea en berken) wordt niet zorgwekkend geacht daar deze soorten in Wallonië in getale aanwezig zijn en hun waarde enkel van klein naar middelgroot varieert.

Afgezien van de noodzaak om de niet-bewegwijzerde bospaden in de bossen bij de steengroeve en de uitbreiding ervan te beveiligen, wordt er geen enkel bijzonder effect verwacht voor de toeristische functie.

XII. Planologische compensaties

De Waalse Regering heeft de planologische compensaties die de auteur van het effectenonderzoek gevalideerd heeft, in overweging genomen. De bestemming ervan tot niet-bebouwbaar gebied bevestigt de feitelijke toestand van deze gronden en zal met name kunnen bijdragen tot het behoud van biodiversiteit en landschappen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2017 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Marche-La Roche met betrekking tot de opnemingsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Cielle, op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche, en van landbouw- en bosgebieden als planologische compensaties op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Befte, Rendeux, Hodister).

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Advies van de “Commission régionale d’aménagement du territoire” (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Marche - La Roche met het oog op de opneming van ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Cielle in La Roche-en-Ardenne en Rendez

Korte beschrijving van het project:

Het project heeft betrekking op de opneming van een ontginningsgebied van 21,6 ha naast de steengroeve van Cielle, in plaats van een bosgebied.

De compensaties bestaan uit de herbestemming:

- in een landbouwgebied (4,4 ha) van het recreatiegebied gelegen ten zuiden van Beffe;
- in een landbouwgebied (0,5 ha) en in een bosgebied (5,5 ha) van het recreatiegebied gelegen ten zuiden van het gehucht “Inzès Ris”;
- in een landbouwgebied (5 ha) en in een bosgebied (6,8 ha) van het niet-bebouwde gedeelte van de gemengde bedrijfsruimte gelegen ten zuidwesten van Warisy.

Er wordt ook een inrichtingsmaatregel voorzien die alle handelingen en werken in verband met de ontginning van de groeve verbiedt in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van minstens :

- 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l’Ourthe entre Nisramont et La Roche » ;
- 6 meter aan weerskanten van de beek “Fond du Royen” en op de linkeroever van de beek van de steengroeve.

Betrokken gewestplan: Marche-La Roche

Auteur van het effectenonderzoek : Pissart

Een aanvullend effectenonderzoek voor het gewestplan werd uitgevoerd na de ontdekking van een breuk door de exploitant in februari 2015. Deze kon een daling van de kwaliteit laten vermoeden van de afzetting ontgonnen in het toekomstige ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Cielle. De verkregen resultaten hebben bevestigd dat de doelstellingen van de herziening van het gewestplan altijd worden nagekomen en dat de motiveringen van het BWR van 12 februari 2015 altijd aanwezig zijn.

Context van het advies

Datum van ontvangst van het dossier: 8 september 2016

Wettelijke basis: Artikel 43, § 4, van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie (CWATUP)

Draagwijdte van het advies: Ontwerp tot herziening van het gewestplan

ADVIES

1. Over de opneming van een ontginningsgebied

De CRAT is gunstig voor de doelstelling van de herziening van dit gewestplan met het oog op de opneming van een ontginningsgebied bij de steengroeve van Cielle.

De CRAT wil eerst wijzen op de uitermate lange duur van de procedure verbonden aan dit ontwerp van herziening van het gewestplan Marche-La Roche.

Ze stelt vast dat het aanvullend effectenonderzoek voor het gewestplan de aanwezigheid bevestigt van een economisch productiepotentieel van de afzetting van kwartshoudende zandsteen.. Dit project zal toelaten om de uitbating van de afzetting voort te zetten en zijn voortbestaan voor de komende decennia zal verzekeren.

De CRAT stelt ook vast met tevredenheid dat de aanbevelingen van de auteur van het onderzoek in overweging worden genomen en worden uitgevoerd door de aanvrager.

Ze vestigt daarna de aandacht van de overheidsorganen op de noodzaak om het uitgangspunt van de steengroeve te beveiligen door aangepaste wegmarkeringen op de grond en verkeersborden.

2. Over de planologische compensaties

2.1. Over de opneming van een landbouwgebied ten zuiden van Beffe

De "CRAT" is de opneming van dat gebied gunstig gezind.

De CRAT vindt dat deze opneming relevant is gelet op de verschillende drukfactoren uitgeoefend op dit gebied of in de nabijheid ervan (landschappelijk waardevolle omtrek bepaald door ADESA, autonome saneringsregeling, hoog overstromingsrisico, Natura 2000-locatie).

Deze opneming zal toelaten om het gewestplan aan de feitelijke toestand aan te passen.

2.2. Over de opneming van een landbouwgebied en een bosgebied ten zuiden van het gehucht "Inzès Ris"

De CRAT is de opneming van deze gebieden gunstig gezind.

De CRAT vindt dat deze opneming relevant is gelet op de verschillende drukfactoren uitgeoefend op het milieu (autonome saneringsregeling, steile reliëf).

De nieuwe bestemming zal de feitelijke toestand bekrachtigen.

Zoals voor het in punt 2.1 bovenvermelde recreatiegebied, zal de declassering van het recreatiegebied geen significant verlies voor de gemeente betekenen.

2.3. Over de opneming van een landbouwgebied en een bosgebied ten zuidwesten van Warisy

De CRAT is de opneming van deze gebieden gunstig gezind.

De CRAT vindt dat deze opneming relevant is gelet op de verschillende drukfactoren uitgeoefend op dit gebied (landschappelijk waardevolle omtrek bepaald door ADESA, autonome saneringsregeling, steile reliëf, slechte bereikbaarheid en noodzakelijkheid om het dorp van Warisy te doorkruisen).

Deze opneming zal toelaten om het gewestplan aan de feitelijke toestand aan te passen.

De CRAT vindt dat de impact van de vermindering van de oppervlakte van de bestaande gemengde bedrijfsruimte als onbeduidend kan worden beschouwd daar de omzetting ten voordele van een andere economische activiteit gebeurt.

3. Over de begeleidingsmaatregelen

De CRAT is de twee begeleidingsmaatregelen gunstig gezind.

4. Over de kwaliteit van het effectonderzoek

De CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.

Ze onderstreept de duidelijkheid van het document en stelt vast dat het document de gebieden die betrekking hebben op de ruimtelijke ordening en het milieu op een grondige manier analyseert.

Voor de CRAT,

Pierre GOVAERTS,

Voorzitter



ADVIÉS

Ref. : CWEDD/16/AV.1039

Datum : 24/10/2016

Herziening van het gewestplan “MARCHE-LA ROCHE” met het oog op de opneming van ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Cielle en, als compensatie, van landbouw- en bosgebieden op de gemeenten van LA ROCHE-EN-ARDENNE en RENDEUX

BASISGEGEVENS

Aanvraag: Herziening van het gewestplan “MARCHE-LA ROCHE”

Project: - Ligging: Gemeenten van La Roche-en-Ardenne en Rendeux

- Toestand op het gewestplan: bos- en recreatiegebied en gemengde bedrijfsruimte

- Compensaties: Ontginningsgebied, landbouw en bos

Aanvrager : Waalse Regering,

Aanvraag ingediend door: Carrière de Grès Réunies (C.G.R.) S.A., La Roche-en-Ardenne

Auteur van het onderzoek: S.A.SS PISSART, Architecture et Environnement, Trooz

Bevoegde autoriteit: Waalse Regering

Datum van ontvangst van het dossier: 8/09/2016

Terreinbezoek: 12/10/2016, en présence de l'auteur de l'étude accompagné d'un collaborateur extérieur (écologue) et du demandeur

Verhoor: Cliquez ici pour entrer une date.

14/10/2016, in aanwezigheid van de auteur van het onderzoek vergezeld van een externe medewerker (ecoloog) en de aanvrager

Het project en zijn context : Het project beoogt de voortzetting van de bestaande ontginningsactiviteit van de steengroeve van Cielle door de opnemings van 21,6 ha van ontginningsgebied: 17,7 ha in het noordelijk verlengde van het huidig gebied (voorraad van afzetting en opvulling van steriele gesteenten) en 3,9 ha ten westen, ten zuidwesten en ten zuiden (regularisering van de aanhorigheden gelegen in bosgebied op het gewestplan en rectificatie van de grenzen). Als compensatie wordt het volgende overwogen : de opnemings als landbouwgebied van het recreatiegebied van Beffe-Rendeux (4,4 ha), de opnemings als landbouwgebied (0,5ha) en als bosgebied (5,5ha) van het recreatiegebied gelegen ten zuiden van Inzès-Ris en de opnemings als landbouwgebied (5 ha) en als bosgebied (6,8 ha) van het niet-bebouwde gedeelte van de Gemengde bedrijfsruimte (ZAEM) van Warisy.

Er wordt ook een inrichtingsmaatregel voorzien die alle handelingen en werken in verband met de ontginning van de groeve verbiedt in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van minstens 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » en van 6 meter aan weerskanten van de beek du Fond du Royen en op de linkeroever van de beek van de Steengroeve.

ADVIES OVER DE KWALITEIT VAN HET EFFECTENONDERZOEK

De CWEDD vindt dat het onderzoek de nodige elementen bevat voor de besluitvorming de bevoegde overheid zal er de elementen in vinden om haar beslissing te nemen.

Op het niveau van de inhoud

De CWEDD geeft een globale appreciatie van het gehele onderzoek waaronder meer bepaald het hoofdstuk betreffende de hydrogeologie en de hydrologie, alsook de kwaliteit van zijn niet-technische samenvatting.

Op het niveau van de vorm

De CWEDD apprecieert de algemene helderheid van het onderzoek. Het is gemakkelijk te lezen en wordt versierd met foto's, figuren, ontwikkelingsplannen en kaarten. Hij stelt het bijzonder op prijs dat er een vergelijkende tabel is uitgevoerd met het voorontwerp en de uitvoeringsvarianten voorgesteld door een kleurcode (gunstig, neutraal of minder gunstig dan het voorontwerp).

ADVIES OVER DE MILIEUOPPORTUNITEIT VAN HET PROJECT**A. De CWEDD verleent een gunstig advies voor de opnemingsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Cielle.**

De CWEDD stelt vast dat de aanvrager reeds talrijke aanbevelingen van de auteur van het onderzoek heeft uitgevoerd om de impacten van zijn uitbating op verschillende domeinen zoals de hydrologie, de hydrogeologie en de biodiversiteit te verminderen. Inderdaad, tijdens het terreinbezoek, heeft de CWEDD o.a. het volgende opgemerkt: de bouw van merloenen, van een wasstation in een gesloten circuit, van bekkens voorzien van pompen, van een bufferzone van meer dan 20 m langs het Natura 2000-gebied alsook de wijzigingen aangebracht aan de steenberg van mineraallos gesteente om te voldoen aan het veiligheidsprobleem.

De CWEDD steunt alle aanbevelingen van de auteur en legt bijzonder de nadruk op de volgende die in overweging genomen zullen moeten worden in het kader van de bedrijfsvergunningaanvraag:

- een gedetailleerde technische nota opmaken van het afvloeiend en het oppompingswater;
- een fasering uitvoeren voor het uitbreidingsgebied ;
- een samenhangend herinrichtingsplan bestuderen voor het hele ontginningsgebied;
- de opvolging van de macro-invertebraten voortzetten om na te gaan of deze fauna zich zal herstellen nadat de lozing van sedimenten blijvend zal ophouden.

De CWEDD vraagt bovendien om een gepaste beoordeling van de effecten op Natura 2000 te voorzien in het kader van het effectenonderzoek voor het leefmilieu gevoegd bij de vergunningaanvraag in het geval van een significante impact.

B. De CWEDD brengt een gunstig advies uit over de opnemingsgebied van het recreatiegebied van Beffe-Rendeux, over de opnemingsgebied als landbouwgebied en als bosgebied van het recreatiegebied van Inzès-Ris en over de opnemingsgebied als landbouwgebied en als bosgebied van het niet-bebouwde gedeelte van de Gemengde bedrijfsruimte (ZAEM) van Warisy, als compensatie.

De CWEDD stelt overigens vast dat deze aan belangrijke drukfactoren voor hun bebouwing worden onderworpen, zoals o.a.:

- de onmiddellijke nabijheid van een Natura 2000-gebied, de aanwezigheid van een landschappelijk waardevolle omtrek ADESA en van een hoog overstromingsrisico voor het gebied van Beffe-Rendeux;
- het duidelijk reliëf en de aanwezigheid van verkavelingen in de nabijheid voor het gebied van Inzès-Ris;
- het geïsoleerd karakter van de gemengde bedrijfsruimte (ZAEM), zijn steile reliëf en zijn landschappelijk belang. Ze bevat bovendien meerdere belangrijke habitats op biologisch vlak.

De Raad merkt tenslotte op dat de opnemingsgebied van deze gebieden een feitelijke toestand bekrachtigt.

C. De CWEDD brengt een gunstig advies uit over de inrichtingsmaatregel die alle handelingen en werken in verband met de ontginning van de groeve verbiedt die zich uitstrekken over een diepte van minstens 20 meter tussen de herzieningsomtrek en de omtrek Natura 2000 BE34023 « Vallée de l'Ourthe entre Nisramont et La Roche » en van 6 meter aan weerskanten van de beek du Fond du Royen en op de linkeroever van de beek van de Steengroeve.

Zoals vermeld in punt A, stelt de CWEDD vast dat de exploitant al verschillende inrichtingen heeft uitgevoerd om deze maatregel na te leven.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204460]

24 AOUT 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit Elevage et divers »

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 226, D. 234 et D.235;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et organisant sa gestion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Petit Elevage et divers";

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 août 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 août 2017;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place sans délai un régime de suspension temporaire de la perception des cotisations obligatoires au profit des producteurs d'œufs, afin de compenser partiellement les pertes suite à la crise des œufs contaminés;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Petit Elevage et divers" est complété par un quatrième paragraphe rédigé comme suit :

" § 4. Aucune cotisation visée par le présent article n'est toutefois due pour l'année 2017 si les animaux sont détenus pour la production d'œufs. "

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 août 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204460]

24. AUGUST 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und Sonstiges" ("Fonds de Promotion "Petit Elevage et divers")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.226, D.234 und D.235;

Aufgrund des Erlasses vom 22. Dezember 1994 zur Durchführung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de promotion de l'agriculture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft) und zur Organisierung seiner Verwaltung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und Sonstiges" ("Fonds de Promotion "Petit Elevage et divers");

Aufgrund der am 23. August 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. August 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;